

p.m.

Voisinages & Communs



L'éclat

Ce livre a deux objectifs : d'une part, il s'agit d'établir une certaine entente ou cohésion concernant les notions majeures qui ont cours dans l'actuelle discussion sur les alternatives à la société de croissance – subsistance, résilience, coopération, transition, commons etc. – en présentant la diversité des différentes approches. D'autre part, et en guise de synthèse de ces approches, de faire une proposition concrète, tournée vers l'action, à savoir la notion de *voisinage* en tant que module le plus petit d'une économie et d'un mode de vie fondés sur les Communs.

P.M. est l'auteur d'une œuvre multiple (essais, romans, guides de voyage, jeux de société) dont la pièce maîtresse reste *bolo'bolo* (1983), publié à L'éclat en 1997. Il est actif au sein de l'association « Redémarrer la Suisse » et partage son temps entre l'île d'Amberland, dont il en a rédigé le guide exhaustif, et la coopérative d'habitation Kraftwerk I à Zurich.

En couverture : « Max des Magnans ». Photo Patricia Farazzi

**Ceci
n'est pas un livre.
C'est
un
lyber**

**Pour acheter le livre
voir
ICI**

DU MÊME AUTEUR

(en français)

Tripura Transfer, Zoé, 1982

bolo'bolo (1983), L'éclat, 1997

Redémarrer la Suisse (2009), Torticolis Frères, 2012

(en allemand ou anglais)

Weltgeist Superstar, dtv phantastica, 1980

Karthago, Zürich, Paranoia City Verlag, 1988

Amberland, Paranoia City Verlag, 1989

Olten - alles aussteigen, Paranoia City Verlag, 1991

Europa? Aufhören! A Pamphlet, Paranoia City Verlag, 1991

Europa, Paranoia City Verlag, 1992

Kraftwerk 1, avec Martin Blum & Andreas Hofer, Paranoia City Verlag, 1994

Lego, 1994

Die Schrecken des Jahres 1000, vol. 1, Zürich, Rotpunktverlag, 1996

Kumbi. Die Schrecken des Jahres 1000, vol. 2, Rotpunktverlag 1997

Aghala dooo!, Paranoia City Verlag, 1998

Pukaroa. Die Schrecken des Jahres 1000, vol. 3, Rotpunktverlag, 1999

Subcoma, Paranoia City Verlag, 2000

Der goldene Weg, Rotpunktverlag, 2003

AKIBA, Brooklyn, Autonomedia, 2007

Manetti lesen oder vom guten Leben. Un roman, Hamburg, Nautilus,

2012

Kartoffeln und Computer. Märkte durch Gemeinschaften ersetzen, Nauti-

lus, 2012

« *The Power of Neighborhood* » and *the Commons*, Autonomedia,

2014

p.m.

Voisinages et Communs

Éditions de l'éclat

*Merci à Gabor Doka, Fred Frohofer, Elisabeth Brüngger,
Hanswerner Hofstetter & Thomas Gröbly*

Ce livre est sous licence
Creative Commons CC BY-NC 4.0 – qui autorise la diffusion,
reproduction et partage de son contenu sans utilisation com-
merciale. L'auteur doit toutefois clairement être mentionné et
serait également heureux d'être tenu informé.

Pour toute utilisation commerciale contacter l'éditeur à
infos@lyber-eclat.net

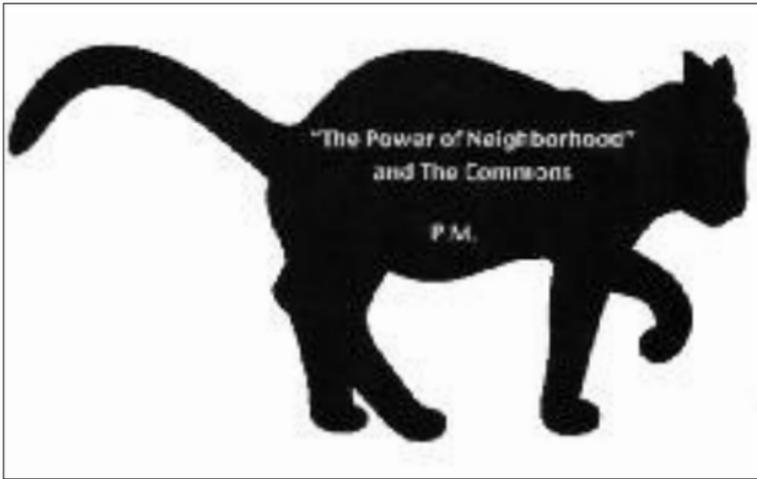
Pour plus d'informations sur la licence Creative Commons
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

une version lyber sera disponible à l'adresse
<http://www.lyber-eclat.net/lyber/voisinages-et-communs>

À propos de la couverture: Le territoire d'un chat correspond plus
ou moins à un voisinage dans des conditions urbaines denses.

[n.d.é.]

Le point de départ de ce petit livre de p.m. est un ouvrage paru en 2014 aux U.S.A. aux éditions Autonomedia, Brooklyn, N.Y., traduit par l'auteur avec l'aide de Hanswerner Hofstetter, et publié sous le titre "*The Power of Neighborhood*" and the Commons. La traduction française a été fabriquée à partir de plusieurs éléments et avec le concours aimable de Hans E. Widmer, Elisabeth Brüngger, Patricia Farazzi, Marc Sigala et Elie Bosè.



Ces dernières années, plusieurs publications et brochures de p.m. ont paru en Suisse autour de l'association « Redémarrer la Suisse » (*Neustart Schweiz – Verein für ökologisch-soziale Erneuerung*), dont nous nous sommes également inspirés pour constituer ce volume. Les encadrés en particulier sont extraits de la brochure *Développer les voisinages!* publiée par l'association.

33 ans après *bolo'bolo* voici que se précise, autour de cette idée et cette pratique de voisinage, l'« utopie réalisable » de p.m. et de ses amis, dans une situation extrême, tant du point de vue écologique que politique et économique. Par un tour de passe-passe qui a duré le temps d'un petit siècle, le rêve d'un internationalisme généreux est devenu « globalisation » impitoyable, et, sous cette forme, elle n'épargne plus le moindre territoire. Bien loin des mascarades en grande pompe dont Paris a donné récemment un exemple, et qui, comme le cheval qui devait chier de l'or, ne *font* que des promesses pestilentielles, des initiatives surgissent ici et là. Rassemblées, elles constituent une réponse à l'obsolescence programmée du monde par le capitalisme. « Il n'est pas question de petits projets de survie dans des niches alternatives », écrit p.m., mais d'une réponse globale à un problème global. Il n'est pas question de *vaincre* un pouvoir en déliquescence pour s'y substituer, mais de remporter la « victoire sur la victoire » (Hermann Broch) pour une société où la coopération se substituera à la concurrence. Ainsi, à partir du *voisinage* comme « module le plus petit d'une économie et d'un mode de vie fondés sur les Communs » on prend de la hauteur pour figurer un monde au fronton duquel sera gravé l'ancien adage du temple de Delphes, qui, vingt-sept siècles plus tard, n'a rien perdu de sa vérité :

MΗΔΕΝ ΑΓΑΝ
RIEN DE TROP
!

Voisinages et Communs

Préface

Ce petit livre a deux objectifs : d'une part, il s'agit d'établir une certaine entente ou cohésion concernant les notions majeures qui ont cours dans l'actuelle discussion sur les alternatives à la société de croissance, en présentant la diversité des approches sur le plan de la connaissance. D'autre part, en guise de synthèse ou de conclusion de ces approches, nous faisons une proposition concrète, orientée vers l'action, à savoir la notion de *voisinage* en tant que module le plus petit d'une économie et d'un mode de vie fondés sur les Communs.

Nos réflexions ont été fortement inspirées par les analyses et les concepts de la « perspective de la subsistance » tels qu'ils sont défendus par Veronika Bennholdt-Thomsen, Maria Mies¹, Claudia von Werlhof² ou Vandana Shiva³.

La « perspective de la subsistance » est en même temps une critique du patriarcat : elle consi-

1. Veronika Bennholdt-Thomsen & Maria Mies, *The Subsistence Perspective: Beyond the Globalized Economy*, Zed Books, 1997.

2. Claudia von Werlhof, *Der unerkannte Kern der Krise*, Arun Verlag, 2012.

3. Vandana Shiva, *Soil not Oil*, Zed Books, 2009 (sur la crise alimentaire). Voir aussi du même auteur, *Éthique et agro-industrie. Main basse sur la vie*, tr. fr. L'Harmattan, 1996.

dère le capitalisme comme la dernière chrysalide d'un désastre millénaire⁴.

L'une des conclusions majeures de ses réflexions sur la subsistance porte sur un nouveau rapport à l'alimentation et à l'agriculture. Mais la perspective de la subsistance est plus que cela ; c'est une nouvelle attitude, une méthode et une vision du monde. Il s'agit de « maîtriser l'existence », de « vivre de ses propres ressources », de souveraineté et de partage du pouvoir.

Quatre principes d'une politique
de la perspective de subsistance :

1. La politique de subsistance est une politique du quotidien, portée par « le bas », par l'individu actif et responsable et non pas exercée par « le haut », par une autorité supérieure.
2. La politique de subsistance est une politique du nécessaire, de l'immanence plutôt que de la transcendance.
3. La politique en faveur de la subsistance est orientée vers le concret, le matériel, le tangible, le sensuel et opposée à l'abstraction de l'argent et à l'anonymat de la marchandise.
4. L'orientation vers la subsistance est une politique en faveur du rétablissement de la communauté.

4. Voir Vandana Shiva & Maria Mies, *Écoféminisme*, L'Harmattan, 1999.

Un deuxième axe de discussion est l'approche traditionnelle marxiste ou économique. Marx est persuadé qu'une vie dans la dignité est fondamentalement incompatible avec la contrainte de rentabilisation du mode de production capitaliste. Il met en évidence les contradictions internes de ce système qui se manifestent aujourd'hui clairement. Plus récemment, Naomi Klein⁵ arrive à la conclusion que le capitalisme et la survie de la biosphère s'excluent mutuellement.

Robert Kurz⁶, marxiste décédé en 2012, constate que le véritable moteur de croissance réside dans la logique de rentabilisation du capital lui-même (là où il s'installe, il supprime le travail exploitable et est donc obligé de chercher sans cesse de nouvelles populations exploitables ; aujourd'hui, avec la globalisation, il atteint son acmé).

À l'autre extrémité du champ théorique, le néokeynésien Joseph Stiglitz arrive à des conclusions tout aussi dramatiques⁷. Tout en croyant au « marché », il énumère un si grand nombre de formes de défaillances de ce marché, que l'on pourrait tout aussi bien lui dire « adieu ». Comment expliquer alors ces « défaillances » si le marché est le procédé idéal de l'allocation rationnelle des ressources ?

À ces deux axes s'apparente la discussion sur les

5. Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, tr. fr. Actes Sud, 2015.

6. Robert Kurz, *Schwarzbuch Kapitalismus*, Eichborn Verlag, 1999 ; *Geld ohne Wert*, Horlemann Verlag, 2012.

7. Joseph Stiglitz (un économiste repentini), *Le prix de l'inégalité* (2012), tr. fr. Les Liens qui Libèrent (LLL), 2012.

Communs (biens communs, communaux) que Garrett Hardin a inaugurée en 1968 avec son essai bouleversant sur la « Tragédie des Communs ». Sur cette question, il faut citer des chercheuses telles que Elinor Ostrom et les initiatives de Silke Helfrich⁸.

Les Communs représentent un contre-projet au marché et à l'État actuel. Le potentiel des coopératives ou des formes d'organisation comparables en tant qu'institutions des Communs nous intéresse tout particulièrement.

Les formes économiques alternatives (économie solidaire⁹, *peer to peer*¹⁰, planification démocratique etc.) seront possibles quand nous nous serons débarrassés du fétiche de la rentabilisation et de ses marchés éternellement défailants.

Un troisième axe est évidemment l'approche écologique, inauguré avec le livre sur *Les Limites de la croissance*¹¹ et qui a déclenché toute la critique de la croissance : de Serge Latouche (avec le concept de « décroissance ») à Tim Jackson, Niko Paech, Harald Welzer, Irmi Seidl etc. Ivan Illich¹² pourrait être considéré comme un précurseur. La cri-

8. E. Ostrom, *Governing the commons*, Cambridge University Press, 2011 ; voir également : *La Gouvernance des biens communs*, tr. fr. De Boeck, 2010 ; Silke Helfrich, *Commons*, transcript, 2012.

9. Elisabeth Voss, *Wegweiser solidarische Ökonomie*, Ag Spak Bücher, 2010.

10. Christian Siefkes, *From Exchange to Contributions*, Siefkes Verlag, 2007. Michel Bauwens, *Sauver le monde*, LLL, 2015.

11. D. H. Meadows, D. L. Meadows, J. Randers, *Les limites de la croissance (dans un monde fini)* (1972), Rue de l'échiquier, 2012.

12. Ivan Illich, *Selbstbegrenzung. Eine politische Kritik der Technik*, Reinbek, 1973.

tique de la croissance s'associe souvent à une critique radicale de la civilisation. C'est Hans Christoph Binswanger qui en a lancé la discussion dans les années 1970¹³. Il faut aussi citer les livres de Marianne Gronemeyer, *Leben als letzte Gelegenheit* (« La vie comme dernière chance », 1993) ou *Genug ist genug* (« Assez c'est assez », 2008), qui dénoncent la « modernité » comme fuite illusoire. Cette petite bibliothèque portative n'est pas inutile pour commencer à réfléchir.

Quelle est la quantité d'énergie (renouvelable ou non) que nous avons le droit de consommer ? « Comment voulons-nous vivre ?¹⁴ » et n'est-il pas possible que trop d'énergie soit *par principe* néfaste ? Se pose ici la question du « assez », de la suffisance et d'un mode de vie adapté à l'être humain et à l'existence en général. Que voulons-nous et que devons-nous faire ensemble avec les ressources limitées ?

La question de la capacité de l'être humain à coopérer avec ses semblables a fait l'objet de plusieurs recherches récentes, comme celle du biolo-

13. Hans Christoph Binswanger, *Wege aus der Wohlstandsfalle. Der NAWU-Report, Strategien gegen Arbeitslosigkeit und Umweltzerstörung*, 1979.

14. Marcel Hänggi, *Ausgepowert – Das Ende des Ölzeitalters als Chance*, Rotpunktverlag, 2011. Ce qu'on oublie souvent, c'est qu'il y a un maximum de conversion d'énergie pour la biosphère, indépendamment des sources (même renouvelables), de 140 milliards d'« esclaves d'énergie » (à 100 watts). Cela veut dire quinze « esclaves » par personne (aujourd'hui EU: 105, Europe 53). Hans-Peter Dürr, *Warum es ums Ganze geht*, Fisher, 2009, p. 152.

giste mathématicien Martin Nowak¹⁵. David Graeber¹⁶ a montré que les êtres humains coopèrent spontanément lorsque les conditions sont favorables et que la théorie de l'être humain comme animal qui fait du commerce ou de l'*homo æconomicus* est une histoire inventée de toutes pièces précisément par des économistes. Richard Sennett étudie la coopération dans son contexte historique en mettant un accent particulier sur les formes et les rituels¹⁷. Le biologiste Edward O. Wilson va encore plus loin en postulant la sélection collective dans l'évolution¹⁸. Le biologiste comportementaliste Frans de Waal¹⁹, sur les traces de Kropotkine²⁰, montre que les animaux connaissent déjà l'empathie et la coopération et que nous aurions intérêt à écouter davantage « le singe qui est en nous ».

Andrew Zolli et Rob Hopkins s'intéressent à la notion de résilience, et ce dernier tout particulièrement dans le cadre du mouvement « Villes en transition²¹ ». Quelles doivent être les caractéristiques de systèmes stables qui sont indispensables à la coopération ?

15. Martin Nowak, *Supercooperators*, Free Press, 2011.

16. David Graeber, *Dettes. 5000 ans d'histoire* (2011), LLL, 2013.

17. Richard Sennett, *Ensemble, Pour une éthique de la coopération*, tr. fr. Albin Michel, 2013.

18. Edward O. Wilson, *La conquête sociale de la terre*, tr. fr. Flammarion, 2013.

19. Frans de Waal, *L'âge de l'empathie*, tr. fr. LLL, 2010.

20. Piotr Alexejewitsch Kropotkine, *L'entraide. Un facteur de l'évolution* (1908), tr. fr. Sextant, 2010.

21. Rob Hopkins, *Manuel de Transition - de la Dépendance au Pétrole à la Résilience locale*, tr. fr. Éditions Écosociété, 2010 ; voir <<http://www.transitiontownkinsale.org/>>

Le rapport des villes avec leurs alentours, la structuration des villes elles-mêmes sont des facteurs déterminants dans la transformation de nos sociétés. La séparation des fonctions qui entraîne des distances plus grandes a un impact écologique immédiat. La discussion actuelle puise des inspirations précieuses dans les idées de jeunesse de Jane Jacobs²² et de Christopher Alexander²³, dans les études sur l'aménagement du territoire de Roger Diener²⁴ et dans le dernier livre de Benedikt Loderer²⁵. La transformation de nos villes désorganisées par la circulation et le shopping en espaces de vie coopératifs et conviviaux et l'interconnexion planétaire des villes et de leurs territoires sont décisives pour l'établissement de nouvelles formes économiques non plus fondées sur la concurrence.

Un mode de vie qui ne dépend plus de la croissance révèle sans doute encore d'autres aspects – technologiques, sociologiques, psychologiques, culturels – qui ne sont pas abordés ici. Nous restons ouverts à toute suggestion et nous les prendrons en considération à une autre occasion. La discussion continue.

22. Jane Jacobs, *Déclin et survie des grandes villes américaines* (1961), tr. fr. Parenthèses, 2012.

23. Christopher Alexander *et al.*, *A Pattern Language: Towns, Buildings, Construction* (1968), Oxford University Press, 1977.

24. Roger Diener *et al.*, *Die Schweiz, ein städtebauliches Portrait*, Berkhauser Verlag, 2005.

25. Benedikt Loderer, *Die Landesverteidigung, eine Beschreibung des Schweizerzustands*, Hochparterre Ag, 2012 (sur le thème de l'aménagement du territoire catastrophique en Suisse).

Bien que nous soyons confrontés à d'énormes défis qui exigent des changements globaux, notre approche est pragmatique : il s'agit finalement de savoir ce que nous pouvons faire *ici et maintenant*, dans les conditions existantes. Les approches concrètes peuvent être insuffisantes et décevantes, voire rébarbatives, mais exiger des conditions-cadres idéales dans lesquelles on pourrait immédiatement faire la seule chose juste ne peut provoquer qu'une paralysie générale.

Aborder le thème du voisinage signifie transformer une critique globale du marché, de l'argent et de la propriété en un projet réalisable.

Notre vie quotidienne est une catastrophe écologique, mais également une occasion de trouver une solution. Les voisinages multifonctionnels offrent un cadre idéal à l'auto-organisation et ils permettent aux êtres humains d'apporter leurs multiples talents. La vie peut devenir plus riche, plus sûre, plus libre, plus autodéterminée et plus belle, sans que nous détruisions pour autant la planète et nous-mêmes.

Zurich, le 8 mars 2013
Hans E. Widmer

« Rentrer chez soi »

Imagine que tu rentres chez toi après une dure journée de travail. Tu laisses ton portable à Lirjete pour qu'elle t'y installe la dernière version pour le lendemain, et dans l'atelier de Paul mitoyen, tu demandes si ton vélo est déjà réparé.

Maintenant, tu pénètres dans le vaste hall où tu découvres des visages connus qui lisent le journal, causent ou jouent au billard. Dans un coin de la bibliothèque le vieux Lahcen fume son cigare comme toujours à cette heure. Des effluves succulents attirent ton attention : Paul a fait des lasagnes, il y aura les petits fromages frais de Béatrice et les baguettes du dîner sont au four. Le tableau noir du bistrot affiche le menu du soir : gratin aux côtes de bettes, salade de frisée aux lardons artichauds farcis, soupe de potirons. Mais avant, tu jettes un coup d'œil à l'entrepôt alimentaire : qui sait, peut-être auras-tu envie de te préparer quelque chose toi-même ? Aujourd'hui, on a livré des légumes frais de l'agro-centre de Landecy. Au comptoir des plats à emporter, on propose des nouilles asiatiques faites maison, de la pizza au four, des salades prêtes à assaisonner, du rôti de viande hachée, du gâteau... Mais Martin te propose d'aller manger au bistrot avec lui. Tu remets à plus tard les courses prévues – « au moins du lait et

du pain pour le petit-déjeuner de demain », le magasin-dépôt est ouvert 24 heures sur 24. Après le dîner au bistrot, tu passes rapidement à la blanchisserie. Tes draps et tes serviettes de toilette sont prêts. Carlo, qui est de corvée de lessive, te donne quelques conseils pour ton service de lundi prochain. Actuellement, le concept de gestion de ton voisinage fonctionne avec six heures de bénévolat obligatoire par mois. S'y ajoutent six emplois professionnels rémunérés. Globalement, le résultat du mix est positif: les heures de travail ménager que tu économises dépassent les six heures de ta contribution et, en plus, tu bénéficies du confort d'un hôtel quatre étoiles. Côté coûts, ça joue également: tu peux manger à un prix avantageux au bistrot, tu dépenses moins en faisant tes courses, puisque les denrées alimentaires sont meilleur marché qu'autrefois chez le grand distributeur. En plus, elles sont plus fraîches, issues de culture biologique et tu en connais le producteur. Au bar, tu prends encore un dernier verre avec Daniel et Mélanie. Vous discutez des derniers rebondissements politiques, organisez une réunion dans le cadre d'une initiative pour la mise à disposition gratuite de vélos par la ville. Patrick recommande le restaurant aux influences mexicaines situé dans le voisinage qui jouxte le vôtre. Tu décides d'y manger demain: avec la carte à puce du voisinage, tu peux aller manger dans tous les voisinages du quartier et tu n'as même pas besoin d'argent liquide. Il est toutefois préférable de réserver. Enfin, tu montes dans ton joli petit trois pièces que tu partages avec Alex.

Il n'y a plus de cuisines intégrées standardisées : tu aménages ta cuisine selon tes besoins individuels en utilisant les éléments que tu trouves dans l'ancien parking sous-terrain ; l'appartement dispose évidemment de tous les raccordements. Autrefois, tu avais un grand réfrigérateur et une cuisinière avec quatre plaques et un four. Mais depuis que tu trouves tous les produits dans l'entrepôt en bas, un mini-réfrigérateur et le réchaud à deux plaques sans four te suffisent, ce qui signifie un gain de place et une réduction des factures d'électricité. À la salle de bains, c'est la même chose : moins, c'est plus. Du fait que ton voisinage dispose d'un bain turc, la plupart des appartements non sont plus équipés que de douches et de toilettes. Tu t'installes confortablement sur ton canapé, tu allumes la radio et tu ne veux plus voir personne avant demain.

« Je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant, il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. »

Discours d'ouverture de la campagne électorale du candidat François Hollande du 22 janvier 2012, avant donc qu'il ne devienne Président de la République.

« Qu'est-ce qui rend le travail salarial tellement attirant que personne ne songe à le bannir, comme jadis on a banni l'esclavage ? »

Marianne Gronemeyer

« Depuis vingt ans, c'est la lutte de classe qui fait rage ici, et c'est ma classe qui l'a gagnée. »

Warren Buffet (cité par Joseph Stiglitz dans *Le prix de l'inégalité*.)

« Entre-temps, durabilité veut donc dire résilience. Ce qui signifie deux choses : d'une part, l'amortissement d'un choc qui ne peut plus être évité et, d'autre part, la création d'un état encourageant pour la phase successive. Le concept de l'économie post-croissance associe les deux. »

Niko Paech, « Wachstumsdämmerung », *oyanline.de* 7/11

PREMIÈRE PARTIE
Crise, résilience,
Communs, subsistance

QUATRE ASPECTS D'UNE CRISE GÉNÉRALISÉE

Notre système économique, c'est-à-dire le rapport entre l'humain et la nature et les rapports des humains entre eux, est fondé sur un malentendu qui, qu'on le fasse théoriquement commencer avec la civilisation patriarcale ou avec l'ère capitaliste, perdure depuis 5000 ans¹ ou 250² ans. Ce malentendu qui fait de nous des concurrents, des participants au marché ou des « bêtes d'échange³ », a abouti à une crise généralisée dont voici les principaux aspects :

Système économique — Notre système économique titube d'un effondrement à l'autre. L'ancienne stra-

1. Début de la civilisation patriarcale. Voir D. Graeber, *Dettes. 5000 ans d'histoire* (2011), cit. ; Maria Mies, *Patriarchy and Accumulation On a world scale: Women in the International Division of Labour*, Zed Books, 1999 ; Riane Eisler, *Le Calice et l'épée*, tr. fr. Robert Laffont, 1989.

2. Début du capitalisme moderne au milieu du XVIII^e siècle. Adam Smith (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776) a proposé un projet d'utopie capitaliste qui n'a jamais vraiment marché.

3. « Cette division du travail [...] est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant *naturel* à tous les hommes [...] c'est le *penchant* qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre. [...] Il est commun à tous les hommes, et on ne l'aperçoit dans aucune autre espèce d'animaux » Adam Smith (je souligne).

tégie des pays industrialisés, bien connue maintenant sous le nom de « globalisation », qui consistait à exporter les coûts externes – et donc les problèmes – dans l’hémisphère sud, ne fonctionne plus. De fait, la crise, comme un boomerang, est revenue vers les anciens centres⁴. Notre système souffre de contradictions internes fondamentales. Par exemple : nous ne pouvons obtenir une rémunération qu’à partir d’un travail, alors que le travail est d’ores et déjà une denrée rare et qu’il se raréfie encore davantage. Ainsi le *pouvoir d’achat*, dont le capitalisme a besoin pour produire de la valeur, s’anéantit lui-même. Ces contradictions sont régulièrement masquées et escamotées par des astuces financières, et « remises à plus tard » à l’aide d’instruments financiers. Alors que le PIB planétaire s’élève à 77 300 milliards de dollars, la dette globale est de 200 000 milliards et l’ensemble des dérivés financiers atteint désormais la somme astronomique de 600 000 milliards de dollars. Ces chèques sans provisions tourbillonnent désormais au-dessus de nos têtes sous les formes les plus diverses : crises financières, crises de paiement des dettes, crises de l’État, crises monétaires. Décidément, le système ne fonctionne plus. La « Tragédie des marchés » doit prendre fin.

Ressources — Dans la mesure où les promesses ne peuvent être tenues que si le volume économique augmente, la « croissance obligée » inhérente au système épuise les ressources de la

4. Robert Kurz, *Schwarzbuch Kapitalismus*, Eichborn Verlag, 1999 et *Geld ohne Wert*, Horlemann Verlag 2012.

planète : énergies fossiles, sol, eau, terres rares etc. Le système du marché n'est pas en mesure de répartir les ressources de manière durable. La logique inhérente au mode de production de l'économie de marché est « l'instigateur de croissance » fondamental⁵. Nous consommerons bientôt deux planètes, alors que nous n'en avons qu'une seule. En août 2015, nous avons déjà utilisé la totalité des ressources qui auraient dû nous servir pour l'année tout entière, et si les choses devaient continuer de cette manière nous devrions arrêter d'utiliser la moindre ressource jusqu'en 2020, ne serait-ce que pour parvenir à un rééquilibrage. Au lieu de ça, nous pillons le garde-manger de nos petits-enfants ou, comme le dit, Jared Diamond « nous dégradons la planète⁶ ».

Climat — La consommation accrue de nos ressources ruine la biosphère, empoisonne l'environnement, réduit la biodiversité, entraîne des risques climatiques. Nous ne sommes pas parvenus à rompre le lien de cause à effet entre croissance et émission de CO₂ et nous n'y parviendrons probable-

5. Irmi Seidl & Angelika Zahnt (éds.), *Postwachstumsgesellschaft*, Metropolis 2010. (Irmi Seidl établit la liste des agents de croissance qui, en dernière analyse, sont tous une expression de la contrainte intrinsèque à la croissance de la logique capitaliste : caisses de retraite, système de santé, éducation (par certains aspects), marché du travail, consommation, équité de distribution, entreprises, marchés financiers, banques, politique fiscale, finances publiques.)

6. Jared Diamond, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (2005), tr. fr. Gallimard, 2009.

ment jamais⁷. La météo perd la boule. La croissance immatérielle n'est pas réaliste et notre système économique n'est pas compatible avec les limites écologiques de notre planète, ce qui la rendra, à moyen terme, inhabitable.

Inégalité — Avec la raréfaction des ressources, la lutte pour la répartition s'intensifie, ce qui accroît les inégalités. 20% des habitants de l'hémisphère nord consomment 80% des ressources. 1% des habitants de la planète possèdent autant que les 99% restants. Le PIB par habitant du Bangladesh est cent fois inférieur au nôtre. Mais les inégalités ont également augmenté au sein de nos sociétés : aux États-Unis, par exemple, 1% des ménages possèdent aujourd'hui 225 fois plus que le reste de la population, alors qu'en 1962, c'était 125 fois plus, ce qui était déjà scandaleux⁸ ! Les résultats : désespoir⁹, détresse, conflits sociaux, déclin de la démocratie et de l'État de droit, guerres civiles, exodes et toutes leurs conséquences. Partout, les « dominés » se révoltent. Ils demandent la justice et la démocratie pour toutes et pour tous. Ils frappent à nos portes. Nous ne devrions pas nous en étonner.

7. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, tr. fr. De Boeck 2010 (la décarbonisation n'est pas performante dans des délais raisonnables – une diminution de la consommation privée est indispensable).

8. Joseph Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, cit.

9. Richard Wilkinson & Kate Pickett, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* (2010), tr. fr. Les petits matins, 2013. L'inégalité dans une société rend tout le monde malheureux... y compris les riches !

Un autre aspect de la crise, lié à ce que nous avons déjà évoqué, est la menace d'une crise alimentaire (la transformation du maïs en éthanol en est un exemple¹⁰). En Afrique, on assiste actuellement à une gigantesque appropriation des terres qui concerne près de 80 à 280 millions d'hectares de terres cultivables¹¹. Du fait que les titres fonciers ne sont pas toujours officiellement enregistrés, la terre revient à l'État qui peut la vendre en toute légalité – avec une bonne dose de corruption et en violant le droit coutumier – à des investisseurs qui la transforment en plantations. Ce qui n'est au fond qu'une expropriation est présenté par les bailleurs de fonds comme des investissements importants dans des infrastructures qui, de plus – formule magique pour faire taire les critiques! –, créent des emplois¹². Depuis l'explosion de la crise financière, les investisseurs sont à la recherche de placements sûrs et ils ont redécouvert que la terre était finalement la meilleure option. Une nouvelle conquête de l'Ouest se prépare au niveau planétaire, et les Indiens n'ont qu'à bien se tenir!

La privatisation et la marchandisation conquièrent sans cesse de nouveaux espaces vitaux. L'industrie minière, la construction de barrages, l'exploita-

10. Sur la crise alimentaire voir Vandana Shiva, *Soil Not Oil: Climate Change, Peak Oil and Food Insecurity*, Zed Books, 2009. Cette crise n'est donc pas due à la production insuffisante de vivres, mais au manque de pouvoir de ceux qui en ont besoin.

11. Cette appropriation des terres a lieu également en Europe, et en particulier en Europe de l'Est.

12. Fred Pearce, *The Land Grabbers*, Transworld Digital, 2013.

tion de nouveaux gisements de gaz et de pétrole, y compris par fracturation hydraulique, polluent ou détruisent des territoires entiers et des océans. La surpêche est loin d'être freinée. La privatisation conquiert de nouveaux domaines: gènes, semences, organes, plantes, animaux et même êtres humains (dans les recherches sur le cerveau) etc. : tout doit devenir brevetable. L'économie de marché n'est pas capable – et n'a aucune intention – de se restreindre elle-même. Savoir si nous parviendrons à gérer ensemble nos bases de vie sous forme de Communs est désormais une question de vie ou de mort.

Ce qui nous menace, c'est une méga-crise qui, dans un avenir proche, provoquera des effondrements isolés, puis, éventuellement, un écroulement généralisé. Si l'on en croit certaines analyses cet écroulement ne pourra plus être évité et notre tâche ne consistera donc qu'à prévoir et à préparer un « atterrissage en douceur¹³ ».

La vieille image du train qui fonce tout droit vers l'abîme et dont nous devrions actionner manuellement le frein d'urgence est désormais obsolète : la distance de freinage est d'ores et déjà

13. (...) « le niveau de la mer augmentera de 0,5 mètre, la glace de l'Arctique disparaîtra en été et la nouvelle météo touchera les agriculteurs et les estivants », dit l'expert Jorgen Randers aujourd'hui. Les émissions de gaz à effet de serre n'atteindront donc leur point culminant qu'en 2030. Selon lui, c'est trop tard pour limiter l'augmentation globale de la température à deux degrés, ce qui est considéré comme la limite tout juste acceptable. D'ici 2080, la température augmentera de 2,8 degrés – ce qui pourrait déclencher un changement climatique qui s'intensifie lui-même. » (...): *Spiegel-Online*, le 8 avril 2012 pour la présentation du rapport du Club de Rome « 2052 ».

plus longue que celle qui nous sépare du précipice et nous n'avons plus qu'à employer le temps qui nous reste pour construire de solides parachutes¹⁴.

Nous devons sortir d'un système instable, fragile, périssable et autodestructeur. La prétendue « destruction créatrice » de Schumpeter a atteint des dimensions planétaires – et nous savons bien qu'il ne pourra pas y avoir de « seconde planète » après un tel effort de « créativité » ! Ce dont nous avons besoin c'est d'un système plus solide, plus stable et plus durable. Nous avons besoin de pluralité et de redondance systémique, et peut-être même d'anti-fragilité¹⁵. Nous avons aussi besoin de justice et d'égalité, parce que l'injustice et l'inégalité mènent à l'instabilité. Nous devons être plus attentifs et transformer le système existant en quelque chose qui fonctionne.

C'est pourquoi nous devons réajuster notre vision déformée par l'économisme. Au lieu de nous comporter en *homo æconomicus* et, la machette à la main, partir à la conquête de notre entretien d'embauche dans la jungle du marché en détruisant autant la jungle que nous-mêmes, nous

14. Comme le suggère Andrew Zolli, *Resilience*, Free Press, 2012.

15. Nassim Nicholas Taleb, *Antifragile. Les bienfaits du désordre*, tr. fr. Les Belles Lettres, 2013 (Si un système est trop stable ou trop robuste, il devient paresseux et perd sa capacité à faire face aux turbulences. Une petite dose de désordre est toujours une bonne chose. Il vaut mieux concevoir des systèmes qui non seulement supportent les hasards et les fluctuations, mais qui s'améliorent à leur contact : *fluctuat nec mergitur* !). Taleb défend également les modules locaux ou propres aux petits pays (comme la Suisse ou le Liban).

devrions partir de l'idée qu'il y a assez de tout, mais que ce tout doit être mieux réparti en fonction des besoins.

NOUS REMETTRE SUR PIED : LA RÉSILIENCE

Le mot magique pour parvenir à une stabilité à long terme est : *résilience*¹⁶ ou « force de résistance ».

La résilience est une qualité propre aux systèmes. Elle assure qu'après des crises et des chocs extérieurs, ceux-ci se rétabliront et qu'ils sont donc aptes à résister aux crises. Le terme est utilisé également en médecine pour des patients qui surmontent plus facilement une maladie et se remettent plus rapidement.

Nous avons besoin de structures sociales résilientes. En voici quelques principes¹⁷ :

Transparence — Les participant.e.s sont informé.e.s de ce que font les autres et sont ainsi en mesure de réagir les un.e.s en accord avec les autres et de coopérer instantanément. Il n'y a pas d'espace pour des réunions secrètes ou des luttes de pouvoir au sein des instances d'administration¹⁸.

16. Niko Paech, « Wachstumsdämmerung », *oya-online.de* 7/11 ; Rob Hopkins, « Resilienz denken », dans S. Helfrich, *Commons*, cit. ; Andrew Zolli, *Resilience*, 2012.

17. Ces principes constituent une proposition globale ; merci de ne pas vous contenter de picorer ! Pas de coopération sans participation démocratique, par exemple.

18. La transparence doit être à double sens : nos patrons apprécieraient bien entendu beaucoup que nous soyons transparents, tout en restant eux-mêmes le plus opaque possible !

RENFORCER NOTRE RÉSILIENCE *
SIX RECOMMANDATIONS (PARMI D'AUTRES) :

1. Cultivez partout des denrées alimentaires.
2. Demandez toujours : « Comment telle ou telle chose fonctionnerait-elle si le baril de pétrole coûtait 200 dollars ? »
3. Lors de nouveaux développements dans les domaines de l'énergie, de la construction ou de l'alimentation, misez sur la propriété collective et la gestion communautaire.
4. Identifiez les besoins locaux importants et réfléchissez à la manière de les satisfaire sur place.
5. Impliquez toutes et tous.
6. Racontez des histoires qui font de l'effet : il s'agit d'un changement de la culture, non pas de l'environnement.

* Rob Hopkins, in Silke Helfrich, *Commons*, p. 45.

Communication — Les participant.e.s communiquent de manière véritable et intégrative, dans la mesure du possible de personne à personne, ou en utilisant internet.

Coopération — Les participant.e.s bénéficient de l'utilisation réciproque de leurs « capacités¹⁹ » et talents. Le bénéfice global de la coopération est

19. Une « capacité » ou « capacité » ou « liberté substantielle » est, suivant la définition qu'en propose Amartya Sen, la possibilité effective qu'un individu a de choisir diverses combinaisons de fonctionnements, autrement dit une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement (source : Wikipedia).

plus grand que la somme des contributions individuelles et il peut être partagé.

Démocratie — Les participant.e.s créent un système de bénéfices collectifs sur la base de droits égaux. Les systèmes démocratiques actuels ne sont que des oligarchies, dans la mesure où le secteur de l'économie privée est exclu (60 % de la réalité sociale). Ils doivent redevenir véritablement démocratiques. C'est la condition *sine qua non* à l'identification et au sens des responsabilités. Les dictatures et les autres systèmes hiérarchisés sont notoirement instables.

Modularité — Les systèmes résilients sont constitués de modules interchangeable clairement définis et qui peuvent se soutenir mutuellement. La redondance (qui prévient les dysfonctionnements) est améliorée par la modularité.

Séparabilité — Pendant un certain temps, les modules peuvent survivre de manière autonome. Ce qui permet de réparer des défaillances sans mettre en danger tout le système.

Décentralisation — La séparabilité implique la décentralisation, donc l'autonomie locale à l'intérieur d'un cadre donné. Ce qui rend la démocratie plus facile à appliquer et permet d'éviter les effets domino.

Relocalisation ²⁰ — Les systèmes locaux multi-

20. Qui fait partie des « 8 R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler (in Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2007).

fonctionnels correspondent aux besoins locaux et les modules ont besoin de proximité pour se soutenir réciproquement et pour créer des synergies locales. Les transports doivent être réduits parce qu'ils consomment du carburant et par conséquent de l'énergie.

Écoconception (ecodesign) — Les systèmes durables requièrent une nouvelle conception écologique des biens utilisés qui ne serait plus soumise au diktat de la croissance. À la place de l'obsolescence programmée²¹, l'aptitude des biens à être conservés, réparés, recyclés (« du berceau au berceau » ou C2C), combinés entre eux etc. est la base de l'ingénierie écologique. Selon Walter Stahel²², cela permettrait de diviser par dix la consommation de matériau pour un même bénéfice. De tels produits/processus sont des poisons pour la croissance et ont été mis à l'écart jusqu'à présent. Notre avenir ne sera pas fondé sur le *low-tech*, ni sur un retour au Moyen Âge (et encore moins au Paléolithique), mais bien au contraire sur une sorte de technologie de pointe modulable dont nous n'avons pas encore idée. Une fois que nous aurons tourné le dos à l'époque de la technologie bancale et déformée par le capitalisme, la voie sera ouverte à la véritable ère techno-écologique²³. À la place des biens de consommation

21. Serge Latouche, *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, LLL, 2012.

22. Walter Stahel, *The Performance Economy*, Palgrave-Macmillan, 2006. Voir www.product-life.org/fr

23. Rappelons que le mot « technique » vient du grec *technè* qui signifie « art ».

pour des usages strictement individuels, nous développerons des outils, des machines et d'autres biens adaptés à un usage communautaire et coopératif, pour l'opulence synergétique du voisinage²⁴.

Dimensions appropriées — Il s'agit d'adapter la dimension à la fonction. Ce qui est « grand » n'est pas toujours ce qui est le plus efficace, mais, à l'inverse, ce qui est « petit » n'est pas toujours « parfait » et peut être une catastrophe écologique (par exemple les petites fonderies de métal dans l'arrière-cour). À cet égard, on pourrait également parler de prototypes adaptatifs²⁵.

Diversité cognitive — Nous avons besoin d'une multitude de méthodes, de modèles théoriques et de cultures différentes. D'une manière générale, la diversité est un principe essentiel des systèmes stables²⁶. Notre système monomaniaque actuel (le primat de la rentabilisation du capital) doit donc être remplacé par une multitude de systèmes plus ou moins indépendants.

Engagement échelonné — Les organisations résilientes reposent sur des formes de participation

24. Je pense, par exemple, au mobilier ou aux ingénieuses machines agricoles et aux ustensiles domestiques des Shakers américains. Ou à la vision de William Morris d'une « nouvelle renaissance ».

25. Christopher Alexander, Sara Ishikawa et Murray Silverstein, *A Pattern Language Which Generates Multi-services Centers*, cit.

26. Pensez à la nature et à la biodiversité.

d'une intensité inégale. Un groupe noyau particulièrement impliqué fait naître autour de lui des cercles de personnes avec une participation variable. Il n'est pas nécessaire que tout le monde fasse tout. La division du travail peut être une bonne chose.

*Appartenance*²⁷ — Le sentiment d'appartenance à une communauté améliore à lui seul la résilience (ce qui vaut également pour la santé et le bonheur²⁸). Ces communautés ne sont par forcément de nature religieuse, ethnique ou culturelle : tout est possible, tout peut être inventé²⁹.

27. Quand l'appartenance personnelle réelle fait défaut, les gens se replient vers des formes fictives ou mythologiques d'appartenance : nationalisme, fanatisme religieux ou politique, clubs de foot, racisme, mode, tendances, dont les démagogues ou les agents économiques peuvent faire un usage abusif.

28. « On peut sans surprise se sentir misérable parce qu'on a mal à la tête, mais le deuxième et meilleur indicateur du sentiment du jour est si une personne a ou n'a pas de contact avec des amis ou des proches. Il n'est pas du tout exagéré de dire que le bonheur peut se définir comme l'expérience de passer du temps avec des gens qu'on aime et qui vous aiment. » Daniel Kahneman, *Système 1 / Système 2: Les deux vitesses de la pensée*, tr. fr. Flammarion, 2012.

29. Martin Seligman, *S'épanouir. Pour un nouvel art du bonheur et du bien-être*, tr. fr. Belfond, 2013 (l'appartenance comme facteur de résilience). Voir aussi S. Tarnutzer et M. Bopp, *For the Swiss National Cohort Study Group: Healthy migrants but unhealthy offspring? A retrospective cohort study among Italians in Switzerland*. BMC Public Health 2012, 12 : 1104 (des réseaux sociaux contribuent à la santé), ou p.m. *bolo'bolo* (1983), L'éclat, 1997.

La résilience est impensable sans coopération. Le principe absolu de la concurrence la détruit (alors qu'un peu de compétitivité au bon moment et dans de bonnes conditions, ne peut pas faire de mal, au contraire³⁰).

LES COMMUNS ET LEURS INSTITUTIONS

La coopération et le partage sont des procédés séculaires et les êtres humains les appliquent si on ne les en empêche pas. De toute évidence, ce sont également des procédés nés de situations de détresse et de pénurie. Sans cela, des individus isolés n'auraient jamais pu survivre dans les Alpes valaisannes, par exemple. David Graeber parle d'un « micro-communisme » spontané sur lequel s'appuie le fonctionnement de toute entreprise, même capitaliste³¹.

Le terme en vogue pour désigner ce mécanisme s'appelle « Communs », à savoir un métabolisme social fondé sur la production, la conservation et l'utilisation de biens et services communs³². Il englobe pratiquement tout : la terre, l'alimentation, le logement, les soins médicaux, mais également des biens immatériels, tels

30. La comparaison et la compétition sont des éléments du jeu. Dans un contexte bien défini, ils peuvent même être agréables. Voir Johann Huizinga, *Homo Ludens*, Gallimard, 1938.

31. David Graeber, *Dettes. 5000 ans d'histoire*, cit.

32. Sur l'histoire des Communs, voir Peter Linebaugh, *The Magna Charta Manifesto*, University of California Press, 2009.

que la connaissance, la culture, le savoir-faire. La préférence va au terme de Communs, puisque les termes tels que « biens communs », ou « biens communaux » etc. ont une connotation trop matérielle qui semble exclure les biens et services immatériels. Par ailleurs, le terme de « communaux » a une connotation nostalgique, qui semble se rapporter uniquement au monde rural et il désigne parfois des pratiques avec lesquelles nous ne voulons plus rien avoir à faire aujourd'hui. Et enfin, les Communs intègrent désormais également la « seconde nature » que nous avons construite au cours de 250 ans d'industrialisation : chemins de fer, usines, hôpitaux, universités, canaux, centrales électriques, services publics.

Les Communs ne fonctionnent pas tous de la même manière : alors que les pommes de terre ne peuvent pas être téléchargées et que, partagées, elles ne nourrissent pas plus de monde, le savoir se multiplie par le partage dans la mesure où il génère un savoir nouveau. La valeur de π (π) ne s'affaiblit pas parce qu'un grand nombre de gens la connaît et l'utilise. Elle est un Commun culturel de l'humanité³³.

C'est pourquoi il est logique que les artistes et les écrivains insistent sur la question des droits d'auteur tant qu'ils ne peuvent pas assurer leur entretien par des Communs. Ceux qui ne peuvent

33. Silke Helfrich, *Commons*, cit., p. 85 : « La différence entre ressources rivales et non rivales est de nature qualitative et elle ne peut être réduite à des notions moins basiques. »

recevoir des patates gratuitement doivent pouvoir les acheter. Les deux types de Communs (matériels et culturels) doivent donc être développés en parallèle et liés les uns aux autres³⁴.

Il y a différents types de Communs dont le dénominateur commun essentiel est qu'ils ne servent pas le profit individuel, mais le bien commun (intégral ou partiel). On distingue ainsi par exemple :

— *les biens communs* (soleil, air, nature, océan, rues, parcs, éducation, etc.) accessibles à tous gratuitement³⁵.

34. Sur l'impact écologique de l'usage des ordinateurs et de l'internet, voir plus loin, p. 114. Il n'y a pas *d'open source* sans limites !

35. Le terme « Communs » n'est pas seulement à la mode parmi ceux qui cherchent des alternatives à l'économie de marché. « Depuis au moins le début des années 90, le langage des Communs a été utilisé par la Banque Mondiale et les Nations Unies, et mis au service de la privatisation. Sous prétexte de protéger la biodiversité et de préserver des “communs globaux”, la Banque a transformé la forêt tropicale en réserve écologique, et a expulsé les populations qui depuis des siècles en tiraient leur subsistance, pour la mettre à la disposition d'une population qui n'en avait pas besoin mais qui pouvait payer pour en jouir à travers, par exemple, le phénomène de l'écotourisme » (Silvia Federici, *Revolution at Point Zero*, PM Press & Autonomedia, 2012, p. 139-140). Les Communs peuvent devenir une réserve de ressources qui attendent d'être exploitées par l'économie de marché, si ne sont pas mises en place des institutions des Communs suffisamment puissantes qui les confient aux communautés de différentes tailles (voir plus loin et également Massimo De Angelis sur la *Big Society*, p. 162). Tout comme Stiglitz, certains économistes sont devenus nerveux, parce que leur système a montré des symptômes suicidaires, et ils se sont demandé si l'économie de marché ne pouvait pas être sauvée en la complétant par des schémas fondés sur les Communs.

- *les services publics* (services de santé, transports, énergie, eau), accessibles pour tous à certaines conditions; gratuitement ou à des « prix politiques ».
- *les institutions d'utilité publique* (coopératives d'habitation, fondations, ONG), avec conditions d'accès, prix ou loyers calculés sur les coûts, ou dons.
- *Communs associatifs* (associations, clubs, sociétés, corporations), réservés aux membres, mais reconnus d'utilité publique et donc sans profit individuel.

Ainsi « Commun » ne veut rien dire de nouveau, sinon un basculement complet de la propriété privée à la propriété ou usage collectif. Alors que la propriété privée est essentielle à des fins privées (des vêtements, livres, meubles, jusqu'aux bijoux ou un stock personnel de cigares et de vieux vins), elle ne fonctionne plus quand elle interfère avec des usages collectifs, comme la terre, les ressources naturelles et les moyens de production collectifs, les banques, etc.

Seuls, nous n'arrivons pratiquement à rien. Sans institutions sociales ou aides, nous ne survivrons même pas trois jours. Ce qui veut dire que nous devons élargir le concept limité et traditionnel de Communs (« biens communs » tels que l'eau, l'air, la terre, les forêts, etc.) à tout ce dont nous avons besoin pour vivre une « vie bonne », et donc à tout ce qu'on appelle les biens de subsistance (voir plus loin).

Les experts sont unanimes : les denrées alimentaires dans le monde sont suffisantes pour nourrir la population planétaire. Mais aujourd'hui, nous gaspillons 50 à 60 % de la nourriture avant sa consommation et nous utilisons environ 40 % des céréales produites dans le monde pour nourrir les animaux et une quantité substantielle des récoltes pour la production de carburant. Nous pourrions facilement nourrir le double de l'actuelle population mondiale, ce qui ne veut pas dire que la croissance de cette population doit être l'un de nos objectifs. Il y a assez d'énergie pour une vie décente pour tout le monde, il y a assez d'eau, assez de minerais, surtout si nous y ajoutons la montagne de ferraille qui circule aujourd'hui sur nos routes sous forme de voitures. La nouvelle exploitation minière s'appelle *urban mining*. Nos trésors, ce sont les déchetteries.

Les gens coopèrent si on les laisse faire. La recherche l'a prouvé et, aujourd'hui, les biologistes reconnaissent même le rôle du principe coopératif dans l'évolution³⁶. La lutte de tous contre tous est un mythe.

36. Martin Nowak, *Supercooperators*, cit. ; Frans de Waal, *L'âge de l'empathie*, cit. ; Edward O. Wilson, *La conquête sociale de la terre*, tr. fr. Flammarion, 2013 : « Tout d'abord, on constate que chez toutes les espèces animales – et vraiment toutes sans exception – qui ont atteint l'eusocialité, la coopération altruiste protège un nid durable, digne d'être défendu contre les parasites ou les concurrents. » « Tous les êtres humains en bonne santé sont en mesure de pratiquer un réel altruisme. »

COMMUNS VEUT DIRE :

Produire ensemble, bénéficiaire ensemble — Par « produire », nous n’entendons pas simplement la production industrielle d’aujourd’hui, mais produire, créer, cultiver des biens utiles en harmonie avec la nature et la société³⁷. Le cercle de production et de consommation doit être bouclé à l’aide d’institutions sociales. Le ou la consommateur/trice solitaire doit être remplacé.e par ce que nous préférons appeler le ou la « consommacteur/trice » qui participe à la production des biens et en particulier de la nourriture.

Partager au lieu d’échanger — L’être humain ne doit pas être réduit à une « bête d’échange » ni à un « participant au marché rationnel ». Dans ses recherches, David Graeber a montré que les sociétés primitives partagent les biens³⁸. Pratiquement toutes les sociétés traditionnelles partagent les denrées alimentaires. Même les chimpanzés, après quelques simagrées, partagent la nourriture³⁹. L’échange, le commerce, l’argent et l’économie des dettes ne naissent que dans des conditions de domination, et donc sous la contrainte. L’échange naturel est un mythe destiné seulement à justifier l’introduction de l’argent comme moyen d’échange

37. Richard Sennett, *Ce que sait la main. La culture de l’artisanat*, tr. fr. Albin Michel, 2010.

38. David Graeber, *Dettes*, cit. Voir aussi Jared Diamond, *Le monde jusqu’à hier. Ce que nous apprennent les sociétés traditionnelles*, tr. fr. Gallimard, 2013.

39. Frans de Waal, *L’âge de l’empathie*, cit.

« pratique ». En réalité, l'argent a été introduit principalement par les classes dominantes comme un instrument de contrôle (impôts, rémunération des soldats et des fonctionnaires etc.).

Le partage n'est possible que s'il existe des communautés stables capables de l'organiser de manière juste et à long terme (*cf.* démocratie, appartenance). Ce dont nous avons besoin, c'est de communautés du partage qui fonctionnent et non pas des pseudo-systèmes d'échange alternatifs. Partager sans communauté – comme le propose l'internet sous de nombreuses formes – ne conduit pas à des usages égalitaires des biens communs et à un soutien mutuel, mais privilègie ceux qui ont quelque chose à partager, et en dernière analyse, ne fait qu'instaurer une nouvelle forme de commerce.

Chacun.e apporte ce qu'il/elle peut, chacun.e reçoit ce dont il/elle a besoin — C'est le principe originel de la coopérative. Il n'exclut pas une réglementation et un contrôle institutionnels de ce qui est apporté et de ce qui est reçu. Les États suivent le même principe (des impôts progressifs et la Sécurité sociale). (Voir les règles d'Elinor Ostrom ci-dessous.)

Le principe démiurgique — (Du grec *demos* = commune + *ergos* = travail)⁴⁰. Ce qui veut dire que nous serons des travailleurs communautaires et non des auto-entrepreneurs en concurrence, employé.e.s

40. Dans l'Ancienne Grèce, des artisans tels que les forgerons ou les cordonniers étaient engagés par la communauté villageoise pour exercer leur métier. Ce n'étaient pas de petits entrepreneurs indépendants.

récioproques. Ce ne sont pas les producteurs qui décident en entrepreneurs de ce qu'ils produisent pour un marché, mais les producteurs et les consommateurs qui décident ensemble (en personnes identiques dans des rôles différents) ce qui doit être produit pour la communauté. Ceci exige de toute évidence une communication intense (*cf.* résilience) et une planification participative (plans de culture, plans de production).

Intégration de cercles de Communs plus petits dans des cercles plus grands — Les communautés de Communs ne peuvent exister en autarcie, c'est finalement toute la planète qui est notre Commun.

RÉSULTAT :
BÉNÉFICE INDIVIDUEL⁴¹ ACCRU
GRÂCE À UNE UTILISATION COMMUNE

Il n'y a pas de différence significative entre ces principes et ceux du *buen vivir* ou *vivir bien*, de la « vie bonne ». Avec l'idée des Communs, nous pouvons renouer avec notre propre tradition ou d'autres, par exemple avec les coopératives alpines en Suisse ou les *Ejidors* au Mexique ou en Amérique latine⁴².

Les Communs ne peuvent pas fonctionner comme des supermarchés dans lesquels chacun et chacune se sert. Dans de petits groupes, ils peuvent

41. C'est évidemment une tautologie : il ne peut y avoir finalement qu'un bénéfice ou bien-être *individuel*.

42. *Cf.* viacampesina.org.

encore fonctionner de manière spontanée, par exemple à la maison ou dans des villages paysans traditionnels. Le prix des structures informelles peut toutefois être très élevé : domination par des patriarches, des cliques, mafias, contrôle social extrême. Le « pouvoir de faire » peut facilement être perverti en « abus de pouvoir » si les institutions et le processus des relations sociales ne sont pas attentivement contrôlés⁴³. Aujourd'hui, ils requièrent des structures clairement définies, des institutions, une forme donnée qui assure la transparence.

Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie décédée en 2012, a cristallisé, après de longues recherches empiriques, les huit règles suivantes pour les institutions qui favorisent la réussite des Communs. L'autodétermination de la communauté est reconnue par des instances gouvernementales supérieures (ou institutions des Communs).

LES HUIT RÈGLES D'ELINOR OSTROM ⁴⁴

1. Limites des groupes clairement définies et exclusion efficace des non-ayants droit externes.
2. Les règles concernant l'appropriation et la mise à disposition des ressources communes doivent être adaptées aux conditions locales.

43. Voir John Holloway, *Change the world without taking power*, Pluto Press, 2002 ou Yona Friedman, *Comment vivre avec les autres sans être chef et sans être esclave* (1974), L'éclat, 2016.

44. Elinor Ostrom, *Governing the Commons*, Cambridge University Press, 2011 ; voir également : *La gouvernance des biens communs*, tr. fr. De Boeck, 2010.

3. S'assurer que ceux qui sont concernés par les règles peuvent participer à la modification des règles, ce qui permet une meilleure adaptation aux conditions changeantes.
4. S'assurer que les droits des faiseurs de règles des membres de la communauté sont respectés par les autorités externes.
5. Développer un système, porté par des membres de la communauté pour le contrôle du comportement des membres.
6. Usage de sanctions échelonnées en cas de violation des règles.
7. Assurer l'accessibilité des effets *low cost* pour la résolution des différends. Mécanismes de résolution des conflits.
8. Construire des responsabilités pour la gouvernance des ressources communes par niveaux imbriqués depuis les niveaux les plus bas jusqu'au système entier interconnecté.

Ces règles ne sont pas vraiment « gentilles », mais plutôt sévères et équitables. Tout le monde ne peut pas avoir accès à tout en toute occasion. Le contrôle et les sanctions sont indispensables (sanction n'est pas forcément synonyme de punition, d'autres mesures, telles qu'un soutien supplémentaire en cas de problème de respect des règles, peuvent être envisagées). Rien ne fonctionne simplement de manière spontanée⁴⁵.

45. Et cela ne fonctionne pas davantage dans le marché : historiquement parlant, les marchés ont été imposés à la société. Par ailleurs, ils ne survivent que grâce à une régularisation très poussée. Cf. David Graeber, *Dette*, cit.

Les règles 4 et 8 sont particulièrement importantes. Elles stipulent l'intégration des petits modules dans des grands (voir ci-dessus). Elles servent à empêcher que les microcosmes locaux se referment sur eux-mêmes ou se trouvent en concurrence les uns avec les autres. Sinon, on courrait le risque que des communautés de Communs se considèrent comme des entreprises individuelles, ce qui est déjà arrivé dans des coopératives. (Voir l'égoïsme d'entreprise néfaste d'entreprises autogérées : la démocratie interne n'est pas la même chose que la démocratie externe !) Les règles donnent à chaque membre individuel la sécurité d'une instance de recours extérieure à sa propre communauté, relativisant ainsi le contrôle social implicite ou explicite. *Small* n'est pas toujours *beautiful*.

Il est évident que ces règles ne donnent pas accès par elles-mêmes à la vie bonne pour tout le monde. La définition de frontières peut impliquer l'exclusion des femmes, de membres d'autres castes ou de groupes ethniques ou religieux, ou être fondée sur des statuts légaux (par exemple les immigrants). Ce n'est que lorsqu'elles sont combinées avec le droit à la subsistance générale (voir ci-dessous), ou les droits de l'homme en général, qu'elles gouvernent des Communs réels. Si ça n'est pas le cas nous n'avons qu'une simple forme d'« enclosure » collective.

Les institutions des Communs fonctionnent avec des principes de gestion clairs et appliqués de manière permanente. Une bonne tenue des livres de comptes, un audit fréquent, des élections régulières, une accessibilité publique des minutes, une

facilité équitable de rencontres – l’orchestration institutionnelle tout entière – tout cela est essentiel. Le héros méconnu de la coopérative est celui qui tient les livres de compte ou l’archiviste⁴⁶. Les efforts pour établir et entretenir ces règles signifient habituellement de s’assurer que les plus timides et les moins débrouillards sur le plan rhétorique soient impliqués. Un recours possible à des instances extérieures (institutions des Communs plus larges, institutions publiques comme des tribunaux, la police etc.) peut aussi s’avérer utile.

Ces règles sont également destinées à neutraliser les trois fléaux qui peuvent empoisonner les coopératives actuelles (dont certaines sont actives dans les Alpes suisses) :

- corruption
- favoritisme
- intimidation.

Les relations sociales objectives (différences de classe, santé, éducation, âge, sexe) au sein d’un groupe ne peuvent pas simplement être gérées séparément. Les règles peuvent aider, mais aussi longtemps que les différences sont importantes, gérer une institution (de Communs, ou autre) signifie un engagement permanent et une vigilance. Et

46. Les institutions sont faites de mots. Cf. John R. Searle, *La construction de la réalité sociale*, tr. fr. Gallimard, 1998. Les animaux n’ont pas d’institutions. La comptabilité et ses méthodes sont aussi un Commun : notre dernière coopérative s’appelle *contoloco*, où des logiciels de comptabilité et des compétences sont partagés entre les membres de différentes coopératives et associations.

qui plus est : tenir des livres de comptes quand il n'y a pas d'argent n'est pas vraiment le pied !

La surveillance ne doit pas seulement s'appliquer à la comptabilité des mouvements monétaires, mais aussi aux biens et aux services. Une information transparente sur les stocks, les flux d'énergie, le travail et d'autres « choses » est essentielle pour les prises de décision collectives, le planning et l'écologie. Elle évite le gaspillage et l'inefficacité. Au cours du développement des Communs et du mode communautaire, une forme d'« attention collective » va également se développer, la communauté va devenir un organisme auto-régulateur et le flux des biens et des informations les concernant va se canaliser. La surveillance peut éventuellement être réduite à quelques champs stratégiques ; la vie quotidienne des communautés peut parvenir à une large démonétarisation et à des organismes plus souples et auto-régulés. Et pas mal de tâches pas vraiment captivantes (contrôler, compter, comptabiliser, surveiller) peuvent être épargnées.

Le principe des votes anonymes aussi nombreux que possible est un bon outil et tout particulièrement dans des communautés relativement petites.

Les règles ne doivent pas être comprises comme une manifestation de méfiance. Il est évident que toute communauté est fondée sur la confiance. Mais si elle n'est fondée *que* sur la confiance, elle est vouée à l'échec. (Celui qui dit : « Aie confiance en moi » dit en fait : « Ne fais confiance à personne »). Les humains sont (outre des êtres doués de raison) des bombes à retardement d'émotions, de ressenti-

ment, de peur et d'ambitions. Les règles (et les lois, du moins en principe) doivent en premier lieu protéger les plus faibles ou les plus impulsifs et prévenir le développement de clans de pouvoir et de magouilles. Même s'il a élu lui-même les déléguées ou les membres du Comité et que ceux-ci peuvent être ses amis, le membre individuel peut se sentir rapidement isolé et démuné parmi eux. L'existence d'un organe interne de médiation (règle 7) peut souvent éviter des conflits ou donner à l'individu le sentiment (et le droit) d'être entendu et soutenu.

Comme je l'ai dit plus haut, de telles institutions ne sont pas utopiques, elles existent d'ores et déjà depuis longtemps sous forme de coopératives. Voici un extrait des statuts d'une coopérative de Zurich :

La coopérative a pour but de procurer à ses membres un espace peu coûteux pour le logement, le travail et d'autres utilisations grâce à une entraide et une responsabilité communes. La coopérative crée des structures durables qui permettent des formes de logement, de travail et de vie autogérées, sûres, écologiques et communautaires⁴⁷.

2012 était l'année mondiale des coopératives. 800 millions de personnes sont membres de coopératives et elles savent comment ça marche (du moins en principe)⁴⁸. Il n'y a rien d'exotique dans

47. Kraftwerk 1, Zurich voir <www.kraftwerk1.ch>.

48. Wolfgang Fabricius, *Kapital ohne Kundschaft*, Books on Demand GmbH, 2009. Jeremy Rifkin (*La nouvelle société coût marginal zéro: L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, tr. fr. LLL, 2014) parle d'un milliard de membres de coopératives.

l'organisation des coopératives. Entraide et co-responsabilité partagées – il n'est pas difficile de voir tout le potentiel de ce principe et il est également envisageable que ça fonctionne. Ici, le bien commun est l'habitat, mais il pourrait également être étendu à l'alimentation, aux vêtements, aux meubles, à l'électronique etc. Dans le cas de l'alimentation, l'article sur le but des statuts d'une coopérative maraîchère peut servir de source d'inspiration :

Pour nous, l'agriculture est une manière de prendre soin des plantes et des animaux et non un commerce. Nous produisons de la nourriture de manière saisonnière et non pas des légumes calibrés de supermarché. Ce qui veut dire que nous récoltons ce qui pousse et non pas ce qui est intéressant financièrement. Nous soustrayons un domaine de vie important à la sphère de la spéculation et du profit et nous agissons ainsi contre la logique économique dominante avec sa contrainte de croissance. Nous mettons en place une organisation économique aussi alternative que possible, fondée sur la coopération productive plutôt que sur la concurrence contre-productive⁴⁹.

Ça semble convaincant, mais ne soyons pas non plus trop naïfs. Le fait d'avoir institué la forme

49. Une coopérative de jardinage <www.ortoloco.ch> (lo=local; co=coopératif). Les membres avancent les sommes nécessaires pour payer les différentes opérations plus les salaires de 1,4 employés. La récolte est distribuée aux membres qui participent aussi aux travaux agricoles. Les risques (climats, insectes) sont supportés par les membres. Il ne s'agit pas de favoriser le travail agricole comme un petit commerce, mais l'agriculture comme une forme des Communs. *Ortoloco* produit des légumes pour 200 maisonnées.

légale de la coopérative ne signifie pas que cela permettra de créer une société écologiquement stable et socialement équitable. En Suisse, un nombre de banques, compagnies d'assurances, chaînes de supermarché, et même l'organisation pour la gestion des déchets nucléaires sont des coopératives. Les coopératives peuvent avoir des buts mauvais. Les États sont, d'une certaine manière, des coopératives qui se font la guerre mutuellement.

Pour autant, les coopératives restent fondées sur des principes généraux vraiment attractifs : le pouvoir du vote n'est pas dépendant de la valeur des échanges. Que vous investissiez 1 000 ou 1 000 000 euros, vous n'avez toujours qu'une voix lors des scrutins. (Il en va de même avec les États modernes.)

Il est compréhensible que cette particularité ne soit pas très attirante pour des gens très riches qui n'aiment pas trop donner à d'autres le droit de décider comment dépenser leur argent. Ils ressentent une hostilité envers l'État, mais en même temps, ils en ont besoin pour protéger leur propriété. C'est pour cette raison que les coopératives ne travaillent qu'en sociétés ou secteurs sociaux d'une relative égalité⁵⁰. Les coopératives ont au moins un effet d'atténuation sur l'inégalité sociale. Toutefois, en des temps de grande insécurité, les coopératives peuvent se révéler comme une option intéressante même pour les riches : ce que vous per-

50. C'était historiquement une forme d'organisation de la classe ouvrière, appelée « gauche sociale ». Cf. Richard Sennett, *Ensemble, Pour une éthique de la coopération*, tr. fr. Albin Michel, 2013. Elles furent tournées en ridicule par les différents partis officiels de la gauche socialiste.

dez à travers le pouvoir de renoncement, vous le gagnez en sécurité. Partager la richesse pour soutenir les Communs peut s'avérer une option lorsque la situation devient difficile. Warren Buffet a peut-être gagné la guerre des classes, mais on ne peut pas le considérer comme la référence en la matière. Comme membre respecté d'une coopérative, il aurait pu vivre ses vieux jours en paix.

On sait que la propriété publique ou collective (à savoir la gestion de tels « biens ») a dégénéré jusqu'à un niveau de négligence inimaginable, bien que les autorités publiques étaient supposées en prendre soin. De ce point de vue, ni les propriétaires privés (Enron, Lehman Brothers, GM) ni les propriétaires anonymes étatiques (infrastructures publiques décadentes, URSS) n'ont fait preuve de responsabilité dans leurs différentes gestions. À cet égard, les coopératives de diverses tailles constituent un bon compromis (voir règle 8) : la responsabilité n'est pas du ressort de l'État, mais elle est tout de même collective et orientée vers le non-profit. La personne concernée est connue de tous (règle 1). Les biens gérés sont « proches » et immédiatement disponibles. Si l'on assure une gestion institutionnelle transparente de la propriété publique notamment par des autorités locales (municipalités, etc.) et si l'on respecte le principe de la subsidiarité (décentralisation), une gestion diligente des Communs peut réussir. Vous pouvez dire tout ce que vous voulez des coopératives des Alpes suisses qui existent depuis près de 700 ans, les montagnes sont toujours là et les fromages sont délicieux !

LE SCÉNARIO DE REPLI : TROIS PARACHUTES POUR LES COMMUNS

L'effondrement du système dominé par l'économie de marché ne doit pas nous faire peur. D'autre part, nous n'avons pas besoin d'attendre cet écroulement pour nous engager en faveur de systèmes plus conviviaux et plus équitables. Le meilleur moment pour expérimenter des alternatives est toujours : « maintenant ». Rien ne nous empêche de construire dès aujourd'hui de telles structures. Tous les instruments nécessaires à une transition sont d'ores et déjà prêts ou en cours d'être éprouvés à titre d'expérience. Il ne s'agit pas seulement de remplacer le système actuel par un *seul* autre système différent et parfait. Au contraire, une stabilité de système requiert plusieurs métabolismes indépendants.

Quant aux institutions des Communs (sur le plan fonctionnel et territorial), elles sont, conformément aux critères de la résilience, imbriquées de manières multiples, non centralisées, donc non sujettes aux écroulements systémiques et aux dysfonctionnements. La base de l'entretien est la subsistance :

La subsistance est la somme de tout ce dont l'être humain a besoin pour vivre : nourriture, boissons, protection contre le froid et la chaleur, assistance médicale et autres soins et convivialité. Lorsque la subsistance est assurée, la vie peut continuer⁵¹.

51. Veronika Bennholdt-Thomsen & Maria Mies, *Eine Kuh für Hillary. Die Subsistenzperspektive*, 1997. Voir *supra*, p. 12.

Par conséquent cela signifie que nous n'avons pas à être particulièrement inventifs dans la recherche d'une solution de repli quand les marchés s'effondrent. Un scénario aussi pragmatique, aussi réformiste, aussi progressif, aussi ennuyeux soit-il, rendant possible la récupération et la reprise en main des structures de l'économie de marché en déliquescence, se présente comme suit (les chiffres se rapportent au monde entier ; ils ne désignent pas une hiérarchie, mais une attribution à des cercles de tailles différentes) :

| Sphère des Communs | 1. Services publics | 2. Subsistance alimentaire | 3. Projets créatifs/coopératifs |
|---------------------------|---|-----------------------------------|---|
| Fonction | Industrie, banques, approvisionnement de base, services publics | Nourriture | Artisanat, industries légères, arts, services |
| Organisation | Démocratie indirecte et directe | Démocratie directe | Association libre |
| Dimension | 600 territoires ; 350 000 succursales : villes, quartiers | 14 000 000 voisinages | Illimité |

I. Services publics

Dans le domaine de l'infrastructure et de la production des biens industriels indispensables, l'État actuel peut et doit être transformé en un service public global⁵². À cet effet, il faut de toute évidence

52. Joseph Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, cit. : Stiglitz relève que « les rendements sociaux moyens des investissements

davantage de transparence et de participation démocratique que dans les États actuels, donc des structures plus résilientes. Les États eux aussi doivent se conformer aux règles des Communs formulées par Elinor Ostrom (qui ne sont rien d'autre finalement que les règles de la bonne gouvernance). Renoncer à une coopération sociale à large échelle parce qu'elle risquerait de dégénérer en structures de pouvoir hiérarchique (*cf.* Holloway) est une forme de défaitisme et n'est pas compatible avec les besoins des grandes sociétés urbaines dans lesquelles nous vivons⁵³.

Abstraction faite de sa fonction répressive, l'État moderne est en principe une structure coopérative : chacun y contribue en fonction de ce qu'il/elle peut donner (impôts) et reçoit ce dont il/elle a besoin (services publics, depuis l'éducation jusqu'à la santé en passant par les crédits). Lorsqu'il n'y

publics dans la recherche et le développement dépassent largement les 50 % et qu'ils sont dès lors bien supérieurs à ceux de tous les autres domaines d'investissement. » « Les assurances maladie privées sont nettement moins efficaces que Medicare, l'assurance de l'État, les assureurs vies privés bien moins efficaces que l'assurance vieillesse de l'État. » « On sait que ni l'État ni les marchés ne sont parfaits. (...) Les échecs de l'État sont nombreux, mais ils paraissent pâles en comparaison des pertes que l'échec généralisé du secteur privé a provoquées – notamment dans le contexte de la Grande récession. » (p. 455). En dépit de cela, Stiglitz n'est pas un partisan d'un rôle prépondérant de l'État (tel qu'il est). Au contraire, il continue de miser sur l'économie privée, la compétition et la croissance.

53. Plus de 50 % de la population mondiale vit dans des villes ; dans les régions nord, ce chiffre s'élève à 75 %.

aura plus de minorités à opprimer ni d'intérêts oligarchiques à protéger, les États pourront réduire leur fonction gouvernementale et devenir de paisibles administrations coopératives de biens. L'aversion des idéologues néolibéraux à l'égard de l'État s'explique justement par ce potentiel coopératif.

Aux yeux des prédateurs néolibéraux l'existence même de l'État est scandaleuse, d'autant plus quand l'État assume partiellement le rôle d'une institution des Communs. La crise financière globale a été utilisée pour détruire tous les aspects propres aux Communs de l'État ; en Grèce, au Portugal, mais aussi dans les régions de l'Europe encore en « bonne santé ».

Lorsque les effondrements locaux, régionaux ou globaux surviendront réellement, nous n'aurons plus le temps de mettre en place des modèles alternatifs d'une coopération sociale à grande échelle (et c'est pourquoi, ici, il n'est pas question de petits projets de survie dans des niches alternatives). Tout ce qui existe doit être réutilisé, et tant que l'État existe il peut encore fonctionner comme une solution de repli. Réapproprions-nous l'État⁵⁴ ! Ce n'est pas la première fois que cela arrive et cela peut arriver une fois encore.

Lors de la dernière crise, nous avons été témoins du péché antilibéral commis à tous les niveaux. Même aux États-Unis ultra-libéraux, plusieurs

54. Hilary Wainwright, *Reclaim the State. Experiment in Popular Democracy*, Seagull Books, 2009, p. 190 *sq.* Initiatives locales entreprises, du Brésil jusqu'en Angleterre, pour récupérer les services publics et leur gestion démocratique.

banques et le groupe automobile General Motors ont été repris et sauvés par l'État. Et ce fut le cas aussi en Europe et en Suisse pour un grand nombre de banques (UBS, Irlande, Islande). Dans les années 1930, la Ville de Zurich a racheté la majorité des actions d'Escher-Wyss, la plus grande entreprise industrielle de l'époque. Pourquoi? Officiellement, il s'agissait de sauvegarder des emplois et des recettes fiscales. Mais Escher-Wyss produisait des turbines destinées à la production d'énergie. Donc, si l'entreprise cessait ses activités, le service public de l'approvisionnement en énergie aurait finalement été menacé. Si nous estimons qu'un service public est important, nous le fournissons tout simplement. On dirait que nous avons oublié cette simple logique à force de fétichisme du marché et de dogmes néolibéraux. (Mais il semble que les néolibéraux soient en réalité toujours les premiers à demander aux États de les renflouer sans la moindre hésitation idéologique.)

L'éclatement de la bulle financière peut entraîner une subite dévalorisation du capital réel (matériel) et, par effet de domino, un effondrement massif d'entreprises. S'il existe des institutions de Communs capables de reprendre ces entreprises, nous n'avons rien à craindre: tout est encore là, les installations, les travailleurs, le savoir-faire. C'est juste la gestion qui change. De l'économie financière, nous passons à l'économie réelle et de l'économie réelle, aux Communs réels. Nous sommes simplement débarrassés du fétichisme capitaliste de la rentabilisation et de la croissance. Pour réaliser cette simple opération, nous n'avons besoin de développer aucune nouvelle

théorie ou prise de conscience : tout ce dont nous avons besoin est de bien réaliser intérieurement qu'il n'y a pas d'autres pilotes dans l'avion que nous-mêmes, et que nous ne sommes pas seulement les objets passifs d'une société d'abondance à la merci d'un sauveur ou de la bonne volonté de qui que ce soit d'autre. Ce changement mental s'opère lorsque nous prenons ensemble les choses en main et de manière différente.

Un ordre économique fondé sur les Communs est directement axé sur le bénéfice collectif et il cesse d'être soumis à une contrainte intrinsèque à la croissance. Nous fournissons les prestations dont nous avons besoin sur des bases écologiques et sociales. Ainsi, plus rien ne peut foirer et nous n'avons pas besoin de faire un surplus d'effort « écologique ». L'économie tout entière sera « verte ».

Il est évident que le simple caractère étatique (ou coopératif) d'une entreprise n'en fait pas pour autant une entreprise meilleure et plus efficace. Il existe des entreprises étatiques ou des administrations étatiques très mauvaises (la Grèce a été un exemple) et très bonnes (Scandinavie, Suisse). Les raisons n'en sont pas d'ordre systémique, mais d'ordre historique. Globalement, l'efficacité n'a rien à voir avec la propriété étatique ou privée de l'entreprise⁵⁵. La chaîne de supermarché suisse Migros

55. Richard Winklhofer, « Effizienz staatlicher versus privater Betriebe – empirische Belege zu einer öffentlichen Diskussion », in *Kurswechsel*, 2/2001: « Pour résumer, on peut donc constater que la performance d'une entreprise dépend essentiellement d'une propriété suffisamment concentrée pour créer l'incitation nécessaire au contrôle de la gestion. Mais aucune

(une entreprise, certes, dirigée quasiment à la chinoise, mais tout de même le plus grand employeur non-étatique de Suisse) appartient pratiquement à tous les Suisses (la contribution nominale est de 5 FCH et presque tout le monde l'a payé et l'a oublié), c'est-à-dire à personne et elle fonctionne quand même avec la précision d'une horloge. Le facteur déterminant ce n'est pas une propriété formelle, mais un contrôle effectif des mécanismes. À l'avenir ce contrôle pourra devenir plus efficace avec une responsabilité démocratique partagée et une transparence accrues (voir règle 5).

Dans le domaine de l'agriculture, l'État a pris les rênes depuis longtemps déjà (nous ne pouvons pas nous passer de nourriture). Aujourd'hui, par exemple, sur un franc (suisse) gagné par un paysan suisse, 80 centimes proviennent de subventions de l'État. Et la situation dans les autres pays n'est pas loin d'être semblable ou même plus marquée encore. Les paysans sont de fait des employés de l'État – à l'instar des médecins d'hôpitaux ou des enseignants, mais ils ne s'en sont simplement pas encore aperçus. Ce qui ne les empêche pas pour autant de produire du lait et des pommes de terre. Dans cette fonction,

preuve scientifique ne corrobore la thèse que la propriété étatique entraîne automatiquement une baisse de la performance de l'entreprise. La structure de la fortune et des finances joue un rôle bien plus important. Par ailleurs, il s'avère une fois de plus que c'est surtout un contrôle efficace de l'entreprise qui soutient une évolution positive de la performance. En fin de compte, force est de constater que les privatisations encouragées ces derniers temps ne trouvent pas de confirmation économique théorico-empirique convaincante. »

l'État pourra être remplacé par des liens directs de subsistance (*cf.* micro-agro).

Contrairement à l'économie socialiste dirigiste dont l'échec continue à nous être présenté comme un spectre terrifiant pour décourager toute activité non privée, il s'agit là d'une structure à l'organisation démocratique, s'appuyant sur les besoins de tous les participants, transparente et fondée sur la présentation publique des comptes. En Suisse ou aux États-Unis, ce système fonctionne bien, mais là où l'État est gouverné de manière autoritaire, l'échec est programmé.

La quote-part de l'État qui se situe dès aujourd'hui autour de 40% dans tous les États modernes (USA: 43%, France: 57%, Suisse: 34%, Danemark: 58%) atteindrait peut-être les 65%, mais dans l'absolu, elle se réduirait (*cf.* écoconception). Pour une extension courante des services publics ce n'est pas soutenable (*cf.* suffisance). Il ne se passerait rien de fondamentalement nouveau. L'État-coopérative (en tant qu'institution de Communs) ne se chargerait donc que des tâches que les communautés de Communs ne seraient pas en mesure d'accomplir. Ces dernières seraient transformées de manière à pouvoir assumer beaucoup plus de tâches qu'aujourd'hui (relocalisation, *cf.* ville, quartiers, territoire).

De toute évidence, cette subsistance industrielle restructurée (pilotée de bas en haut et placée au service de la vie durable) devra apporter d'autres formes de participation au processus du travail lui-même (conditions de travail) et de la répartition du travail, de la rémunération etc.

Quant à l'autogestion au sein des entreprises, celle-ci ne porte que sur les conditions de travail, mais pas sur la nature, la forme ou la quantité des produits, puisque ces dernières sont commandées par les unités sociales *via* un processus de planification itératif ⁵⁶ (*cf.* principe démiurgique) entre producteurs et consommateurs (les mêmes personnes dans des rôles différents). L'absence de pression des forces du marché créera également plus de liberté et permettra des formes plus efficaces de coopération au sein des entreprises et mettra un terme à la crise de gestion généralisée dans beaucoup de compagnies privées et publiques. (Le phénomène des « patrons incapables » n'est qu'un symptôme de la faillite de structures hiérarchiques archaïques!)

Comme Frigga Haug⁵⁷ le propose, on pourrait imaginer un système (dit « 4 en 1 ») de temps partiel pour toutes et tous, pour une semaine de 20 heures, réparti entre travail professionnel salarié (4 heures), travail ménager et agricole (4 heures), activités sociales (4 heures) et activités individuelles (4 heures) (+ 8 heures de sommeil). Les activités sociales comprennent la politique, l'administration, la participation à tous les niveaux, la communication. Que Frigga Haug propose quatre heures par jour pour ces activités n'est pas étonnant : les insti-

56. Voir Paul Cockshott, *Towards a new socialism*, Spokesman Books, 1993, qui préconise une planification plus efficace et plus démocratique de l'économie complexe. Sur la base d'algorithmes informatiques appropriés la planification est possible et peut être démocratiquement contrôlable et non bureaucratique.

57. Frigga Haug, *Die Vier-in-einem-Perspektive, Politik von Frauen für eine neue Linke*, Argument Verlag, 2012.

tutions qui reposent sur la coopération et les Communs sont socialement plus complexes et demandent davantage de collaboration directe que la simple réglementation par le principe actuel du « celui qui paie, commande », qui, comme nous le savons, est instable et ne fonctionne pas. Comme la Suède, nous aurions besoin de pauses-café plus nombreuses et plus longues pour que la coopération soit à la fois possible et agréable.

Les institutions des Communs ne peuvent fonctionner de manière coopérative qu'à condition que les inégalités extrêmes soient évitées (*cf.* Stiglitz), ce qui doit se répercuter sur les principes de rémunération. Une rémunération particulière serait accordée notamment pour les travaux pénibles ou dangereux, pour l'engagement particulier et pour la responsabilité assumée, mais non pour la performance et les talents (qui sont un fait de la génétique) ou la formation (qui est cofinancée par tous). Dans tous les cas, une partie du travail devrait être rémunérée par un moyen de paiement universel (points, argent, globo) pour permettre une certaine mobilité des gens et une allocation souple, suprarégionale des ressources (crédits).

Certains domaines de la vie (ménage, alimentation, certains services publics) peuvent être démonétarisés en ce qu'ils sont généralement disponibles et font partie d'un package citoyen comme dans les clubs de vacances. Dans d'autres domaines, d'autres types de monnaie appropriés (régionales, globales) pourront être utilisés pour piloter une méthode de consommation adéquate en renforçant le rationnement des biens rares et en empêchant le gaspillage.

Un tel usage de l'argent ne constituera plus une menace de réaccumulation ni un nouveau cycle de développement capitaliste, puisqu'historiquement le capitalisme n'évolue pas « naturellement » à partir de la production artisanale à petite échelle⁵⁸.

2. Subsistance alimentaire fondée sur des voisinages agro-urbains

L'économie ménagère est la base de toute économie et dès lors le premier module social de subsistance. À côté de la subsistance générale, industrielle et publique, la nourriture, le logement, les vêtements, la culture quotidienne etc. appartient à la sphère organisationnelle de subsistance de la vie quotidienne.

Le second pilier d'une société post-croissance est donc constitué par des communautés de subsistance au niveau des voisinages qui assurent en même temps la production de denrées alimentaires. Ce cercle peut fournir environ un sixième des prestations économiquement nécessaires, si l'on prend comme base de calcul les actuelles dépenses ménagères au sens strict. Ces voisinages sont en même temps le module social de base général d'une société fondée sur les Communs.

Les voisinages sont la source de l'*empowerment*, la confiance et les capacités communicatives dont nous avons besoin pour déterminer notre propre destinée. Les voisinages créent les conditions sociales d'une construction d'attitudes et de valeurs

⁵⁸. Robert Kurz, *Schwarzbuch Capitalism*, cit.

qui donnent aux gens la capacité de rendre la société apte au futur (sur le fonctionnement du voisinage, cf. deuxième partie).

3. *La sphère créative et coopérative*

Pour être honnête, cette sphère est une catégorie résiduelle. Elle comprend toutes sortes d'activités qui sont rendues possibles par la subsistance publique et communautaire (les deux autres sphères)⁵⁹. C'est un secteur créatif et coopératif qui doit respecter les grandes lignes écologiques et sociales, mais qui est caractérisé par le principe de la libre association (ou l'individualité). Dans ce secteur, les activités peuvent être individuelles ou sous la forme de « Communs associatifs », entreprises coopératives, associations, fondations, etc. Pour les utiliser, il faut être membre (règle 1), mais en principe, ils sont ouverts à toutes et tous. Elles augmentent la richesse sociale et fournissent des services publiquement accessibles. Dans tous les cas, elles ne génèrent pas de profit pour des individus. Une fois que l'entretien est assuré, on voit apparaître un terrain de jeu libéré des contraintes économiques – par exemple de rendement – où différentes formes de production et d'échange peuvent être expéri-

59. Ou, comme le disait Keynes: « Le jour n'est pas loin où le problème économique reprendra la place qui lui revient sur la banquette arrière, et l'arène de nos cœurs et de nos esprits sera occupée ou réoccupée par les vrais problèmes – les problèmes de la vie et des relations humaines, de la création, du comportement et de la croyance », *First Annual Report of the Arts Council* (1945-1946).

mentées : marché, cadeaux, *open source*, ateliers ouverts, cafés de réparation, marchés de troc, foires, bazars etc. Dans ce cadre, le troc à la place du partage n'est plus un problème qui touche le système. Nulle part le capitalisme n'est né spontanément à partir de la petite production de marchandises sans l'intervention de l'État ⁶⁰.

SIX MODULES POUR LES INSTITUTIONS DES COMMUNS GLOBAUX

La trinité des Communs correspond à la sagesse politique de la séparation des pouvoirs, des contrôles et des équilibres. Elle représente la démocratie matérielle et la prudence structurale : ne placez pas tous vos œufs dans le même panier. N'ayez pas une confiance illimitée en vous-mêmes.

De nombreux types différents de Communs et d'activités peuvent être distribués en six modules :

| | |
|--------------|----------------|
| VOISINAGE | QUARTIER/BOURG |
| VILLE/RÉGION | TERRITOIRE |
| SUBCONTINENT | PLANÈTE |

Ces modules sont des entités émergentes, engendrées par une réintégration possible des fonc-

60. Robert Kurz, 1999 et 2012. Des tentatives pour planifier ce genre d'activité ne peuvent qu'avoir des résultats ridicules ou désastreux. En effet, c'est le but même de la planification que de libérer le plus grand nombre d'activités possibles de la nécessité de planifier.

Les trois sphères des

| Niveau/Personne | Services publics | |
|--|---|--|
| <p align="center">Planète 7.3 milliards</p> | <p>Énergie fossiles, énergie, communication, acier, médicaments, banque mondiale, aide d'urgence, voyages dans l'espace, recherche scientifique, moyens de transport, composants électroniques, armes, matériaux synthétiques</p> | |
| <p align="center">Sous-continent 0.5 à 1 milliard</p> | <p>véhicules, bateaux, canaux, fourniture d'eau, réseau énergétique, machinerie, moteurs, peintures, produits chimiques, composants électriques, banque continentale</p> | |
| <p align="center">Territoire 10 millions</p> | <p>énergie, trains, autobus, tribunaux, métaux manufacturés, universités, céramique, verre, papier, COOPÉRATOIRE territorial et banque</p> | |
| <p align="center">Région 0.1 à 1 million</p> | <p>eau, énergie, hôpitaux, transports publics, béton, police, égoût, recyclage, théâtre, COOPÉRATOIRE régional et banque, matériaux pour la construction</p> | |
| <p align="center">Ville* 0,1 à 1 million</p> <p>*qui peut correspondre à une région ou même à un territoire</p> | <p>eau, énergie, opéra, musées, patinoire, piscines, transports publics, stades, jardins, COOPÉRATOIRE municipal (et banque)</p> | |
| <p align="center">Quartier/bourg 20 000</p> | <p>école primaire, secondaire, centre de santé, dentiste, énergie, plombier, police, coopérative de quartier</p> | |
| <p align="center">Voisinage 500</p> | <p>eau, énergie, maintenance de l'habitat, égouts, jardins d'enfants</p> | |
| <p align="center">Individu 1</p> | | |

Communs mondiaux

| | Création | Agriculture |
|--|---|--|
| | logiciels, musique, littérature, film, mode, produits de beauté, ordinateurs, jeux, instruments de musique | Aide d'urgence, banques de semence, épices, café, thé, chocolat, alcools, tabac, coca |
| | habits, cosmétiques, logiciels, cirques, ustensiles ménagers, musique, compagnies théâtrales | vins, olives, conserves, céréales, fromage, poisson, lait concentré, légumes et champignons secs, noisettes, truffes |
| | Textiles locaux, sacs, bols, bicyclettes, tapis, littérature, brosses, musique | céréales, patates, sucre, bière, sel, vin, fromage, saucisses, huiles |
| | meubles, bois, paille, cuirs, chapeaux, véhicules particuliers, bijoux, papeterie, | Produits laitiers, fruits, viande, œufs, volaille, légumes, herbes, saucisses, charcuterie, chocolat, poisson |
| | cabarets, restaurants gastronomiques, habits, chaussures, spécialités de viandes, douceurs, alcools, cigares, bière | jardins urbains, abeilles, baies, noisettes, lapins, poulets |
| | accessoires, ceintures, cravates, ordinateurs, biscuits, bière, mobilier | herbes, plats à emporter, pâtes, limonades, fleurs |
| | habits, lessive, nettoyage, réparation, soin des enfants, travaux ménagers | pain, yaourt, herbes, baies, jardinage urbain, pizza |
| | hygiène personnelle, cadeaux, entre-aide, habits, auto-entreprises, massages | repas, jardinage urbain, herbes en pots, digestion |

tions, une réduction des transports, une économie d'échelle, des considérations politiques et communicationnelles, des caractéristiques générales de systèmes stables et résilients. Il est évident qu'ils doivent être interprétés en fonction des conditions locales. Les modules suggérés ne sont pas identiques en toutes circonstances, mais ils ont en commun que ce Ludwig Wittgenstein appelle un « air de famille⁶¹ ». Nous ne devons pas les considérer comme des communautés fermées ou figées, mais ils ressemblent à des nuages aux contours encore flous et changeants ; ce sont à la fois des espaces définis et des points de rencontre.

Il existe une connexion intrinsèque entre les fonctions et les dimensions des territoires qu'elles servent. L'État coopérative de services publics fonctionne mieux dans des territoires de taille moyenne pouvant être intégrés sans une utilisation excessive d'énergie. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une division globale de territoires de taille moyenne.

Les grandes nations peuvent être remplacées par des enchevêtrements de fédérations de territoires définis par leur fonction et non par leurs fictions historiques. Des associations d'intérêt subcontinentales ou globales peuvent être construites sur la base de coopératives dont les membres sont de petits pays (territoires). De telles associations d'intérêt, telles que le CERN, existent déjà aujourd'hui ; elles sont gérées comme des entreprises communautaires, aujourd'hui encore par des nations, plus

61. Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques* § 67, (1953), Gallimard, 2004.

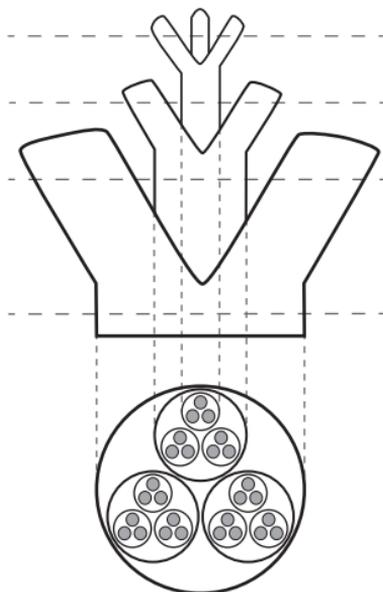
tard elles le seront par des territoires. (Malheureusement, le CERN n'est pas soumis à un véritable contrôle démocratique, à cet égard, il n'est donc pas un modèle.)

Ce n'est que dans un tel cadre que les produits high-tech (écoconception) et les composants, modules et matériaux industriels peuvent être produits efficacement (pour être montés dans des territoires, voire dans des voisinages). Notre capacité à développer des institutions globales démocratiques et efficaces dépend essentiellement du démontage des grandes nations et de la démocratisation dans les territoires plus petits. C'est justement cela que l'UE devrait inscrire dans son programme. Pour ce faire, elle aurait peut-être besoin d'une re-fondation à laquelle nous participerons alors volontiers.

De toute évidence, ces trois cercles fonctionnels sont définis également sur le plan territorial. L'État des coopératives fonctionne mieux sur des territoires de taille moyenne qui peuvent les intégrer sur le plan des transports avec une consommation d'énergie réduite. Cela signifie des territoires à l'intérieur desquels on peut, par exemple, régler des affaires avec deux heures maximales de déplacement en train. La démocratie directe fonctionne mieux dans les petits pays tels que la Suisse, l'Irlande, le Sri Lanka, le Costa Rica etc. Ici, la dynamique propre au politique n'échappe pas si facilement au contrôle. La méfiance de nombreux citoyens de grandes nations envers Washington, Berlin ou Paris est tout à fait justifiée.

La répartition des Communs en trois cercles est nécessaire pour éviter l'apparition de dépendances

unilatérales. L'État – même s'il devient plus léger et plus démocratique – ne doit pas devenir trop puissant, et, en même temps, la subsistance dans les voisinages ne doit pas fonctionner de manière isolée. Toute action dans un cadre social implique également du pouvoir au sens où des individus ou des groupes doivent prendre des décisions qui concernent beaucoup de monde. Mieux le pouvoir est réparti, plus faibles sont les risques. Et un point non réglé permet de donner régulièrement de nouvelles impulsions. À ce jour, on n'a pas découvert un instinct de pouvoir inné chez l'être humain. La course au pouvoir et à la propriété (donc le contrôle des ressources et des réserves) est bien davantage une manifestation sociale de besoins de sécurité, conjuguée à la peur de la comparaison et de la perte ou de la confirmation sociale de la valeur de l'individu. L'*avoir* ne devient important que quand l'*être* ne marche pas. Le sentiment d'appartenance à des communautés vécues devrait compenser ces déficits.



Arthur Koestler : holons combinés⁶²

L'intégration de petits modules de Communs dans des modules plus grands (règle 8) peut être représentée de manière non hiérarchique selon le diagramme ci-dessus.

62. Arthur Koestler, *Le Cheval dans la locomotive* (1967), tr. fr. Belles Lettres, 2013 : « Chaque holon a une double tendance à conserver et affirmer son individualité en tant que totalité quasi autonome, et à fonctionner comme partie intégrée d'une totalité plus vaste (existante ou en cours d'évolution). Cette polarité de la tendance à l'affirmation du moi (A-M) et de la tendance à l'intégration (INT) est inhérente au concept d'ordre hiérarchique ; c'est une caractéristique universelle de la vie. » Pour de tels holons nichés, Koestler propose le terme de *holarchie*. On trouve aussi un système d'organisation appelé *Holocratie*. Encore une fois, comme réduire le risque que le « pouvoir de faire » ne devienne pas « abus de pouvoir » ?

Voisinages et plus encore

POURQUOI COMMENCER PAR LES VOISINAGES ?

La première institution prometteuse des Communs, le véritable module de base d'un ordre social qui repose sur des Communs, c'est le voisinage. La taille du voisinage résulte logiquement des exigences de la résilience (modularité, relocalisation, appartenance), de la subsistance et des principes d'organisation pour des Communs efficaces. Les règles d'Elinor Ostrom concernant les Communs correspondent dans une large mesure aux statuts d'une coopérative d'habitation (définition des limites, du contrôle, des commissions d'arbitrage) et elles trouvent leur application pratique dans ce contexte plus large. Par ailleurs, les voisinages, associés aux zones agricoles alentours, constituent une communauté de subsistance adéquate.

En transformant le voisinage en communauté de subsistance nous privilégions clairement la reproduction par rapport à la production. Le but principal est de rendre la vie possible et plus agréable, et la production industrielle ou sociale n'est qu'un moyen supplémentaire pour y parvenir. Mais c'est également pour des raisons purement écolo-

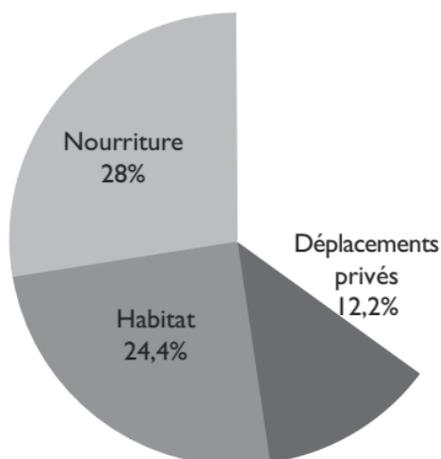
giques (de suffisance) que les voisinages sont un point de départ idéal¹.

En effet, notre vieux système de fonctionnement est fondé sur le postulat que le capital doit augmenter, mais qu'il ne peut augmenter que s'il se rentabilise en passant par la consommation des-dits « ménages ». Le cercle commence par la production dont la finalité est d'être ensuite consommée. En fin de compte, la consommation passe par les ménages, dans la mesure où c'est là que les revenus atterrissent. Ainsi la consommation des ménages est la fontaine de jouvence du *î* qui, grâce à elle, se garantit, se renouvelle et – malheureusement – s'accroît. En théorie, le système économique capitaliste pourrait être bloqué par un boycott de la consommation². Mais une telle pseudo-stratégie risquerait de se perdre en de vaines exhortations individualistes à un changement de comportement, alors que la coopération et le partage, et donc, précisément, les Communs et la subsistance, permettent de réduire la consommation des ressources et de l'énergie et, en prime, de parvenir à un mode de vie plus satisfaisant. La réponse au problème, ce n'est pas l'ascé-

1. La reproduction précède la production sociale. « Tu touches les femmes, tu touches le rocher » (proverbe Sud-Africain) ; Peter Linebaugh, *The Magna Carta Manifesto: Liberty and Commons for All*, University of California Press, 2008.

2. Ou en refusant de nettoyer ses déchets. George Caffentzis, « The Work/Energy Crisis and the Apocalypse », dans *In Letters of Blood and Fire* (1992), PM Press, 2013. Une machine peut être détruite si on ne la nourrit pas, mais aussi par engorgement ou « constipation ».

tisme ou le renoncement, mais une forme de luxe produite collectivement ! « Jouir ensemble plutôt que de renoncer individuellement ! » tel serait le mot d'ordre.

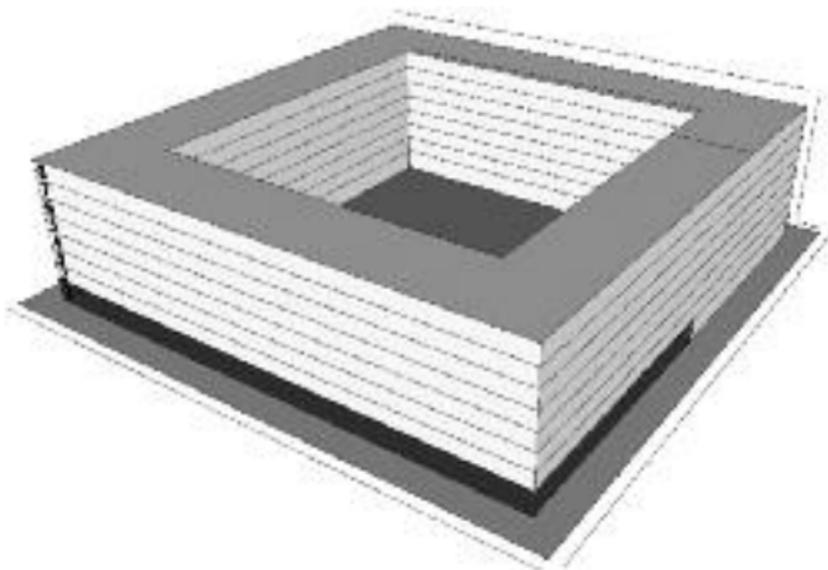


Impact écologique des ménages

L'habitat représente 24,4% de notre impact écologique, la nourriture 28%, les déplacements privés 12,2%³. Soit plus des deux-tiers de notre impact total. Le facteur le plus décisif pour un style de vie écologique est évidemment une nouvelle façon de produire, de gérer et de consommer de la nourriture.

Dans les villes, les voisinages ont de fortes densités de population. Le croquis ci-après peut servir de référence.

3. Ces chiffres concernent la Suisse ; cf. www.bafu.admin.ch qui donne des chiffres assez utiles. Pour les statistiques françaises, on peut consulter le site gouvernemental : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>.



Croquis volumétrique d'un voisinage modèle

Ce que vous voyez ici est la version schématisée du voisinage de la p. 81 (personne ne voudrait habiter un *voisinage schématisé* !) ou les illustrations 1 à 5, p. 96 *sqq.* Il s'agit d'un bloc d'habitations relativement élevé, de 6 à 8 étages, un voisinage comprenant près de 500 habitant.e.s sur une superficie d'un hectare et construit autour d'une grande cour intérieure. Les bâtiments ont une profondeur de 14 mètres, ce qui donne un bon rapport entre l'enveloppe extérieure et le volume. La densité est élevée⁴ (500 habitant.e.s/ha), mais de généreux

4. En comptant les rues, les jardins, les espaces publics, on arrive à 170 habitant.e.s/ha. Le seuil de densité le plus élevé à Zurich, par exemple, est de 93 h/ha ; à Brooklyn la moyenne est de 135 h/ha. Paris arrive à 213 h/ha (l'une des plus fortes d'Europe).

espaces verts dans la cour, utilisés collectivement, ôtent à cette densité tout caractère oppressant. Dans la plupart des villes il y a de très nombreux espaces de réserve qui peuvent être utilisés pour parvenir à une plus forte densité sans que ça ressemble trop à une fourmilière. La densité n'est pas un but en soi. Les relations sociales, la communication et bien d'autres considérations entrent en jeu. Personne ne veut être « densifié » avec des gens totalement étrangers avec qui on n'a rien à faire. L'enjeu c'est une plus grande densité de vie, d'échanges et d'événements communs gratifiants.

Il est évident qu'un même volume peut être distribué de plusieurs manières selon les conditions : blocs modulables, immeubles de différentes dimensions, cours, arrière-cours de tailles variées.

La plupart des variations à partir du modèle conduisent à un très fort impact écologique ou à d'autres désavantages. Les immeubles très élevés ne sont pas nécessaires pour parvenir à une bonne densité : ils sont chers, inadéquats sur le plan de la communication et ne constituent pas un environnement urbain attractif. Toutefois, là où ils existent déjà, ils peuvent être transformés.

En outre, vivre dans des voisinages densifiés permet de récupérer de la terre cultivable ailleurs et de réduire notablement les distances entre la production et la consommation. Dans un schéma d'habitat classique, le modèle ci-dessus, par exemple, correspond à 160 maisons individuelles sur une surface de 6,4 ha, rues non comprises, au lieu de l'hectare nécessaire au voisinage.

Le terme « voisinage » sera toujours strictement utilisé ici selon la définition précise donnée plus haut. Ce qui ne signifie pas pour nous : mitoyenneté de terrains, de maisons ou d'immeubles ou, à plus grande échelle, au niveau d'un quartier comme (pour s'en tenir à des exemples français) le XI^e arrondissement de Paris, La Croix Rousse (Lyon), La Plaine (Marseille) ou Montreuil (93), que nous définirions plutôt comme des communes de base, des municipalités, des quartiers ou des bourgs à la campagne.

Les villes à forte densité sont idéales pour les voisinages qui existent déjà sous bien des formes dans d'anciens quartiers de Paris, de Barcelone, de Berlin, de Vienne, San Francisco, Boston ou New York⁵. Ces blocs urbains, plus ou moins carrés, ont l'avantage d'être écologiquement actualisés et peuvent être retransformés en petits microcosmes semblables à ce qu'ils pouvaient être au début du siècle dernier. Comme ils ont été construits à l'ère d'avant les automobiles, ils sont parfaitement adaptés à des zones piétonnes (ou cyclables)⁶.

Le recyclage des faubourgs plus étendus, conçus à l'âge de l'automobile, est beaucoup plus difficile et il est très rare qu'ils constituent de véritables voisinages. Le fait que des structures adaptées au voisinage existent déjà est très important, puisque nous

5. «... De nombreuses rues et de petits blocs sont de grande valeur parce qu'ils suscitent des usages croisés complexes à la disposition des utilisateurs du voisinage urbain » écrit Jane Jacobs.

6. Les villes modernes aussi ont besoin de jardins. Chaque quartier a besoin d'une place, comme à Paris ou à New York. Pour créer un meilleur microclimat les plantes sont utiles, mais doivent être utilisées avec modération. Des allées étroites ou de

ne pouvons pas nous permettre de reconstruire complètement nos villes, et encore moins d'envisager la construction de nouvelles villes écologiques à grande échelle (comme le retentissant échec de Masdar à Abu Dhabi). Un tel effort nécessiterait une énorme quantité de ressources et une trop importante émission de CO₂. Ce serait la dernière goutte qui ferait déborder le vase de la biosphère ! Nous n'avons donc plus qu'à improviser et inventer dans ces lieux où nous vivons déjà.

Dans le voisinage schématisé présenté ci-dessus, (et sa version 'humanisée' p. 81) la plupart des espaces ne sont pas à plus de 80 mètres les uns des autres (à l'horizontal ou à la verticale). Parcourir 80 mètres ne prend pas plus d'une minute : c'est la fameuse « distance pantoufle ». Cette relative proximité est très utile et favorable à un grand nombre de synergies. Dans un rayon de 80 mètres, vous n'avez pas besoin de vous habiller de pied en cap et vous pouvez même descendre dans la rue dans votre vieille robe de chambre. Dans ce périmètre, les

petites places sont importantes pour créer une atmosphère de bonne communication – c'est l'idée même de la ville. Ou comme l'ont dit Paul et Percival Goodman (*Communitas: Means of Livelihood and Ways of Life*, Vintage, 1960) : « La beauté urbaine n'a pas besoin d'arbres ou de jardins. À l'époque classique, comme l'a fait remarquer Christopher Tunnard (*The city of Man*), les villes étaient petites et n'avaient pas besoin d'arbres. Et quand par la suite, comme dans le cas de la Villa Radieuse, on a eu l'idée de faire une ville dans un jardin, les gens se sont trouvés en manque de vie urbaine » (p. 48 *sqq.*). Les villes *vertes* ont une densité élevée. Manhattan est plus verte que Houston, Texas (David Owen, « Green Manhattan. Everywhere should be more like New York », *The New Yorker*, October 18, 2004).

courses peuvent être faites entre deux autres activités, selon l'intuition du moment – et vous pouvez même aller chercher un oignon ou un œuf alors que vous êtes déjà en train de cuisiner. L'ancien « temps mort » devient du « temps libre ». C'est une distance très adaptée à une « vie bonne » urbaine⁷.

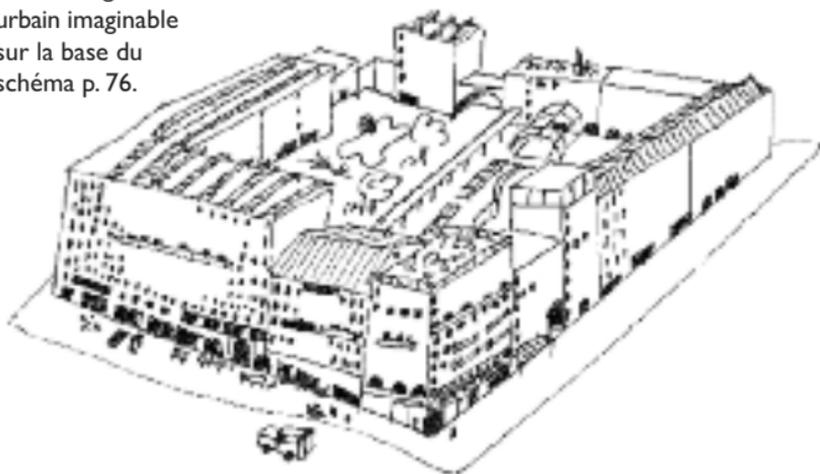
Le fait que les immeubles bordent directement les rues est également très important pour la création d'un espace urbain vraiment vivant. L'échange entre une cour ou arrière-cour calmes et l'animation des rues le plus souvent piétonnes et qui ne doivent pas être trop larges, favorise une vie urbaine plus palpitante et variée, comme dans certaines villes méditerranéennes. Alors que les rues sont le domaine de l'« homme public⁸ », les cours intérieures sont privées ou semi-publiques. Différents rôles peuvent être distribués selon différentes mises en scène (*cf.* quartier).

Le voisinage, tel que nous le proposons, ne consiste pas seulement en unités socio-culturelles, c'est un terminal logistique, un module d'économie domestique, un regroupement relocalisé de fonctions de vie généralement dispersées, qui pourrait

7. Comme David Gelernter l'a dit : « Le résultat final des faisceaux d'information trans-monde sera de rendre les voisinages aussi importants qu'ils l'étaient au XIX^e siècle. Les gens ont besoin de maisons et d'espaces convenables, neutres, de rencontres locales » (« Tapping into the Beam », p. 241 ; in John Brockman, *The Next Fifty Years*, Vintage, 2002). Gelernter pense aussi que nous n'avons pas besoin de villes – et sur ce point je ne suis absolument pas d'accord avec lui ! Mais il se peut qu'il ne sache pas ce que peut être une ville différente.

8. Richard Sennett, *Les Tyrannies de l'intimité* [« The Fall of Public Man »], Seuil, 1979.

Un voisinage
urbain imaginable
sur la base du
schéma p. 76.



ressembler, par certains aspects, au principe de l'appartement-hôtel (en plus convivial !). La forme de l'habitat lui-même – chambre unique pour une vie solitaire, petits appartements pour les couples, appartements familiaux, économie communautaire de 10 ou 30 personnes – relève strictement du privé ou concerne le travail d'architectes créatifs⁹. Le privé, le semi-public et le public sont trois sphères totalement indépendantes.

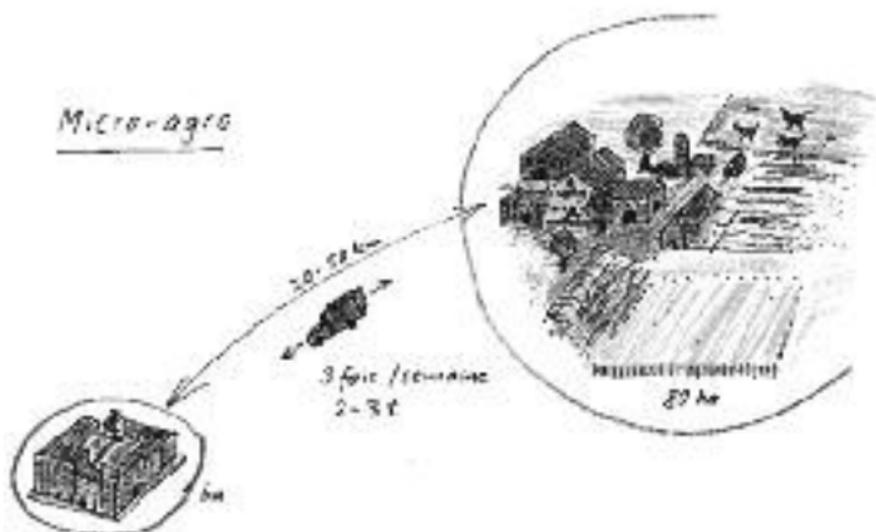
9. Depuis 2001 plusieurs coopératives d'habitat à Zurich ont été mises en place – pour le moment avec succès – sur la base d'une variété d'appartements dans un même bâtiment : Studios b&b, deux-pièces, appartements classiques, groupes d'appartements, communautés de 6 à 14 membres. Un nombre substantiel de ces différents appartements devrait être adapté pour des personnes handicapées (de plain-pied, ou avec ascenseur, ou sans obstacles). Ce qui rend la répartition de l'espace plus flexible et effectif, et vous pouvez donc aller d'un appartement à l'autre en fonction de vos besoins propres et continuer de faire partie de la même communauté (*cf.* appartenance !). C'est particulièrement important quand vous devenez plus vieux ou si vous avez un handicap physique.

Pour atteindre ces buts, le voisinage doit être relativement grand – quelque 500 habitant.e.s ou 200 appartements de taille moyenne (100 m² chacun pour donner une idée de surface, et il ne sera pas nécessaire d'en construire de nouveaux). Ce qui est essentiel pour parvenir à une situation de subsistance alimentaire, c'est qu'il soit relié à une surface agricole de 80 hectares environ dans un périmètre de 20 à 50 kilomètres (en fonction des conditions locales)¹⁰.

QUESTIONS DE TAILLE ET DE QUANTITÉ

La STABILITÉ SOCIALE requiert une quantité minimale de population pour parer aux fluctuations éventuelles (déménagements, naissance,

10. Quel serait l'éloignement des centres agricoles dans le cas d'une ville globale comme Paris, par exemple ? Pas trop important ? Grâce à Euclide, on sait que les surfaces augmentent à la puissance au carré en fonction de la distance. Donc sur une distance de 100 km autour de la place de la Bastille, vous disposez de 31 415 km², ce qui est suffisant pour 18 millions de personnes. Si vous soustrayez la surface des eaux, des forêts et des zones construites, vous avez encore suffisamment de terres accessibles à une heure ou deux de distance. Des agro-centres pour Paris peuvent être à une distance de 150 km environ (Nogent-le-Rotrou) ou même plus près (Chartes, Boussy Saint-Antoine). Si vous utilisez deux agro-centres, un pour les produits frais de proximité (zone de légumes) et un plus éloigné pour le reste de la nourriture, vous pouvez améliorer la question des transports. Pour les produits frais vous avez besoin de 2,5 ha par voisinage, donc pour une ville de 8 millions d'habitants vous aurez besoin de 40 000 ha, dans un rayon de 11,2 km, ou un peu plus si on enlève les zones construites ou les étendues d'eau. Avec le jardinage urbain vous pouvez probablement vous procu-



En bas à gauche: Le voisinage y compris le micro-centre, à droite: l'agro-centre. Une surface cultivable de 80 ha environ permet de fournir directement et régionalement la plupart des denrées alimentaires à 500 habitant.e.s d'un voisinage urbain. C'est ce que nous appelons « micro-agro ».

décès). Et, à son tour, la stabilité est décisive pour la réussite de la coopération, dans la mesure où on ne coopère pas avec des gens que l'on ne reverra probablement plus jamais (cf. Wilson).

rer la plupart des herbes aromatiques, des œufs et du miel. Cette méthode peut être particulièrement intéressante pour des villes de moindre densité de population, comme Rennes, Lille ou Nantes. Bien sûr il y a aussi un aspect communicationnel et pédagogique dans l'idée du jardinage urbain. Pour les céréales vous pouvez coopérer avec des voisinages mitoyens. Par ailleurs, il y a maintenant des petits moulins pour céréales qui sont très efficaces et qui peuvent être utilisés par un seul voisinage.

Par ailleurs, il faut dire aussi qu'une COMMUNICATION sereine et efficace peut être perturbée par trop d'intimité. Il faut prévoir de la place pour des sous-communautés. Les résidences communales, les familles, etc. peuvent être des solutions. Une quantité de l'ordre de 500 personnes (ou en tout cas entre 450 et 800) est nécessaire à une organisation interne non importune et transparente. Selon Robin Dunbar, les gens peuvent communiquer de manière informelle avec 150 personnes au maximum¹¹. La taille idéale du groupe doit donc être plus importante de manière à créer une pression systémique pour un flux conscient d'informations qui permette d'éviter les magouilles, le népotisme et les formes de domination mafieuses. Les voisinages ne sont ni des clans, ni des tribus : ce sont des modules sociaux sereins d'accès collectif. Les voisinages ont besoin d'institutions formelles et de règles, parce que les règles créent la confiance et que, surtout, elles protègent les plus faibles. Elles évitent une accumulation de pouvoir.

En revanche, les entités sociales plus grandes (1 000 personnes ou plus) risquent de devenir trop

11. R. I. M. Dunbar, « Coevolution of neocortical size, group size and language in Humans » In : *Behavioral and Brain Sciences* 16 (4), 1993, p. 681-735. Le « chiffre de Dunbar » désigne le nombre de personnes dont on peut connaître les noms et les relations essentielles entre elles. Pour l'animal humain parlant moderne, il est estimé à environ 150. Cette idée reprend celle déjà énoncée par Yona Friedman dans ses *Utopies réalisables* (1975 ; rééd. L'éclat, 2000) ou dans *Comment vivre avec les autres sans être chef et sans être esclave ?* (1974, rééd. L'éclat, 2016), sous le nom de « groupe critique ».

anonymes. Elles tendent à ne pas supporter la coopération spontanée, à produire des distances internes plus importantes et à entraîner le besoin d'une administration plus professionnalisée et moins transparente, et donc coupée des habitants.e.s.

La « taille moyenne » facilite l'APPARTENANCE (ce qui est important pour des structures résilientes) sans payer toutefois le prix d'une trop grande proximité et d'un trop fort contrôle social. C'est la particularité et l'ambiguïté du voisinage : s'il y en a trop, nous devenons nerveux, s'il n'y en a pas assez, nous devenons solitaires. Nous avons besoin de domaines communs, mais également d'une sphère privée intime. Les voisinages sont des « nids » (*cf.* Wilson) d'où l'on part et où l'on revient, ils ne doivent pas être des cages. Chaque voisinage dispose d'un certain nombre de chambres d'hôtes¹². L'équilibre entre le privé et la sphère semi-publique doit être défini de différentes manières pour chaque voisinage en fonction de l'origine culturelle, de l'âge ou de la situation particulière de vie.

Une certaine taille est nécessaire également pour l'ÉCONOMIE DOMESTIQUE et la possibilité d'une gestion et une répartition du travail efficaces. Dans ce cadre, l'organisation de la coopération collective peut être flexible et on pourra trouver pour chacun une occupation appropriée dans le but d'une meilleure diversité et sécurité. L'absence imprévue de

12. Toutes les nouvelles coopératives de Zurich (*Kraftwerk1, Kalkbreite, mehr-als-wohnen*) disposent de chambres d'hôtes, dans *Kalkbreite* et *mehr-als-wohnen* on trouve même de petites pensions d'une douzaine de chambres.

l'un des membres n'entraîne pas l'écroulement de tout le système. Si un voisinage est trop petit, on est obligé de renoncer à une partie des infrastructures, ce qui rend le voisinage moins attractif et requiert des services externes supplémentaires. Or, toute fonction externalisée rallonge les filières et a un plus fort impact environnemental.

Lorsqu'un voisinage est suffisamment grand, diversifié et stable, la possibilité du PARTAGE est automatiquement améliorée. La coopération a besoin de regroupements (*cf.* Nowak). Le bénéfice à partager est alors plus grand. Quand on est trop peu nombreux, le partage devient plus difficile, ne serait-ce que du fait qu'il y a moins à partager. La taille a donc également une importance systémique, voire politique. Les modules sociaux de Communs trop petits ont tendance à ne pas fonctionner.

Des arrangements de taille moyenne permettent à des GROUPES D'ÂGES d'interagir de manière efficace. En Suisse, par exemple, il y a une moyenne de 85 personnes âgées de plus de 65 ans qui peuvent se rencontrer sur des bases culturelles. Les fans des Beatles et des Rolling Stones peuvent se retrouver dans des locaux séparés, bien sûr. Mais les voisinages ne sont pas des familles, ni des ghettos par âge ou par catégories économiques. Ils sont hétérogènes.

Pour le TRAVAIL DE SOIN ET LE TRAVAIL DOMESTIQUE (nommé à tort « économie du *care* »), des groupes suffisamment grands sont nécessaires pour la mise en place d'une infrastructure solide et solidaire de prise en charge. Le travail reproductif peut être généralement partagé plus facilement à l'intérieur de voisinages ou de quartiers (pour des

services ou des besoins particuliers). L'ancien système qui consiste à reporter tout le travail ménager sur le dos des femmes peut être brisé en le répartissant dans ses différentes formes entre les deux sexes, en fonction des talents respectifs et des préférences. « Le féminisme matériel (ou matérialiste)¹³ » peut aussi être une bonne nouvelle pour les hommes. Des personnes malades ou âgées doivent pouvoir demeurer dans leurs voisinages d'origine, ce qui constitue un important facteur de santé et de bien-être¹⁴. Pour les enfants, un voisinage bienveillant peut être un bon complément « familial » et les aider à développer leurs compétences sociales.

L'ordre de grandeur de 200 appartements pour 500 habitant.e.s s'impose finalement aussi dans le cas de nouvelles constructions pour des RAISONS ÉCONOMIQUES : lorsqu'on peut construire en grand, les coûts sont moindres et l'impact écologique est moindre. Ce n'est probablement pas par hasard si, actuellement, la plupart des lotissements nouvellement construits sont de cette dimension.

Pour toutes ces raisons les voisinages doivent être

13. Dolores Hayden, *The Grand Domestic Revolution*, MIT Press, 1982.

14. Malcom Gladwell (*Outliers. The miracle of Roseto*, Black Bay Books, 2005) raconte l'histoire de la petite ville de Roseto (PA), une communauté d'immigrants italiens dont la particularité est d'être très peu sujettes aux maladies cardiaques. Le seul facteur commun qui pourrait expliquer cette caractéristique est le fait qu'ils ont importé leur mode de vie communautaire. La diète méditerranéenne n'a qu'un moindre impact et on ne vit pas plus longtemps parce qu'on mange plus de légumes et qu'on utilise plus d'huile d'olive.

urbains. 50% de l'humanité (et 75% des personnes en Europe et aux USA), habitent dans des villes. C'est pourquoi la redéfinition et révitalisation des villes est le défi le plus important de notre époque. Si nous ne mettons pas un terme à la prolifération des mégalo-poles sous leur forme actuelle, nous n'aurons pas d'avenir durable. Nous devons donc concentrer notre attention sur les villes¹⁵. Mais sans un changement profond de ces villes où se sont accumulés les ressources et le pouvoir, il n'y a pas de chance de modifier le rapport ville-campagne.

Et qu'en est-il des zones rurales ? Il est évident que toutes les conséquences de notre mode de vie aberrant, les conséquences des crises, de l'industrialisation de l'agriculture etc. se font sentir également à la campagne, avec la destruction des forêts, l'usage non contrôlé de pesticides, l'appropriation des terres etc. Il est tout aussi évident que la transformation des zones rurales doit se faire en parallèle à celle des villes, en re-naturalisant le paysage et en re-urbanisant les villes selon d'autres critères. Protéger les zones rurales contre les monstrueux développements immobiliers, en établissant à la place des liens d'agriculture contractuelle (CSA : *Community*

15. Ce n'est certainement pas un hasard si nous vivons une période de soulèvements urbains généralisés. Que ce soit à Moscou, au Caire, à New York, Lima, Londres, Istanbul ou Madrid, de tels soulèvements peuvent surgir à tous moments et pour des raisons tout à fait différentes (des arbres dans un parc d'Istanbul, un dysfonctionnement des bus à São Paulo, etc.). Ils sont l'expression d'une insatisfaction générale non seulement des conditions de vie dans les villes, mais aussi du mode de vie et d'un système économique.

Supported Agriculture) (cf. micro-agro), est un moyen de faire revivre la campagne en même temps que les villes. Quand les banlieues réintégreront des centres-villes réinventés nous gagnerons de nouvelles terres pour l'agriculture de proximité. De la même manière les centres agricoles apporteront une vie nouvelle aux villages et aux hameaux et harmoniseront les échanges entre les deux modes de vie.

Un dernier point essentiel : tout le monde ne veut pas vivre dans des voisinages et on n'a jamais dit que tout le monde devait le faire. Une large majorité (disons : 65%) suffirait déjà pour une nouvelle configuration du système et garantirait un certain « pouvoir des voisinages ». Ce que nous voulons montrer ici, c'est la faisabilité de voisinages de subsistance comme modèle et la possibilité d'en évaluer les différentes variations. Au centre et dans des lieux éloignés, il y a suffisamment de place pour les solitaires, les introvertis, les petits groupes et toutes sortes d'autres communautés. Les voisinages eux-mêmes auront différents niveaux de communité : certains pourront ressembler à des appartements-hôtels, où chacun sera livré à lui-même, d'autres auront une vie communautaire plus intense. Les différents voisinages peuvent établir de multiples alliances et coopérer dans certains domaines (celui des soins, par exemple). Dans une même région, ils constituent ainsi un réseau stable de sécurité sociale qui n'a pas besoin de soutien administratif, mais qui est tout simplement le résultat de la vie telle qu'elle doit être. Des voisinages mitoyens peuvent garantir à chacun de rester toute

sa vie dans une même communauté, ce qui est très important pour le bien-être et la santé.

LA SEMAINE DE SIX TONNES

Une nouvelle logistique alimentaire sera essentielle si nous voulons mettre en place un style de vie écologiquement durable. La « réinterprétation de la ville à partir de la campagne », dont parle Vandana Shiva, est la base de toute proposition sérieuse pour une société post-croissance et post-capitaliste.

Selon plusieurs estimations, un voisinage a besoin d'environ six tonnes de denrées alimentaires par semaine. Certains produits – pommes de terre, céréales – n'arrivent toutefois qu'une fois par an et peuvent alors être transportés en grande quantité par chemin de fer. La coopération des livraisons entre les voisinages semble une bonne option. Le petit camion de 2 tonnes nécessaire et suffisant pour ce type de transport peut être partagé entre deux ou plusieurs voisinages¹⁶.

Comme le montre le tableau p. 92-93, une alimentation davantage végétarienne peut permettre de réduire considérablement les besoins en terre, mais une production animale (lait, œufs et viande) diminuée serait déjà un pas vers un meilleur équilib-

16. Sur la base d'une étude de la FIBL (*Forschungsinstitut für Biologische Landwirtschaft*, Suisse) pour 100 personnes. En fonction du partage de la production animale l'utilisation de la terre varie de 54ha à 126ha dans une étude sur l'Allemagne (Atsuko Wakamiya, « Familie, Haushalt, Ernährung, » dans *Landinfo*, 7/2011), ce qui nous ramène à notre estimation des 80 ha.

bre. Elle est compatible avec un mode de vie globalement soutenable. Avec une alimentation végétarienne, on n'aurait besoin que de la moitié de la surface agricole, mais pas en dessous de 32,5%, puisqu'on aura besoin d'une surface plus grande pour une production végétale de calories et de protéines (par exemple de haricots).

Il n'est pas nécessaire que chaque territoire soit à 100% autonome sur le plan alimentaire. La plupart des territoires (États, pays) n'ont pas été conçus sur des bases écologiques, mais sont le résultat d'accidents historiques. L'importation-exportation de nourriture au niveau d'un continent ou au niveau mondial peut être conçue de manière écologique et équitable, et peut même s'avérer nécessaire en cas de besoin.

Pour une logistique alimentaire directe, il faut un entrepôt en rez-de-chaussée de 300 m² environ, et un espace pour la transformation et la préparation des aliments qui sert aussi de cuisine. Dans cet entrepôt-cuisine, les denrées alimentaires livrées ne sont pas seulement stockées, mais transformées immédiatement en repas. Du fait que 32% de la consommation d'énergie dans l'alimentation sont occasionnés par le stockage et la transformation¹⁷, il est crucial que les denrées alimentaires ne soient pas déplacées indéfiniment d'un réfrigérateur à l'autre, mais qu'elles soient préparées sous forme de plats cuisinés aussi prêts que possible à la

17. M. Hänggi, *Ausgewert. Das Ende des Ölzeitalters als Chance*, Rotpunktverlag, 2011. 22% sont utilisés pour la production, le reste pour l'emballage, le conditionnement et les transports.

Aliments bios pour 500 personnes (estimations pour l'Europe centrale)

| PRODUIT CRU | PRODUIT TRANSFORMÉ | PERSONNE / SEMAINE | |
|----------------------|-----------------------------|-----------------------------------|--|
| Légumes Herbes | | 2 kg | |
| Lait | Yaourt fromage beurre | 2 l 0,4 kg 0,3 kg 0,2 kg | |
| Œufs | | 4 | |
| Céréales | Pain pâtes | 1 kg 1 kg | |
| Pommes de terre | | 1 kg | |
| Fruits, baies, cidre | | 3 kg | |
| Viande | | 0,6 kg | |
| Total | | | |

Quantités et surfaces requises

| | 500 PERS./ SEM. | PAR AN | SURFACE |
|--|--------------------------------------|----------------------------------|--|
| | 1 000 kg | 50 000 kg | 2,5 ha |
| | 1 000 l 200 l 150 kg 100 kg | 260 000 l | 60 vaches 30 ha |
| | 2 000 | 5 000 kg | 500 poules, 5 ha |
| | 500 kg 500 kg | 50 000 kg | 15 ha |
| | 500 kg | 25 000 kg | 1 ha |
| | 1 500 kg | 75 000 kg | 8 ha |
| | 300 kg | 15 000 kg (41,8 kg/habitant)* | Bœuf: 12 t, 17,5 ha, Porc: 3 t, 5 ha |
| | 5,76 t | 300 t | 85 ha, animal: 57,5 ha, végétal: 27,5 ha |

* En 2012: France 66 kg; Suisse 54 kg ; USA 123 kg.

consommation. On peut alors choisir d'aller chercher ses repas (80 m/1 minute) et de terminer leur préparation dans l'appartement ou la communauté de résidence (ajouter des sauces, réchauffer), ou de les consommer immédiatement au restaurant voisin. D'un point de vue écologique, il n'est ni rationnel ni nécessaire qu'un grand nombre de personnes prennent leurs repas ensemble dans de grandes salles (la plupart du temps vides, mais chauffées). Le « restaurant » est dès lors une salle polyvalente (salon, bibliothèque, café, lieu de discussion et d'échange, fumoir, espace de travail) de 300 m² environ dans laquelle quelque 150 personnes peuvent se trouver en même temps pour cuisiner et manger, ce qui est bien plus agréable et permet également une communication continue et informelle. Toutes sortes de dîners ou de clubs gourmets sont possibles¹⁸. Un tel espace suffit amplement pour favoriser une communication spontanée (informations, conversations, confrontations et rencontres).

Dans ces entrepôts-cuisine vous trouverez des légumes frais et du pain, 40 types de tomates, des œufs de poules bienheureuses dans leurs plumes,

18. Un cercle hebdomadaire qui fonctionnerait comme suit : 44 membres se répartissent en 11 équipes de cuisine de 4. Chaque équipe, fait la vaisselle et tout le travail quatre fois par an et paie pour toute la nourriture. Ce qui veut dire que vous pouvez manger 40 fois gratuitement et que vous avez la possibilité de communiquer sans avoir à donner un coup de main (Il est essentiel que dans ce cas l'aide soit rigoureusement interdite !) Après un an (il y a 8 semaines de vacances pour chaque cercle), les membres peuvent partir ou rester et un nouveau cercle se constitue. Je connais pour ma part deux cercles qui fonctionnent ainsi depuis 20 et 12 ans.

des quiches fraîches, des soufflés appétissants, des pâtés, des saucisses et des pâtisseries du jour. Comme l'a dit récemment une jeune chef suisse, « la radieuse carotte pourra remplacer le caviar rébarbatif ». La suffisance bien préparée peut être la base d'une nouvelle forme de luxe !

Les questions qui se posent sont les suivantes : pourquoi devons-nous nous approvisionner nous-mêmes en denrées alimentaires au niveau d'un voisinage ? Est-ce qu'une coopérative alimentaire au niveau d'un quartier ou d'un voisinage n'est pas suffisante ?

Si nous voulons trouver une alternative à l'agri-business et à la logistique illogique des supermarchés, l'agriculture doit être directement reliée aux consommateurs. Le statut de l'agriculture comme faisant partie de l'économie du soin – soin de la terre, des plantes et des animaux – requiert une participation personnelle et les consommateurs doivent connaître réellement et personnellement les producteurs et participer de manière appropriée à la production, comme le précise le collectif zurichois *ortoloco* (ortoloco.ch). Il n'est pas nécessaire que nous devenions tous des fermiers, mais nous devons tous être associés de près à la production de nourriture.

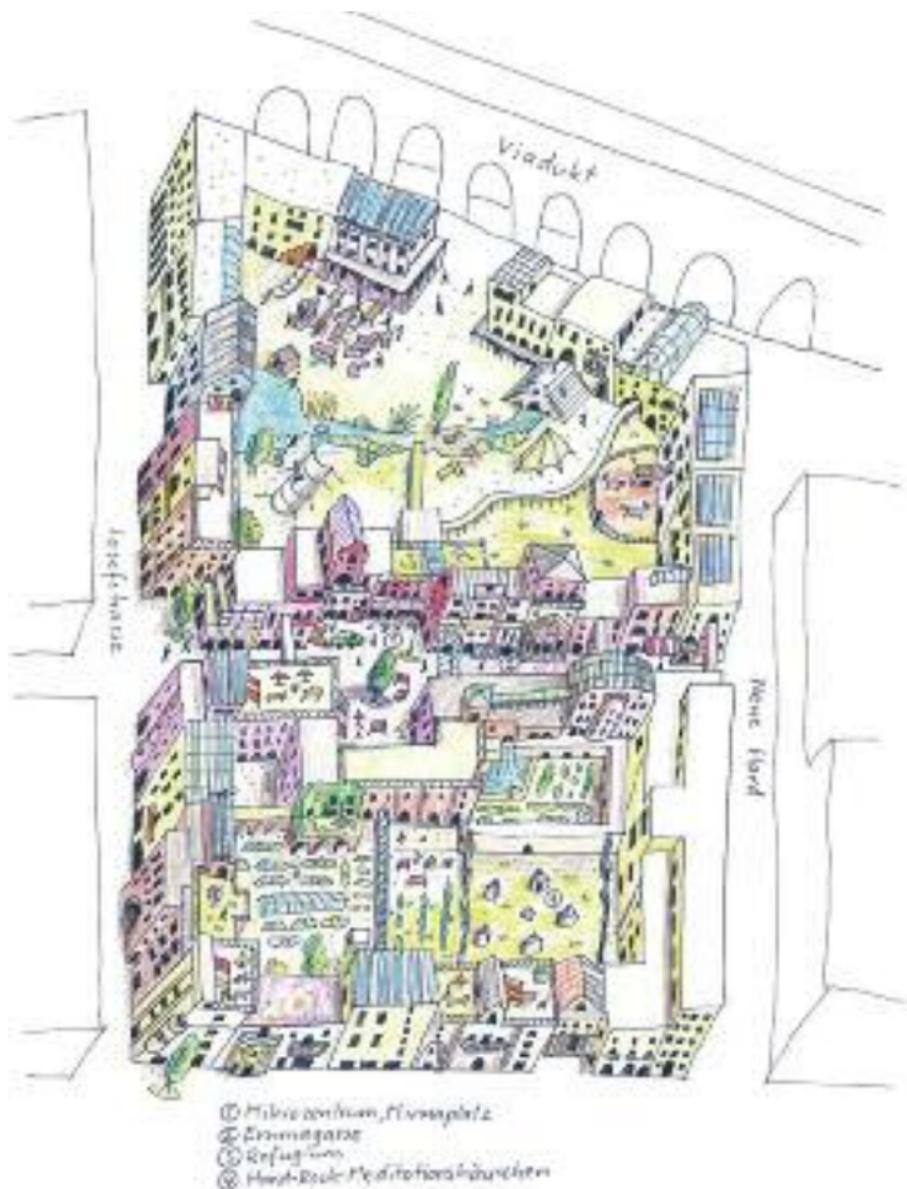
Organiser des voisinages de consommateurs est réalisable et durable. Selon une étude allemande, la logistique de supermarchés régionaux (nourriture provenant de la région pour ses propres habitants, comme nous le suggérons) est écologiquement plus performante qu'un supermarché standard, un

magasin bio, un marché fermier ou toute autre solution de distribution alimentaire¹⁹.

L'IAASTD (*International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development*), qui publie un rapport sur l'agriculture mondiale semblable à ce que publie l'IPCC (*Intergovernmental Panel on Climate Change*) concernant le climat, recommande des unités agricoles de taille moyenne comme solution globale pour nourrir les 9 milliards et quelques d'habitant.e.s de la planète des prochaines décennies. Étant donné l'impact des énergies fossiles, une production agro-industrielle à large échelle est sans avenir si nous voulons réduire les émissions de CO₂ et maîtriser le changement climatique. De plus, sa consommation en eau est très importante, elle détruit la biodiversité et la nourriture est gaspillée. Ce qui n'arrive pas avec le pain que Nancy a fait cuire elle-même dans son four, ni les navets

19. Les marchés fermiers, en fait, ne sont pas très écologiques, dans la mesure où l'essentiel de la nourriture est transporté en petites quantités et une grande partie revient à la ferme, après la vente. Comme alternative aux supermarchés, ils sont bien entendus bienvenus en attendant que se mette en place un système de livraisons directes. En tant que « musées de nourriture vivante » et institutions communicationnelles et de plaisir, particulièrement au niveau d'un quartier, comme les marchés couverts, ils survivront et ne constitueront pas un problème écologique. Que seraient Paris, Barcelone ou Athènes sans ces marchés ? Là où la micro-agro fournira de la nourriture quotidienne, les marchés offriront des petits plaisirs et des lieux de rencontres et discussions. Martin Demmeler, *Ökobilanz eines Verbrauchers regionaler Bio-Lebensmittel*, Bioring Allgäu, 2000. La taille du dépôt est essentielle pour faire face aux fluctuations à la demande – tout gérant de magasin sait à quel point le trop petit commerce engendre le gaspillage.

Voisinages et Communs (quelques dessins)



I. Une proposition de voisinage sur le site d'un incinérateur de déchets désaffecté à Zurich.

Quarti

Förvillbuckstrasse

Hardturmsstrasse

Pro

Tram

Ena

Linnmat

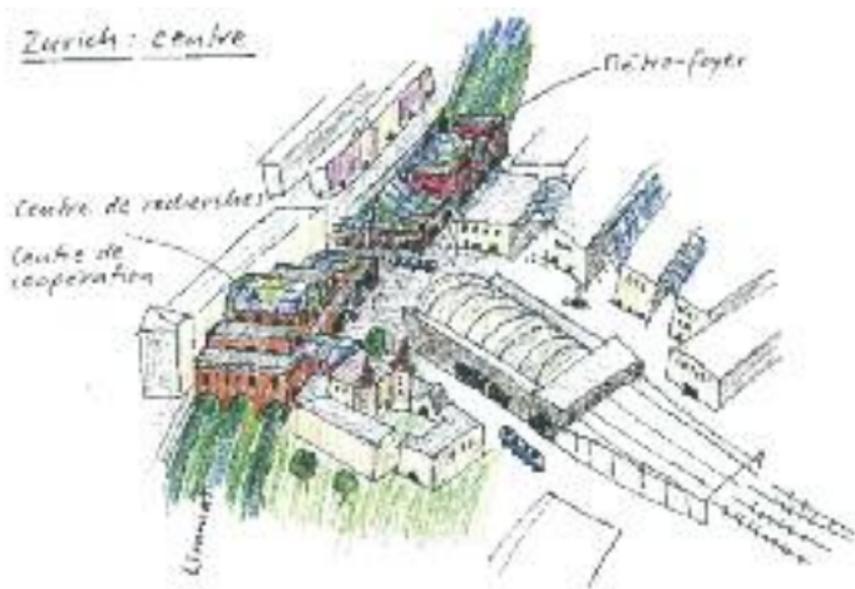




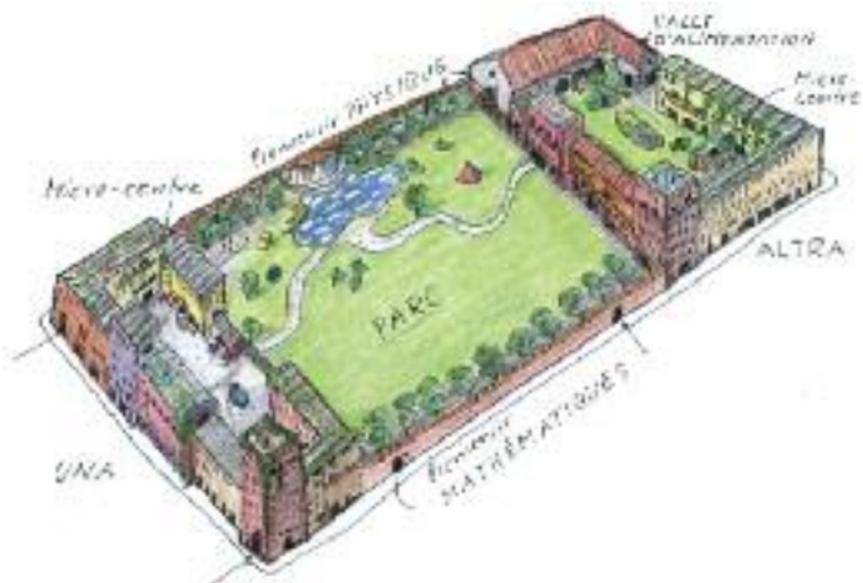
2. Trois propositions de voisinages, Fna, Cro, Pni, et des ateliers de quartier, THEMA, sur le site abandonné d'un stade de football, à Zurich. Voir la III^e partie.



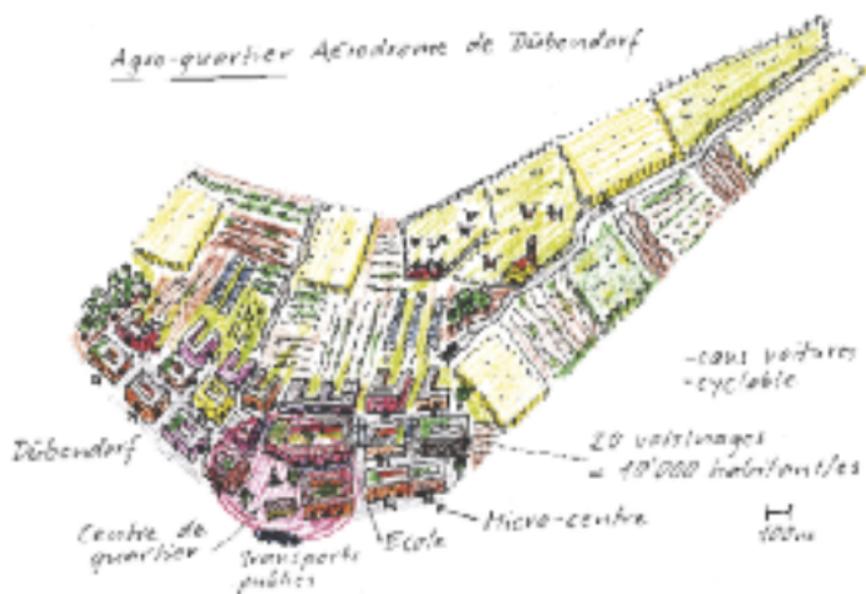
3. Modèle de voisinage, voir p. 76 et 81.



4. Proposition pour le nouveau centre de Zurich, voir p. 126.



5. Proposition pour deux voisinages modèle (UNA et ALTRA) sur le site d'une caserne désaffectée à Zurich (voir p. 161).



6. Un agro-quartier sur l'emplacement d'un aéroport désaffecté près de Zurich (Dübendorf), voir p. 129.





7. Idée d'un ABC proposé pour le quartier Loshumba au Nord de Zurich. Voir p. 123 sqq.

La Suisse durablement simplifiée



8. La Suisse durablement simplifiée

organiques que vous avez fait pousser vous-mêmes. Ainsi la seule manière envisageable de faire de l'agriculture sur cette planète est une production intensive, diversifiée et majoritairement bio. Certes, cette forme d'agriculture est désespérément non rentable dans les conditions actuelles, c'est pourquoi... il faut changer les conditions !

À quoi pourrait ressembler cette nouvelle agriculture ? Autour d'un noyau d'une dizaine de personnes, l'équipe générale de travail ménager d'une coopérative agro-urbaine devra engager à peu près le même nombre de travailleurs, en fonction des saisons (pour les constitutions des haies, les récoltes, les travaux d'été). Ce qui ne veut pas dire que tout le monde doit travailler dans les champs, parce que le fonds commun est si vaste et flexible qu'un large choix de tâches peut être proposé : cuisine, gestion des dépôts, entretien des bâtiments, garde d'enfants etc.

La plupart des voisinages doivent combiner, de manière écologique et réaliste sur le plan économique, l'agriculture et la vie urbaine.

Pour livrer 6 tonnes de nourriture par semaine (en trois livraisons de 2 tonnes) un petit camion est suffisant et il peut être alimenté en biogaz, produit par une petite partie des déchets de la consommation (ou autre biomasse). Les autres jours, le même camion peut être utilisé par un voisinage proche. La logistique très simple (« tu vas de A à B et c'est tout ») remplace la chaîne courante de la logistique alimentaire, qui cause un énorme gâchis entre des centres de distribution, des supermarchés, des centres commerciaux et des consommateurs qui vont

d'un endroit à l'autre. L'emballage représente aujourd'hui 50⁰% du prix de la nourriture. Au lieu de ça vous avez une sorte de supermarché incorporé tous les 100 mètres où vous pouvez vous rendre en ascenseur ou à pied 24 heures sur 24. Il est essentiel qu'il n'y ait aucune restriction dans les horaires d'ouverture pour ne pas encourager de surstockage dans des espaces réfrigérés. Vous pouvez avoir une bière fraîche dans la minute qui suit.

Un dépôt+cuisine intégré à un micro-centre de voisinage rend l'ensemble bien plus rationnel en termes de synergie. Voilà une proposition plausible pour un micro-centre d'environ 1200 m².

| | |
|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Entrepôt alimentaire | 300 m ² |
| Boulangerie | 30 m ² |
| Transformation | 30 m ² |
| Restaurant/bar | 300 m ² + terrasse |
| Médiathèque | 30 m ² |
| Entrepôt de troc | 50 m ² |
| Textile | 30 m ² |
| Blanchisserie | 50 m ² |
| Cordonnerie, outils | 30 m ² |
| Bain-douches/hammam | 300 m ² |
| Salle de repos (silence) | 30 m ² |
| Salle pour les enfants ²⁰ | 60 m ² |
| Administration | 30 m ² |
| Total | 1270 m ² ²¹ |

20. Inutile de dire que les quelque 80 enfants du voisinage auront besoin d'espaces supplémentaires en jardins d'enfants, centres aérés, caves pour les ados, etc. Ils peuvent aussi utiliser tous les autres espaces, bien évidemment.

21. Redémarrer la Suisse, *Nachbarschaften entwickeln!* 2013.



Un micro-centre

Ce micro-centre offre un paysage social décontracté avec différentes fonctions et services, des niches et plusieurs entrées et sorties. On peut se rencontrer ou s'éviter.

Ce serait une erreur de considérer le micro-centre comme un assemblage de petites entreprises. Il fait pleinement partie de la coopérative et est géré par des professionnels rémunérés et des coopérateurs bénévoles²². Il ne s'agit donc pas d'une remise à l'honneur nostalgique du petit commerce qui appartient irrévocablement au passé. Aujourd'hui, quelle fille de boucher voudrait encore devenir *nécessairement* bouchère, quel fils de boulanger, *nécessairement* boulanger? Une logistique de petit commerce provoquerait par ailleurs des conflits d'objectifs interminables entre consommateurs et propriétaires et introduirait une logique de profit dans un secteur économique qui, précisément, ne permet plus depuis longtemps de faire des profits (ou alors uniquement au moyen d'une exploitation extrême des membres de la famille ou de migrantes et migrants sans papiers qui ne peuvent pas se défendre, comme c'est souvent le cas aujourd'hui dans de petites entreprises).

Cette nouvelle institution de voisinage offre un

22. Un tel micro-centre peut être géré par 6 personnes payées à plein-temps et 56 000 heures de travail bénévole par an sur la base de 3,2 heures par semaine pour 350 personnes (sans compter les enfants et les personnes âgées) soit un total de 36 emplois à plein-temps. (Redémarrer la Suisse, *Nachbarschaften entwickeln!* 2013, p. 42). Un projet d'habitat à Winterthur, Suisse, commencera avec 36 heures/an/personne, mais avec une infrastructure très réduite (cf. www.giesserei-ge sewo.ch).

confort qui peut être comparé à celui d'un hôtel 4 étoiles. Une grande chambre chauffée, une douche, un balcon, un agencement de qualité (ces chambres peuvent également être regroupées en petits appartements – si l'on tient encore au concept d'« appartement » qui est, au fond, aberrant !). Elle peut disposer même d'une piscine intérieure²³, de plusieurs salons, de bibliothèques, d'un *gourmet-shop* avec plats à emporter, d'une salle d'ordinateurs, d'une blanchisserie, d'un salon de coiffure, d'un billard, d'un fumoir, de loueurs de costumes et de déguisements bien achalandés pour le quotidien et les fêtes.

Tout le potentiel de ce modèle devient évident dès lors qu'on imagine que, dans un contexte urbain dense, on trouve de tels micro-centres tous les 200 mètres et que l'échange entre eux est possible. C'est une sorte de relocalisation appliquée (*cf.* Latouche). Autour d'un micro-centre géré de manière coopérative, d'autres entreprises (coopératives ou privées du troisième secteur) peuvent fleurir : des caves à cigares, des caves à vins, des bijouteries, des réparateurs de bicyclettes, des avocats, des boutiques d'ordinateurs, des chapeliers pas fous, des fleuristes etc. En d'autres termes, vous avez la vie des rues trépidante du « bon vieux temps », sans la misère qui y était associée. Ça permet une vie urbaine *per se*, des promenades autour du quartier, des visites aux différents micro-centres, observant toutes les activités de rez-de-chaussée, sans être dérangés par des voitures garées ou circu-

23. Voir Sargfabrik à Vienne (www.sargfabrik.at) ou le lotissement de Halen à Berne (www.halen.ch).

lant dans les rues (ou alors très rarement et uniquement de très belles voitures!). Pur bonheur! Des villes qui proposent de genre de vie dans d'étroites allées piétonnes sont considérées comme très attrayantes. C'est pourquoi vous voudrez avoir un pied-à-terre à Paris, à Manhattan, Barcelone, et pas tellement à Brasilia, Dubai ou Houston, Texas²⁴.

ASSEZ, C'EST PLUS QU'ASSEZ : LA SUFFISANCE

Le voisinage décrit ci-dessus impliquerait un besoin d'énergie de 1008 watts par personne²⁵, qui correspond à l'exigence écologique à long terme pour ne « consommer » qu'une seule planète et pas deux ou plus. Notre actuelle consommation d'énergie (monde occidental) se situe aux alentours de 6 000 watts (et 10 000 watts par personne aux USA²⁶) (en fonction de la prise en compte ou non de l'énergie grise importée).

24. Cf. Jacobs, Alexander, Sennett (voir bibliographie) et Edward Glaeser, *Triumph of the City*, Penguin, 2011.

25. Le watt est l'unité de mesure du taux de conversion de l'énergie. 1 000 watts signifie qu'un ballon de 1 000 watts est consommé par chacun de vous ou que vous avez une centaine d'« esclaves énergétiques » (un humain produit 100 watts) à votre disposition. Ce wattage peut aussi prendre différentes formes : calories en nourriture, gaz, bois, électricité, énergies grises en biens, services humains.

26. Ce qui ne veut pas dire que le citoyen américain doit s'attendre à être dix fois plus heureux que l'habitant des voisinages! « Le vice, c'est le mal que l'on fait sans plaisir » dit Baudelaire!

La consommation d'énergie n'est évoquée ici qu'à titre d'exemple de toute une palette de problèmes écologiques auxquels elle est toutefois étroitement liée aujourd'hui. Vous pouvez également utiliser ce qu'on appelle une « empreinte écologique », mais ça n'arrange pas les choses.

Si on considère la planète comme un Commun, la part de consommation d'énergie qui revient à chacun devrait être sensiblement la même (corrigée en fonction du climat, du rapport ville/campagne et des conditions locales). En Éthiopie, cette part est actuellement de 100 watts. 500 serait probablement plus équitable, et 1 500 dans des zones plus froides serait tout aussi acceptable. Une division par 6 est réalisable en fonction de l'efficacité technique, des énergies renouvelables et d'un mode de vie plus luxueux, mais plus collectif (*cf.* suffisance).

Comme point de référence général, 1 000 watts est un objectif ²⁷.

27. Ladite société à 2000 watts est une invention suisse de l'Institut ETH (*Federal Polytechnical Institute*, 1998) fondé sur une estimation antérieure pour un niveau de consommation d'énergie globalement soutenable, par le physicien brésilien José Goldemberg, qui suggère une ration globale de 1049 watts. Ce qui inclurait un réfrigérateur de 315 litres, une télé en couleur, 2 850 km en voiture, 345 kilomètres en avion et une grande quantité d'acier, aluminium, et autre matériaux (Hänggi 2011, p. 58 *sqq.*). Ces 1 000 watts ont été doublés par les physiciens d'ETH pour arriver à une proposition qui soit plus acceptable pour le grand public. Toutefois la moyenne courante du niveau d'énergie de la planète, 2300 watts, est insoutenable et correspond à une empreinte écologique de 1.8 (c'est-à-dire que nous utiliserions actuellement 1,8 planètes). Ainsi, 1 000 watts n'est

La SUFFISANCE implique un mode de vie qui peut être illustré par les valeurs de consommation suivantes correspondant à un menu à 1.000 watts par personne :

- 20m² de surface habitable privée (à bonne température) dans un bâtiment bien isolé ;
- pas de voiture ;
- pas de voyages en avion ;
- 9 kilomètres par personne/jour en train (aujourd’hui, ce sont en moyenne 6 km) ;
- un voyage de 2000 km en train ;
- un voyage de 12 000 km en bateau ;
- 18 kg de viande par an (aujourd’hui 50 kg) ;
- 70 litres d’eau par jour (aujourd’hui : 160 l) ;
- 1 journal pour 10 habitants.

pas seulement plus honnête, mais c’est plus réalisable. Si deux personnes s’éclairent avec une lampe de 1000 watts, l’énergie utilisée par chacun est de 500 watts. Si 20 personnes sont assises dans une pièce sombre où quelqu’un lit un livre sous une lumière de 50 watts, chacun utilise 2,4 watts. Lumière, musique, chauffage, transports etc. peuvent facilement être partagés de cette manière comme Communs (partiellement) non-concurrent. Impossible de faire ça avec une bouteille de vin. Partager l’« énergie grise » (ou énergie intrinsèque) des bâtiments, des systèmes de transport, ou des machines est particulièrement efficace. Le restaurant de mon immeuble n’a pas besoin de chauffage, parce que la chaleur corporelle des clients circule selon un système d’échange de chaleur. Le même système réduit également la consommation d’énergie dans les appartements. Ce genre de système est relativement coûteux et efficace uniquement dans de grands immeubles (voir le modèle de référence *supra*, p. 76). Organiser les différentes formes de partage de manière agréable est probablement l’enjeu (et le jeu) de la vie de voisinage. Mais il faut penser « grand ».

À noter qu'il ne s'agit pas *du* mode de vie imposé, mais d'une illustration quantitative d'une possibilité parmi un ensemble multiple de consommation d'énergies. Celles et ceux qui ne mangent pas de viande, par exemple, peuvent avoir une voiture : les végan.e.s conduisent²⁸. Ceux qui ont besoin d'une plus grande surface habitable peuvent renoncer volontiers au voyage en train, puisqu'ils sont si bien chez eux !

En ce qui concerne le grand voyage, il est évident qu'aujourd'hui, il n'y a pas assez de bateaux et que les bateaux existants ne sont pas suffisamment écologiques. Le chiffre indique uniquement que les transports par voie d'eau sont les plus efficaces en termes écologiques et que nous ne devons pas pour autant renoncer à une certaine mobilité sur cette planète. Nous devrions donc réutiliser les systèmes de canaux et construire des voiliers high-tech plutôt que des voitures et des avions. Ce sont

28. Si vous êtes végétarien, que vous ne conduisez pas de voiture, que vous ne vous déplacez qu'à bicyclette, que vous vivez dans une pièce de 10 m², on peut dire que vous... exagérez ! et que vous êtes de ceux qui vont sauver deux planètes au lieu d'une. (Mais partageriez-vous le bénéfice de votre ascétisme jusqu'au-boutisme avec quelqu'un qui conduit une Ferrari et mange de gros steaks industriels deux fois par jour ?) Un mode de vie durable n'est pas une question de comportement individuel. Aujourd'hui l'individualisation de la responsabilité est un piège tendu par le capitalisme vert (comme l'interdiction de fumer ou l'ostracisme dont font l'objet les personnes grosses ou ceux qui ne font pas de sport, etc.). Ce que nous défendons est un mode de vie qui soit le résultat implicite d'une infrastructure commune qui ne rend pas seulement la vie acceptable, mais surtout agréable. Soit on est d'accord là-dessus, soit on laisse tomber !

des exemples d'une nouvelle écoconception dans les transports que nous devons réaliser aux plans continental et global.

L'actuelle utilisation de l'internet (160 à 286 watts par utilisateur²⁹) n'est sans doute pas envisageable durablement. Une réduction du nombre d'ordinateurs, un usage collectif et une utilisation servant en priorité à optimiser l'économie domestique et à échanger des biens, pourraient diviser cette consommation par dix et la rendre ainsi supportable. Tout comme la vision collective de DVDs qui doit devenir une occasion de socialité. Une intensification de la communication *off line*, de personne à personne, permet également de résoudre le problème de la connexion *on line* permanente.

Avec notre consommation actuelle, différents autres postes sont si peu importants que ce n'est pas une priorité d'y faire des économies (bien que cela ne fasse pas de mal que nous en fassions quand même) : vêtements (8,5 watts), meubles (16 watts), ordures ménagères (11 watts). Les domaines où ça vaudrait encore de la peine d'intervenir sont le plastique (224 watts), le papier (75 watts), le carton (60 watts), qui sont à comparer avec les postes les plus importants tels que le chauffage (1 568 watts), la voiture (1 598 watts) ou les voyages en avion (686 watts) ; ce dernier chiffre est probablement plus élevé aujourd'hui (avec l'explosion des voyages *low cost*, qui ne sont *low* que pour le *cost*, mais pas pour

29. On ne parle pas, bien entendu, des épouvantables conditions de production actuelle des ordinateurs et des téléphones portables.

la consommation d'énergie) puisque ces chiffres de consommation se réfèrent à la fin des années 1990.

L'idée n'est pas tant de recycler que de ne pas utiliser des biens ou des services dont nous n'avons pas besoin de manière impérative.

Le domaine de l'éducation représente aujourd'hui 3,6% des besoins primaires en énergie : une augmentation de l'éducation ne signifierait donc pas notre mort écologique. Mais il est évident qu'il est possible de construire également les écoles de manière plus écologique et au bon endroit et de mieux utiliser leurs ressources en termes d'espace dans le contexte du quartier.

Du fait que le but de la société à 1 000 watts est de réduire les émissions de CO₂, on pourrait évidemment objecter qu'en utilisant des énergies renouvelables non fossiles et non nucléaires, on pourrait augmenter la consommation de watts autorisée sans préjudice³⁰.

Mais il est déjà difficile aujourd'hui de produire l'électricité dans des délais raisonnables (et pas dans 50 ans) à partir de sources renouvelables – alors qu'elle ne représente que 25% de la consommation totale d'énergie. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la consommation d'énergie n'est qu'un aspect de l'ensemble des problèmes écologiques et que même des installations d'énergies renouvelables sont une charge pour l'environnement (eaux flu-

30. Selon George Monbiot (*Heat. How can we Stop the Planet Burning*, Penguin, 2007) Nous avons besoin d'une diminution de CO₂ de 90%. Si nous contentons de réaliser ça sans autres types de changements, nos pays ressembleront « aux plus pauvres des pays du tiers-monde » (p. XIX).

viales, destruction des paysages, production, entretien et remplacement des installations etc.). On ne produit rien à partir de rien – c’est pourquoi il est préférable dans tous les cas d’intervenir au niveau de la consommation. Il va de soi que toutes les technologies appropriées sont exploitées. Mais même si nous couvrons la planète d’éoliennes jusqu’à la dernière colline, nous ne parviendrons jamais à atteindre les objectifs liés au climat. L’atmosphère est déjà trop saturée de CO₂.

Mais c’est pour une tout autre raison encore qu’une société moins énergivore est souhaitable. Comme Marcel Hänggi l’a si bien décrit dans son livre *Ausgepowert*, le *pouvoir* génère également du *pouvoir*. Ce qui veut dire qu’un flux important d’énergie demande plus d’investissements sociaux pour contrôler et maîtriser sa production et ses utilisations. Il y a donc plus de *pouvoir* en jeu et, en règle générale, ce sont ceux qui sont déjà du côté du pouvoir qui en profitent. Hänggi décrit la manière dont le cheval a fait basculer le pouvoir social en faveur des hommes (dans le cas des Amérindiens, mais également dans celui des peuples de cavaliers eurasiens 3 000 ans avant notre ère). L’énergie en soi peut avoir des effets dévastateurs, même sans parler des accidents nucléaires ou des naufrages de pétroliers. Les pays qui consomment le plus d’énergie (USA, Russie, Arabie Saoudite) ne sont ni les plus heureux ni les plus égalitaires³¹. Une vie avec moins d’énergie

31. Richard G. Wilkinson & Kate Pickett, *Pourquoi l’égalité est meilleure pour tous* (2010), cit.

est plus lente, plus légère, plus directe, plus insouciant³². La proximité spatiale qui l'accompagne est également une proximité sociale. Dans une perspective historique, une société à 1000 watts reste encore extrêmement « énergique » en termes d'inventivité et de sociabilité (rappelons qu'en Éthiopie, les gens doivent se débrouiller aujourd'hui avec 100 watts).

32. Le prix Nobel Daniel Kahneman (*Système 1 / Système 2: Les deux vitesses de la pensée*, cit.) a essayé de calculer ce qui porte le plus atteinte à notre qualité de vie. C'est ce qu'il appelle l'indice U. Cet indice est nettement plus évocateur que les sondages habituels qui se contentent de poser des questions idiotes du genre « êtes-vous heureux ? ». Il ne mesure pas des interprétations, mais évalue sur la base de cet indice U la durée du mal-être effectivement vécu. « Pour 1000 femmes américaines d'une ville du Centre-Ouest, l'indice U était de 29% pour le trajet matinal au travail, 27% pour le travail lui-même, 24% pour la garde des enfants, 18% pour les travaux ménagers, 12% pour les rencontres sociales, 12% pour la télévision et 5% pour le sexe. L'indice U des jours ouvrables dépassait celui des week-ends de 6%. » « L'indice U des femmes américaines (19%) est supérieur à celui des Françaises (16%) et des Danoises (14%). » Un des facteurs qui rend la vie des Françaises moins déprimantes, c'est le fait que le moment du dîner n'est pas perturbé par d'autres activités. Les Américaines font leur propre malheur en se livrant à d'autres activités en même temps qu'elles mangent. *Le plus grand facteur de mal-être dans les sociétés occidentales est celui des déplacements en automobile*, bien plus que la torture, la guerre, la mort ou la maladie (qui ne sont pas des 'activités' quotidiennes et en tout cas sont heureusement limitées dans le temps!) Donc, si nous roulons moins en voiture, si nous travaillons moins et si nous organisons la prise en charge des enfants de manière différente (par exemple dans des voisinages), nous nous rapprochons considérablement du bonheur. Mais qui sait : les bouchons au volant d'un électromobile sont peut-être beaucoup plus agréables!

Quand nous avons commencé à parler de la société à 1 000 watts, on a brandi le spectre d'un retour à l'Âge de pierre (époque où, comme tout le monde sait, on se déplaçait surtout en train!) ou en tout cas au Moyen Âge. Au contraire, ce mode de vie est très confortable. Dans les années 1950, nous vivions dans une société à 1 500 watts. Depuis l'efficacité de la consommation d'énergie a quadruplé, ce que veut dire que 1 000 watts d'aujourd'hui offrent un confort équivalent à 4 000 watts d'alors. Il est vrai qu'à l'époque, dans un univers de bigoterie, d'anticommunisme, de Guerre froide, soumis à une pression idéologique et patriarcale, on ne souffrait pas tant d'une pénurie de watts, mais plutôt d'un manque de communauté, d'autodétermination, de possibilités d'épanouissement culturel, de liberté de pensée et d'expression. Ce qui a provoqué les mouvements de révolte que l'on sait à partir des années soixante qui ont été asphyxiés par la surabondance de consommation des années 1970 et 1980.

Finalement, nous ne pourrions éviter un rationnement de toute notre consommation environnementale ; mais à la place du « limiter et commercer » (*cap and trade*), nous devrions essayer le « limiter et partager » (*cap and share*) qui est en tout cas plus juste. Si nous essayons de contrôler la consommation environnementale *via* les prix, les plus riches appuieront sur le champignon de leur Porsche, tandis que nous nous essoufflerons en pédalant sur nos bicyclettes. Personne ne voudra jouer à ce jeu-là, à moins d'être complètement idiots.

PAS DE DÉMOCRATIE SANS *DEMOS*
OU « LE POUVOIR DES VOISINAGES »

Le point sur lequel nous voulons insister ici est que les voisinages tels qu'ils sont définis précédemment ne sont pas uniquement des modules écologiquement et économiquement stables, mais forment l'indispensable base sociale d'une nouvelle civilisation. D'un côté ils sont résilients, stables, anti-fragiles, coopératifs fondés sur les huit règles d'Ostrom, efficaces sur le plan de l'énergie etc., et de l'autre ils ont une fonction sociale et politique fondamentale.

Pourquoi des voisinages ? Sans ce premier cercle d'une société fondée sur les Communs, tout le reste manque de fondations et s'écroule à intervalles réguliers. Sans ce *demos* élémentaire, il n'y a pas de démocratie. Dès lors, le point crucial de la transformation de nos cités en voisinages multifonctionnels est la participation des coopérateurs à la première personne.

Si les gens ne comprennent pas que leur participation dans ce cercle est importante, voire vitale, les voisinages dégèneront en unités administratives et l'essence démocratique se perdra. Et les autres cercles ne fonctionneront pas non plus. Comme Jeremias Gotthelf ³³ l'a écrit : « C'est à la maison que doit commencer ce qui illuminera la patrie. »

33. Pseudonyme d'un écrivain bernois du XIX^e siècle, qui s'est attaché dans ses romans à décrire le changement de la société paysanne suisse sous l'effet de la modernisation et du capitalisme. Les éditions suisses L'Âge d'homme ont réédité plusieurs de ses romans.

La participation ne devra cependant pas attendre la mise en place de voisinages. Elle est indispensable déjà en amont. Ce n'est que lorsqu'on s'implique dans la décision et le développement d'une chose qu'on s'identifie à long terme avec celle-ci. Un voisinage vivant est idéalement le résultat d'une belle histoire.

« Le pouvoir des voisinages³⁴ » ne devrait pas être sous-estimé. Dès aujourd'hui, des voisinages, au sens le plus large du terme, sont étroitement interconnectés par l'internet, des rencontres globales et des ONG qui sont souvent domiciliées dans les voisinages urbains les plus vivants. « Occupe ton voisinage » est la suite logique de « Occupe Wall-Street » (ou n'importe quel autre quartier de banques partout dans le monde). Les luttes pour l'espace dans les villes depuis les années 80³⁵ furent menées autour de la revitalisation et la défense de ces voisinages et contre les attaques hygiénistes de la « gentrification » ou la transformation de ces espaces en centres commerciaux désuets à ciel ouvert (les horribles centres commerciaux piétonniers – si c'est ça l'alternative, je préfère encore des centres-villes encombrés de camions!). Cette dimension horizontale des voisinages globaux sera un complément important aux institutions globales dont l'organisation est forcément plus indirecte et verticale. Les institutions de Communs, qui sont

34. Saskia Sassen, « Le pouvoir des voisinages », communication au *Congrès sur les voisinages*, Lucerne, novembre 2012.

35. Midnight Notes, *Strange Victories*, 1982.

finalement imbriquées sur le plan régional et global, ont besoin d'une base commune proche du quotidien, à laquelle tous ces cercles peuvent se référer. Les voisinages, qui ont partout des caractéristiques différentes – depuis le village de pêcheurs en Afrique jusqu'au gratte-ciel à Hong Kong –, constituent cette manière de vivre ensemble sur cette planète. C'est là que nous pouvons apprendre et développer les attitudes et les règles dont nous avons besoin pour gérer également des Communs plus grands et plus vastes. Si nous ne sommes pas compétents dans notre quotidien, tout le reste ira à vau-l'eau. C'est là que le « capital social » (un terme horrible, instrumentalisateur, mais toujours largement utilisé) ou, mieux : la confiance, la serviabilité, la capacité à gérer des conflits, la responsabilité, la capacité à collaborer au sein d'institutions sont acquises et maintenues. C'est là que se fonde le « pouvoir de faire ». Mais pour trouver la motivation de collaborer à petite échelle, il est essentiel que cette motivation soit impliquée aussi à plus grande échelle. Nous transformons le monde et tu restes dans l'entrepôt-cuisine à porter des caisses de légumes ? À ce régime, tu ne tiendras pas longtemps.

Ce qui veut dire que personne ne peut mettre en place des voisinages coopératifs multifonctionnels pour quelqu'un d'autre. Ils ne peuvent être créés de manière purement administrative (même si on ne refusera pas un petit coup de pouce des autorités). La participation à la transformation en voisinages des futurs habitants, dans le cas de nouvelles constructions, ou de personnes qui vivent déjà sur place, est déjà essentielle dans cette phase

du projet. Dans le cas de projets de coopératives d'habitat, qui émergent ici et là, l'implication des futurs occupants dès les premières ébauches est nécessaire pour leur donner les moyens de mieux définir ce qu'ils veulent, de créer des relations personnelles et de s'identifier avec le module social en train de naître. Un voisinage authentique est le résultat d'une histoire, d'une histoire commune ; c'est une sorte de « roman réaliste », de roman de la « vie bonne ». Pour inventer de tels « romans » de nouveaux liens d'initiatives citoyennes sont nécessaires, qui peuvent aussi mobiliser des soutiens des administrations locales, des savoir-faire des universités ou des groupes politiques. Il ne nous suffit pas de défendre les qualités décroissantes des voisinages contre les promoteurs immobiliers et les initiatives à courte vue des autorités locales, nous devons aller de l'avant et positionner nos voisinages comme les modules globaux d'une nouvelle civilisation, d'un projet universel. C'est ce but que nous devons nous fixer pour garder l'esprit clair et nous savons tous à quel point la résistance permanente en solitaire peut être pénible.

QUARTIERS, BOURGS

Pour importants que soient les voisinages, ils ne sont toutefois pas en mesure d'organiser l'ensemble des Communs. Ce serait en fait une grosse erreur de surcharger les voisinages de tâches qu'ils ne peuvent pas ou ne devraient pas accomplir. C'est ce que nous avons évoqué avec le problème de la

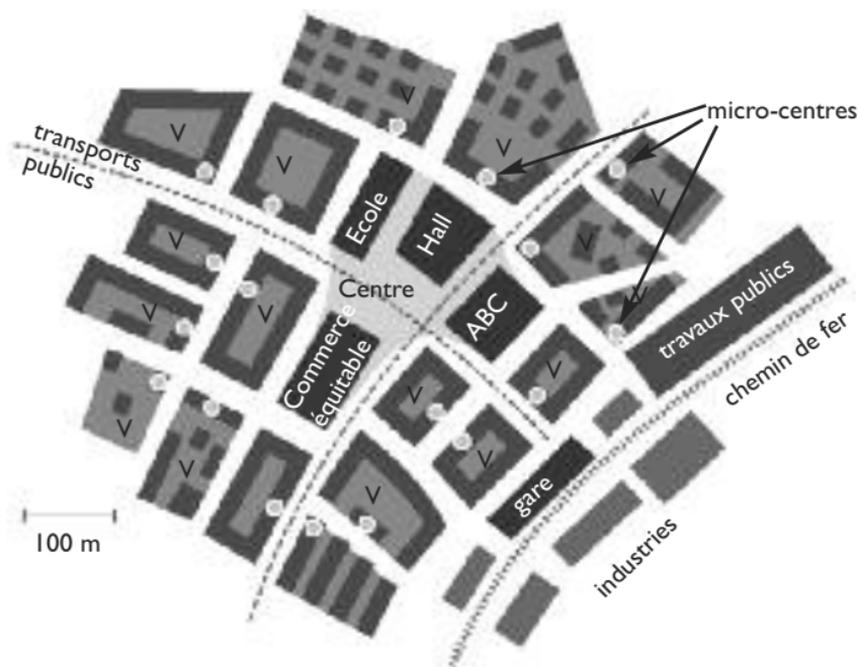
taille. Les jardins d'enfants, les écoles, les centres de soins médicaux, les systèmes d'énergie ou d'alimentation en eau ne devraient pas être intégrés dans des voisinages urbains. Mais nous ne parlons pas, bien entendu, de zones rurales isolées, ou d'autres régions insulaires ou désertiques, où la situation est différente. « Le diable est grand dans un petit village », dit le proverbe équatorien. Les voisinages ne sont pas des containers fermés, mais plutôt des carrefours ouverts, des lieux de rencontres, d'arrivée et de départ. Ils ont besoin de beaucoup d'air pour respirer, ils ont besoin d'autres voisinages et de coopération complémentaire au niveau des quartiers et des petites villes. Ils sont aussi reliés à leur contexte urbain plus large et aux grandes villes comme New York, São Paulo ou Lagos, qui suivent leur propre logique et ont leurs propres caractéristiques (*cf.* centres-villes). Une ville ne peut pas exister simplement comme un *patchwork* monotone de voisinages juxtaposés.

Le module suivant, qui a valeur de modèle théorique, est une zone urbaine de 10 000 à 50 000 habitants qui peut faire partir d'une plus grande ville ou constituer à elle seule un bourg dans la campagne. Un tel quartier comprend de 10 à 40 voisinages et fonctionne comme une sorte de succursale pour les services généraux (voir au-dessus). La plupart des courses quotidiennes peuvent être effectuées dans un périmètre de 500 m (5 minutes).

Sur ce plan simplifié vous pouvez voir un centre clairement défini (avec une école, un café, un ABC [Aire Bacchantique et Civique ou *Anti Boredom Cen-*

Quartier

V = Voisinage



ter: Centre Contre l'Ennui³⁶] et un commerce), une gare reliée au réseau de train (ou de métro) au niveau du territoire ou du monde, deux lignes de bus, des industries (propres) à proximité des lignes ferroviaires. Au centre, vous trouvez un supermarché des « cinq continents » (géré comme une coopérative publique) d'environ 2 000 m² qui fournit toute l'alimentation complémentaire et autres denrées qui ne peuvent pas être raisonnablement produits localement: café, thé, épices, huile d'olive,

36. Un centre social, culturel et éducatif avec maison d'hôte dans un quartier. Voir illustration 7, p. 102-103.

chocolat, sucre, sel, bicarbonate de soude (à usage alimentaire ou ménager), vins, etc. selon les régions bien entendu. Des échanges de produits peuvent aussi avoir lieu directement entre des voisinages (du vin d'un voisinage de Toscane, du lard du Tyrol, du fromage du Québec), mais, pour des raisons écologiques, la présence de produits volumineux ne serait qu'exceptionnelle et plus destinée à une sorte d'échange culturel et relationnel, même si d'une manière générale l'échange de nourriture et d'autres produits au niveau de la planète peut se faire de manière équitable et raisonnable³⁷. Dans la mesure où les distances sont importantes, les transports devront se faire par bateau et dans des quantités adaptées à une meilleure efficacité en termes de gestion et d'emballage.

Il y a un petit centre d'urgence médicale avec une pharmacie, un centre administratif, un poste de police, une grande salle de spectacle, plusieurs cinémas et bar/cafés, etc. Une place pas trop grande, avec, au milieu, un kiosque à musique, type *zocalo*, *piazza*, *plaza*, *platia*, etc. De telles unités urbaines de taille moyenne sont très importantes pour réorganiser et recentraliser des mégapoles tentaculaires du nord ou du sud, ou pour stopper l'émigration des zones (un peu trop) rurales³⁸.

37. Notre coopérative suisse, par exemple, utilise et vend du café du Chiapas dans le cadre d'un accord de commerce équitable.

38. Voir <www.nestown.org> un lotissement durable aux bords du lac Tana en Éthiopie.

Le sentiment d'appartenance (*cf.* résilience) n'est pas seulement important au niveau du voisinage, il a également un sens au niveau global.

Ce n'est pas seulement la pression économique qui incite les gens à quitter les campagnes pour gagner les villes : un tas de jeunes veulent aussi échapper simplement à l'ennui ou à l'oppression patriarcale, religieuse ou autre³⁹. Aussi pourquoi ne pas relier les centres des 350 000 quartiers potentiels via internet (webcams, murs vidéos, son) et mettre en place des ABC autour d'un bar/saloon comme espace mixte de culture populaire et d'information (voir illustrations 4 et 7)? Tout le monde sur cette planète pourra alors communiquer quand il lui plaira, assister aux discussions, spectacles, lectures, conférences, concerts de chacun et être connecté et au fait de ce qui se passe. Nous aurions un maximum de transparence, de communication et toutes les autres caractéristiques de la résilience. Nous réduirions les déplacements physiques. Les écoles, un hôtel, une bibliothèque ou un musée d'histoire locale pourraient être d'excellents compléments à ces ABC et servir de centres d'accueil pour des voyageurs invités du monde entier. Ainsi à côté du « pouvoir des voisinages », nous aurions aussi établi le « pouvoir des quartiers ».

La taille de ce module des Communs est importante pour un bon fonctionnement. Les services

39. C'est en tout cas ce que m'a dit l'écrivain Samson Kambalu (*The Jive Talker or How to get a British Passport*, Free Press, 2008) quand je lui ai demandé pourquoi il avait quitté la république du Malawi pour Londres.

publics ont besoin d'un minimum d'infrastructure et d'un large éventail de propositions. Un grand nombre de plus petites municipalités en Suisse (et dans d'autres pays) luttent durement pour répondre à la demande : À la place de 2 408 communes (en 2013), en partie non fonctionnelles, la Suisse ne compterait alors plus que 600 communes environ qui, en revanche, seraient capables de fournir tous les services nécessaires sur place (aux USA on parle de 15 000 municipalités de 20 000 personnes).

Un voisinage n'est pas un quartier, et un quartier n'est pas un voisinage. Alors qu'un voisinage est une unité semi-publique, le quartier est une entité publique et politique, la scène de l'« homme public » dont parle Sennett. Ici l'homme privé (en grec : *idiôtès*) peut apparaître comme un citoyen et jouer son rôle comme tous les autres acteurs. La démocratie ne peut pas fonctionner sans des citoyens conscients. Revitaliser ces différences de système veut aussi dire rendre la vie plus riche, maintenir les tensions entre les différentes formes de communication et d'auto-représentation. Dans un voisinage vous pouvez vous balader en jeans et en pull-over (ou même en robe de chambre). Si vous allez dans le quartier vous vous habillez entièrement, vous mettez votre rouge à lèvres ou votre cravate en soie, sans oublier le parfum ! Le micro-centre est un territoire relativement désésexualisé pour les familles et les amis ; les centres-villes ont une nuance érotique. Dans les micro-centres vous vous relaxez sur de vieux sofas, en écoutant votre musique préférée et en fumant des cigarettes (si vous fumez des cigarettes) ; dans les ABC vous dan-

sez le tango, fumez des cigares cubains et dégustez un vieil Armagnac. Bien sûr toutes ces différences dépendent de l'arrière-plan culturel local (il n'est pas nécessaire que ce soit des cigares et de l'Armagnac!) Mais n'empêche : ça serait déprimant de vous rencontrer en pyjama au grand bar du centre⁴⁰. Le voisinage est la scène de la Tragédie (mort, jalousie, amour, divorce, haine, familles), le quartier est la scène de la Comédie, où vous pouvez jouer un rôle que vous avez choisi et rire de votre destin et de la folie de vos ambitions. Pensez à la *commedia dell'arte*⁴¹!

Les quartiers/bourgs sont la sphère des Communs d'où les voisinages imbriqués reçoivent du soutien en cas de problème, de pénurie ou de panne. Ils possèdent une réserve supplémentaire de ressources pour équilibrer toute répartition inégale, sur le mode des systèmes d'égalisation financière

40. La question n'est pas de savoir si les gens qui se promènent en short et en tongs dans des espaces publics sont considérés par les habitants du lieu comme des hôtes bienvenus ou comme des intrus et des envahisseurs, ou pire encore comme des touristes ! Le message implicite est : ceci est mon espace privé. Pour ma part, je m'habille toujours quand je vais dans des lieux ou des événements publics, ici ou ailleurs. Le premier signe d'une « révolution » réussie serait probablement que l'on verrait soudainement un tas de gens magnifiquement et élégamment vêtus se baladant dans les espaces publics...

41. Certaines villes italiennes ont encore de ces Cercles (*Circoli*) autour de la place principale, hérités des *Case del Popolo*, où les membres des associations, des syndicats ou même des partis peuvent venir, lire le journal, discuter avec les autres etc.

qui existent par exemple entre les communes et les cantons suisses. L'objectif d'un tel système n'est pas l'équité totale, mais le maintien des inégalités sous une certaine limite. Détourner les surplus ne devra pas constituer une punition pour des efforts particuliers faits au niveau local. Il serait désastreux qu'une forme de compétition entre voisinages riches et voisinages pauvres en vienne à remplacer la vieille compétition entre individus riches et individus pauvres. Cette fonction d'imbrication est également pertinente dans toutes les sphères supérieures : au niveau des régions, au niveau des territoires et au niveau global, là où l'urgence est la plus grande (voir III^e partie).

Une opportunité spécifique apparaît pour les quartiers situés aux abords des villes ou pour les bourgs de campagne. Ici l'agriculture et l'habitat peuvent être directement associés et les micro-centres et les centres agricoles fusionneront. Nos amis de Genève appellent ça un *agro-quartier* (cf. www.agro-quartier.ch et illustration 6). Un quartier entier de 20 voisinages produirait la nourriture dont il a besoin sur un terrain adjacent. Le travail agricole serait défini et prescrit par des physiothérapeutes et des professeur.e.s de *fitness*, de sorte qu'il puisse remplacer les activités sportives et les exercices physiques. En fonction de ses propres besoins et capacités, chacun se verrait attribuer un programme de désherbage, de travail de la terre ou de récolte. La « bêche de fitness » est d'ailleurs d'ores et déjà sur le pas de la porte. Il suffit de vous en saisir !

Les sphères d'imbrication ont une certaine logique interne et doivent être en même temps relativement flexibles du point de vue de leur situation. Pour définir les différents modules, nous nous sommes attachés à la notion de subsistance, tout en l'articulant à des considérations écologiques et fonctionnelles. Ainsi, les voisinages gèrent la vie quotidienne et la nourriture, tandis que les quartiers/bourgs gèrent les services publics. Les dimensions deviennent plus flexibles à mesure que les modules s'éloignent des besoins concrètement définissables. Ainsi la sphère suivante, la Région, peut avoir plusieurs interprétations différentes :

— Les régions comprennent des dizaines de quartiers et des centaines de voisinages et possèdent un centre supplémentaire.

— Elles couvrent la plus grande partie des terres utilisées par les voisinages, c'est-à-dire un périmètre de plus de 150 km dans le cas de grandes villes comme New York ou Shanghai, où elles correspondraient à l'agglomération citadine ainsi qu'à la zone agricole voisine.

— Leur population est importante et se situe entre 200 000 et 20 millions d'habitants.

— Une région type en Europe serait l'*hinterland* d'une grande ville de 500 000 habitants.

— Du point de vue de leurs fonctions, les régions fourniraient des services tels que les uni-

42. Évidemment ces régions ne correspondent pas aux régions en France, qui ressemblent plutôt à nos territoires.

versités, les hôpitaux, les centrales énergétiques, les industries, les musées, les transports publics, les opéras, les stades, les banques, les palais de justice, etc. D'un point de vue général, les services urbains/régionaux seraient plus « légers » qu'aujourd'hui, dans la mesure où un grand nombre d'entre eux seraient déjà proposés localement dans les quartiers et les voisinages.

— Leur système politique repose sur des délégations (parlements), des élections, des propositions périodiques et des référendums.

— Les régions assurent l'intégration écologique des bourgs dans la campagne. Elles sont connectées par des transports publics, la plupart des lieux qui la composent pouvant être atteints en une demi-heure (bus, train, tram) ou en une heure (vélo). Les régions gèrent l'espace naturel environnant : rivière, lacs, côtes, forêts, tourbières, etc.

— Dans des situations de très faible densité de population et en l'absence de villes importantes, les régions auront des centres de services publics en des lieux géographiquement appropriés, dépourvus du sociotope urbain habituel d'une grande ville.

— Dans certaines situations, les régions et les territoires pourront fusionner, comme, par exemple, dans le cas de cités-états comme Singapour, ou d'îles comme Malte, Chypre ou Fidji.

Au sein de la gouvernance des Communs, une des plus importantes fonctions des régions/villes est l'organisation de la subsistance industrielle, de la

recherche, de la coopération à grande échelle, du regroupement et de la redistribution générale des ressources. C'est ce qui correspond à ce que nous appelons aujourd'hui la gestion bancaire (bourse y compris). Ce principe démiurgique et la nécessité d'une organisation démocratique requièrent des institutions publiques transparentes qui pourraient remplacer la gestion bancaire opaque des milieux d'affaires. Une coopération à grande échelle doit avoir plusieurs aspects :

— Définition de projets (recherche, innovation, « idées », inventions, technologies).

— Mise en commun des ressources nécessaires (matériel, savoir-faire, main-d'œuvre).

Les centres des grandes villes sont le lieu idéal pour ces deux fonctions, à la fois techniques et politiques : toutes les « parties intéressées » devraient être capables de participer. Les citoyens sont également des entrepreneurs, des investisseurs et des consommateurs.

L'institution où ces deux éléments se combinent est appelée une COOPÉRATOIRE/INVENTAIRE, un laboratoire/plate-forme d'échange permanent, qui est chargé de la définition des projets d'impact public (on ne parle pas ici d'un nouveau design pour des pulls en laine norvégienne). Une coopérative est un ensemble relativement grand de halls d'exposition, salles de réunion et de rencontres, espaces mettant à disposition des ressources techniques, laboratoires pour effectuer des essais et des tests, atelier de fabrications de maquettes et de prototypes, cafés, restaurants etc. (sur une surface de

50 000 m²). C'est le lieu où « les choses se passent », une forme d'agora moderne où des groupes de citoyens, de chercheurs et d'inventeurs indépendants se rencontrent, y développent des projets et les présentent au public. L'ensemble du savoir-faire, qu'il soit académique ou pratique, peut être mobilisé dans une atmosphère « de terrain ». En collaboration avec les universités et les associations professionnelles, ces projets sont évalués par des jurys élus, qui les approuvent ou les rejettent. C'est aussi un lieu de discussions publiques. L'utilité publique des différents projets est discutée dans les organes d'information et validée par les institutions démocratiques. Des ressources publiques sont ensuite allouées sous forme de prêts et les organisateurs du projet utilisent de nouveau la coopérative (en ligne et hors-ligne) pour trouver les collaborateurs ayant les compétences nécessaires, les fournisseurs de matériel, etc. On parle ici du secteur du travail professionnel (semaine de 20 heures, voir plus haut). Les ressources peuvent être allouées sous forme de monnaie (régionale, globale) qui servira à payer les salaires.

Une part des fonds est réservée à des projets du secteur créatif/coopératif, pour lesquels les décisions ne sont pas prises par les institutions politiques, mais par des jurys professionnels organisés en différentes chambres ou guildes. De plus petits prêts (inférieurs à 100 000 euros) peuvent être attribués directement aux entrepreneurs de bonne foi sans qu'il soit nécessaire de mettre en place tout un processus de consentement public (pour la conception de pulls en laine norvégienne, par exemple). Comme, de toute

manière, la plupart des banques privées se seront effondrées avec l'implosion de la prochaine bulle spéculative, le secteur bancaire sera redevenu un service public comme les autres, comparable à l'approvisionnement en eau ou à l'éducation. Ce qui n'empêche pas qu'on puisse aussi monter une « affaire privée » avec des prêts d'une banque d'État.

Les coopératoires des différentes sphères (au-delà du village) sont reliées (via internet et les partenariats d'échange) à travers les niveaux et les territoires et jusqu'à la sphère globale, pour améliorer l'efficacité du processus. Elles sont les institutions de la communauté globale des savoir-faire, des technologies et des sciences.

L'un des prérequis au bon fonctionnement d'un tel système est une bonne éducation générale de tous les citoyens qui peut être acquise dans les écoles classiques (université et lycée d'enseignement général) ou de manière plus informelle dans les ABC.

CENTRES-VILLES

La plupart du temps, les centres-villes ne sont pas réellement des centres, mais de simples quartiers d'affaires et de commerce désertés après les heures de fermeture. On y trouve quelques musées et les mêmes et sempiternelles chaînes de vêtements, de chaussures et d'accessoires, les mêmes franchises de restauration, identiques à travers le monde. Les coopératoires/inventaires pourront être utiles ici. Elles doivent se trouver dans ou à

proximité des centres historiques. Relocaliser les universités depuis les campus périphériques, de même que les hôpitaux, permettra d'enrichir ces centres comme à Paris, Barcelone ou New-York.

Comme pour les ABC, chaque grande ville de 200 000 habitants ou plus pourra établir ce que nous appelons des « métro-foyers », afin de rendre les centres plus « civiques », plus accessibles et plus vivants. Un métro-foyer est une structure relativement grande (50 000 m²) comprenant jusqu'à cinq étages. Elle peut être construite sur le modèle des passages ou des marchés couverts du XIX^e siècle.

Au rez-de-chaussée, on trouvera un grand hall relié à la gare principale qui s'ouvre sur le réseau global intermétropolitain (métro-foyer). D'autres grandes villes (appelons-les des villes-sœurs) y auront leur « ambassade » sous la forme de répliques de leurs propres bars, pubs, cafés, salons, restaurants etc. Les expats pourraient y rencontrer les locaux, échanger de l'information, aider à organiser leurs déplacements et à trouver des points de chute. Des rencontres et des discussions à caractère culturel, scientifique ou autre pourront s'y organiser. Faire entrer le monde dans les centres-villes peut aider à constituer un substitut aux voyages physiques, à recevoir des voyageurs invités (et pas des touristes) et à créer un complément hors-ligne à la « cité globale » de l'internet. Cet espace ne serait que partiellement commercial et financé par la ville, comme une sorte de hall de réception et de salon d'accueil, la salle commune de la ville.

Aux étages supérieurs, on trouverait des salles de réunion pour toutes sortes d'associations (partis,

unions, ONG, initiatives citoyennes) où celles-ci pourront profiter d'espaces de bureau et de commodités pour organiser des activités sociales et des interventions. Il pourra aussi y avoir des cinémas, des théâtres, des dépôts de médias, des salles de lecture et des dancings. Sur le toit on aurait, idéalement, plusieurs restaurants panoramiques, avec un espace fumeur, pour la socialisation et la découverte de la cuisine locale.

Le métro-foyer permet aux citoyennes et citoyens de participer activement au développement d'une ville plus conviviale, d'entretenir des contacts au-delà des limites des quartiers, de construire un réseau international des villes à partir des habitantes et habitants. Ce serait aussi un lieu intergénérationnel et détendu dans lesquels les gens se rendraient pour se rencontrer. C'est particulièrement important pour que ceux de la plus jeune génération puissent trouver leurs partenaires : un centre-ville sans une atmosphère érotique est un centre-ville mort.

Dans certaines villes, de grandes places remplissent cette fonction (Plaza del Sol à Madrid, Campo dei Fiori à Rome, les Ramblas de Barcelone). Ça fonctionne bien dans l'espace méditerranéen ou sous un climat tropical, mais plus au nord on aurait besoin d'espaces couverts qu'on pourrait continuer à utiliser en période de pluie ou de grand froid. L'urbanisation doit correspondre aussi à une méditerranéisation.

Le ré-établissement de centres-villes multifonctionnels est aussi un impératif écologique : quand

on « va en ville », on doit pouvoir effectuer un certain nombre de trajets à pied au cours d'un même déplacement, et on doit encore avoir assez de temps pour s'amuser un peu. La centralisation locale n'est qu'une autre forme de relocalisation.

En comptant l'espace réservé au fonctionnement des services régionaux, il reste encore beaucoup d'espace d'hébergement dans les centres-villes, bien plus qu'aujourd'hui, si l'on aménage intelligemment les grands ensembles d'immeubles. Dans certains cas, un gratte-ciel peut correspondre à lui seul à un voisinage. Les voisinages urbains, d'autres formes de lieux de vie communs et individuels, les quartiers et les centres-villes peuvent fusionner pour offrir un espace exceptionnellement vivant.

SIX CENTS TERRITOIRES

En observant une carte, on peut se rendre compte que des territoires d'une certaine taille semblent relativement répandus : qu'il s'agisse d'États (USA et Mexique), de *Länder* (Allemagne), de régions (France), de provinces (Canada) ou de petits pays comme le Costa Rica, l'Estonie, l'Écosse, la Belgique. La plupart d'entre eux font à peu près 50 000 km², avec une population d'une dizaine de millions d'habitants et ils sont assez compacts géographiquement. La question est bien entendu celle du transport : dans de tels territoires on peut atteindre n'importe quel point en 2 heures de route ou par train, ce qui veut dire que vous pouvez travailler n'importe où dans le périmètre

de la région sans avoir à prendre une chambre d'hôtel. Si l'on applique l'un ou l'autre de ces critères, un grand nombre des entités territoriales existantes entrent dans cette catégorie. Mais nous pouvons utiliser ce terme de « territoire » de manière assez souple. Comparés à de grandes nations, ou même de régions, les territoires sont des catégories intermédiaires qui possèdent de nombreux avantages écologiques, politiques et autres.

De plus, les territoires ont un fort potentiel pour devenir des zones où l'intégration écologique et la neutralisation des forces nationales et politiques sont praticables. Bien sûr, nous avons pu nous rendre compte dernièrement de soubresauts nationalistes, du type « Grande Albanie » ou « Grande Hongrie », mais comparées aux « grandes superpuissances », de telles aspirations territoriales semblent être plutôt inoffensives. Elles sont davantage l'expression d'un complexe d'infériorité en réponse à l'arrogance des grandes puissances. Donner une plus grande autonomie (au sens politique et physique) aux territoires semble une bonne méthode pour réduire l'impact des plus grandes nations, qui, à bien des égards, ne fonctionnent plus de manière sensée. Pour mettre en place une organisation globale et équilibrée, nous avons besoin de davantage de membres égaux, suffisamment petits pour être dépendants les uns des autres et suffisamment grands pour pouvoir fonctionner en autonomie relative (*cf.* modularité, découplage) pendant un certain temps. Ainsi une coopérative globale des territoires semble un bon modèle pour qu'une telle

institution puisse fonctionner démocratiquement. Tant qu'un petit groupe de grandes nations (USA, BRIC, Allemagne, France, etc.) régit les institutions mondiales (ONU), l'ensemble restera instable et il ne pourra y avoir de réelle démocratie.

Les grandes nations créent des structures centralisées très coûteuses et non pérennes. Lorsqu'elles font faillite, elles font beaucoup de bruit et beaucoup de dégâts. La plupart des fonctions nationales peuvent facilement être assumées par les territoires et même mieux fonctionner : éducation supérieure, systèmes ferroviaires, hôpitaux spécialisés, réseaux électriques, systèmes bancaires, industries, police, etc. Il n'y a que peu de chose que les grandes nations puissent mieux faire que les petits pays. Les universités suisses ne sont pas pires que les universités allemandes, et il en va de même pour les hôpitaux. Les trains sont plus souvent à l'heure en Suisse qu'en Allemagne, malgré la plus grande densité de trafic. Et ça n'a rien à voir avec le « caractère national » (de notre tradition horlogère) ou des différences de savoir-faire techniques. Ce ne sont que les effets de perturbations locales qui se répercutent dans un système trop vaste pour pouvoir les amortir. Nombre des décisions que l'on prend aujourd'hui à Berlin pourraient tout aussi bien être prises à Stuttgart. Grâce à une meilleure relocalisation des services et des autres fonctions, les longs trajets pourraient être réduits et, avec eux, les dysfonctionnements qu'ils entraînent inévitablement.

En Europe, on voit bien que la compétition

entre les niveaux intermédiaires des grandes nations entrave la coopération continentale. En effet, la coopération directe des territoires à un niveau continental serait bien plus efficace si elle ne devait pas passer obligatoirement par les vieilles nations. Nous devons à la fois penser plus petit (territoires) et plus grand (continental et global) que le modèle des nations. Les Européens (même ceux qui vivent dans les grandes nations) sont lassés et écœurés des querelles constantes entre Berlin, Paris et Londres, en partie dues à de vieilles sensibilités et préjugés historiques. Les USA sont un cas à part, étant à la fois une nation et également une entité sous-continentale, si on prend en compte le Mexique et le Canada. Passer à une institution véritablement sous-continentale pourrait assez facilement se faire en relocalisant l'autonomie des États, des *estados* et des provinces et en les délestant du poids des compétences nationales.

Les territoires sont bien adaptés à une combinaison de formes directes et indirectes de démocratie. Les gens s'y connaissent mieux, la communication est facilitée, les délégués et les administrateurs ne sont pas trop coupés des citoyens ordinaires et les ambitions politiques ne volent pas trop haut. Des contacts plus directs rendent l'administration moins coûteuse et la surveillance plus simple. Les scandales peuvent être détectés et traités plus rapidement. Il y aura toujours des problèmes, mais ce seront de petits problèmes. On sait ce qu'ils font. La plupart des Communs peuvent être gérés à ce niveau particulier, tout particulièrement ceux qui auront émergé

naturellement. Les territoires sont une forme de décentralisation qui fonctionne aussi pour les services et les industries à large échelle. Concernant les services sociaux et de santé, nul besoin d'avoir une grande nation : de petites nations comme le Danemark (40 000 km², 5,5 millions d'habitants) ou la Norvège offrent des services publics largement suffisants. Les risques peuvent être équilibrés par unités de 5 millions d'habitants. On ne devrait pas être dépendants de Béhémoth administratifs responsables de 80 à 300 millions de personnes. Tout ce dont nous aurions besoin serait d'un parlement territorial de 200 à 400 délégués et d'une direction administrative de sept à onze membres. Ces délégués pourraient aussi siéger dans 5 à 10 conseils régionaux, ce qui permettrait de ne pas avoir trop de politique « au-dessus de nos têtes ».

Comme Leopold Kohr⁴³ l'a suggéré, les territoires peuvent servir d'antidotes aux fantasmes nationalistes. Les territoires ne sont pas définis de manière ethnique, religieuse ou culturelle, mais seulement par leur fonction en tant que garants des services publics nécessaires à tous⁴⁴. Moins il y aura de stratagèmes symboliques (tels que drapeaux, hymnes, poètes nationaux, capitales et capitoles), mieux ça vaudra.

43. Leopold Kohr, *The Breakdown of Nations*, Routledge, 1957
tr. fr. inédite <http://lanredec.free.fr/polis/BoN_ToC_fr.html>

44. La Suisse est un bon exemple du fait que nous n'ayons pas besoin d'une langue « nationale » pour « intégrer » des populations, où en dépit des quatre langues qu'on y parle et d'un usage courant de l'anglais, n'a pas disparu de la carte du monde. Plutôt qu'un melting-pot, nous pourrions proposer un super « buffet à volonté ».

Les territoires peuvent également être un moyen de sortir de situations difficiles, comme celle du Proche-Orient : pourquoi ne pas établir des Levants A, B et G en tirant deux lignes droites entre les frontières turques et égyptiennes, depuis la mer en direction du désert ? Le centre administratif de chacun de ces trois territoires devrait probablement être une ville de moindre importance, en évitant les villes saintes et symboliquement et historiquement surchargées, comme Jérusalem et Damas. Ceux qui veulent vivre selon certains modes de vies, religieux ou autres, peuvent toujours le faire dans un voisinage précis, mais pas au-delà⁴⁵.



CARTE DES TERRITOIRES MONDIAUX

*Les frontières sur cette carte ne correspondent pas partout
aux frontières actuelles.*

Le monde comprendrait autant de territoires coopératifs que la Suisse possède de municipalités.

45. L'histoire nous confirme que le fait de considérer la religion comme une affaire privée est une sage décision.

Avec l'établissement de systèmes ferroviaires et de canaux, les sous-continentes et les continents deviennent les véritables espaces physiologiques de notre métabolisme social. Depuis plusieurs centaines d'années, des nations dysfonctionnelles ont tenté d'adapter la réalité du monde aux frontières, aux identités et aux particularismes institutionnels, aboutissant à des aberrations de toutes sortes (le capitalisme étant la plus importante de toutes). La défense des marchés nationaux et la correspondante faiblesse des institutions purement supra- ou poly-nationales (UE) ont jusque-là empêché l'émergence d'une coopération continentale authentique et démocratique. Il est évident que les flagrantes inégalités actuelles ont paralysé toute forme de coopération paisible. Aussi longtemps qu'existeront des territoires aussi dramatiquement déshérités, des phénomènes tels que les migrations forcées, la construction de clôtures, les naufrages et leurs lots de victimes ne cesseront pas. Seule une stratégie qui se donnerait pour double enjeu de renforcer les territoires, en leur laissant la responsabilité des services publics, et de compléter leur fonctionnement par des formes de coopérations pratiques et écologiques au niveau continental, peut réussir. Si les institutions continentales prennent la forme de membres coopératifs de taille comparable (modules), une confiance mutuelle est possible et les Communs peuvent être gouvernés en bonne intelligence.

Une organisation globale des Communs devra

répondre à deux critères indispensables : légitimité et démocratie. De telles entités existent : l'ONU, l'OTAN, le FMI, la FAO, etc. mais ces institutions n'ont plus aucune légitimité démocratique et sont contrôlées par les nations les plus puissantes. Leur réputation est de jour en jour si mauvaise qu'on ferait mieux de ne pas compter avec elles. Le monde ne s'en porterait que mieux. Un nouveau départ pourrait alors avoir lieu. Il n'est pas impossible de mettre en place une Assemblée planétaire élue sur la base des 600 territoires, avec 600 représentations. Cette structure pourrait remplacer aisément et de manière plus efficace la plupart des institutions existantes actuellement. Les délégué.e.s pourraient être choisi.e.s par tirage au sort, comme à Athènes, de manière à ce qu'il y ait une parité exacte entre les hommes et les femmes, et que la corruption et la manipulation politique puissent être réduite au maximum.

Une équipe administrative de 25 membres environ pourra gérer l'exécutif et fonctionner comme un comité d'urgence. Tout le monde pourra considérer ce système comme normal et légitime ce qui sera une garantie de son efficacité. En attendant, une initiative globale de petits pays, régions, états, provinces, länder, etc. peut proposer une telle réforme, de sorte qu'elle puisse se mettre en place au moment le plus approprié (et le plus rapidement possible) sans paralyser les fonctions globales existantes (comme la santé ou la nourriture).

La coopération sous-continentale et globale est particulièrement importante pour la juste attribution des ressources non locales de base et pour une

subsistance industrielle. Nous ne possédons pas les ressources au-dessus desquelles nous vivons ; nous ne possédons pas l'air qui circule au-dessus de nos territoires. Il serait absurde de distribuer et d'acheminer toutes les ressources (métaux, pétrole, par exemple) de manière équitable sur toute la planète. Il serait préférable, pour des raisons écologiques, de les transformer sur place et de partager les produits ainsi obtenus. Pour parvenir à la nouvelle technologie modulaire et écologique dont nous avons besoin (mentionnée précédemment), il nous faut une coopération à grande échelle. Nous pouvons fabriquer tous les moteurs électriques, équipements, processeurs, machines, composants chimiques, etc. sur quelques sites seulement sur l'ensemble de la planète. Ils pourraient consister en une multitude de modules qui pourraient être assemblés, à la manière d'un lego, modifiés ou combinés partout, même dans un seul voisinage. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui avec la compétition, l'incompatibilité des systèmes, la redondance excessive et les coûts de développements parallèles, pourraient être résolus⁴⁶. Pour l'heure, de puissantes forces de monopoles poussent déjà en ce sens, mais moins pour résoudre nos problèmes techniques que pour défendre les profits de leurs propriétaires. Nous ne pouvons pas briser ces monopoles en retournant à des niveaux de productions moins élevés. Ce qui est petit n'est pas le plus

46. Certains d'entre vous réaliseront, que c'était exactement la vision de Joseph Schumpeter (*Capitalisme, Socialisme, Démocratie*, [1946], tr. fr. Payot, 1974).

Culture de la coopération :
Huit malentendus à éviter*

1. Le « quoi » est plus important que le « comment ».
2. Nous sommes les meilleurs.
3. Nous voulons tous la même chose.
4. Notre but est un idéal et devons veiller à ce que personne ne réalise de profit commercial.
5. Nous refusons le pouvoir, c'est pourquoi celui-ci n'existe pas chez nous.
6. Nous créons un espace de liberté où tout le monde peut faire ce qu'il veut.
7. Nous avons confiance les uns en les autres et nous n'avons pas besoin de règles.
8. Nous nous aimons et nous ne nous disputons jamais.

Et encore ceci : Se taire ou laisser faire peuvent également être des moyens d'exercer du pouvoir.

* Selon Elisabeth Voss, *Entwicklungspolitische Konferenz*, Chemnitz, 17 novembre 2012

beau dans ce cas, c'est seulement la recette d'un échec programmé.

Le plus urgent est la mise en place d'une coopération continentale et globale afin de pouvoir rétablir les inégalités d'équipements et de ressources dans les territoires. Le transfert de ces ressources doit aller aux institutions des Communs émergentes ou existantes, aux voisinages, aux bourgs et aux territoires. Pas aux gouvernements et aux entreprises. Un ensemble minimum de services et d'équipements techniques doit être rendu accessible à tous les habitants de la planète. L'autonomie alimentaire (micro-agro) peut être réalisée quasi-

ment partout⁴⁷. Cette nouvelle et plus décente infrastructure doit être définie en termes concrets et techniques, pas en termes financiers. Pourquoi ce transfert devrait-il en passer par les détours risqués et tortueux de macro ou de micro-prêts destinés à créer de nouveaux marchés? Ce serait comme essayer de lancer une machine dont nous savons qu'elle ne fonctionne pas correctement, et encore moins sur le long terme. La solution pourrait d'abord prendre la forme de jumelages entre les villes suréquipées du nord et les villes ou territoires sous-équipés du sud. Ce transfert ne peut pas être conçu comme une répétition du développement désastreux du capitalisme, il doit être vu comme une réparation due pour l'exploitation coloniale, l'esclavage ou le vol plus récent des terres et des ressources minières. Les êtres qui vivent sur cette planète ont le droit à une vie décente, fondée sur la subsistance et des institutions communes⁴⁸. Nous avons les moyens de mettre à l'œuvre un tel plan sans attendre (voir plus loin).

47. Voir, Frances Moore-Lappé, *World Hunger: Twelve Myths*, Grove Press, 2015.

48. Il suffit de lire *la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* du 10 décembre 1948, et de comparer avec la situation actuelle. Il est normal que ceux qui l'ont rédigé aient été furieux quand ils ont pu constater, bien des années plus tard, que non seulement aucun progrès n'avait été fait, mais que nous avons même régressé dans certains cas.

Deux logiques

Dans cette dernière partie, nous poserons un certain nombre de questions sur quelques formes d'actions immédiates (et nous essaierons d'y répondre).

L'institution des Communs telle qu'elle a été présentée correspond à un nouveau sens commun. Mais si nous acceptons cette idée, comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus d'actions réelles pour la mettre en œuvre ?

La logique des modules qui régissent les Communs décrits ci-dessus ne correspond pas à la logique de l'action politique. Il serait absurde de croire qu'une société nouvelle pourrait se construire en partant de tout en bas, depuis votre arrière-cour, pour ensuite s'élever d'elle-même au niveau planétaire en suivant tous les modules prescrits. La politique s'articule en de multiples mouvements qui outrepassent modules, territoires et fonctions. La plupart peuvent être observés autour de problèmes spécifiques tels que les licenciements, les coupes dans les retraites, les sauvetages financiers des banques, la répression policière, les prêts aux étudiants etc., et qui finissent par révéler les rouages internes du système. Aussi, il se peut que des voisinages multifonctionnels tout-confort ne soient pas

en définitive le point de départ, mais bien plutôt le produit d'un changement de phase global. Nous devons prendre garde à ne pas confondre modèle et réalité, carte et territoire. La plupart des changements politiques s'opèrent encore au niveau des États, ce qui n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes. Mais se contenter de refuser d'agir sur la « mauvaise » scène ne mènera qu'à la paralysie de nos propres moyens.

Quel qu'en soit notre désir, une stratégie générale pour l'établissement d'une civilisation globale des Communs ne peut être énoncée de manière définitive. La politique implique d'agir là où c'est possible et d'une manière appropriée, que ce soit du bas vers le haut, du haut vers le bas, ou encore transversalement, directement ou indirectement. L'action collective est dépendante de la logique des événements et il faut qu'une voie s'ouvre pour qu'elle puisse voir le jour. De plus, et même s'ils s'avèrent nécessaires et justifiés théoriquement, tous les événements ne peuvent pas arriver n'importe quand. (Shakespeare, ici, pourrait nous être plus utile que Marx.) Mais connaître l'objectif à atteindre est, bien sûr, essentiel.

Aucune logique propre à quelque activisme aléatoire ne pourra conduire inéluctablement à un heureux résultat historiquement nécessaire, et nous risquons de nous épuiser en un cycle sans fin d'agressions et de réactions infructueuses. Mais la déclaration de Warren Buffet n'est pas le mot de la fin. Il se peut que les gagnants perdent et que les perdants gagnent. Il y a de la place pour la théorie, la pensée tactique, pour une organisation

consciente¹. La capacité à créer la surprise et à ouvrir de nouveaux domaines d'action, à ne plus *suivre* les informations mais à les *faire*, est essentielle. Il y a des champs d'action plus ou moins prometteurs. Il y a des vecteurs fondamentaux et des scènes secondaires. Mais la modestie n'est pas une vertu politique, et soit nous voulons changer les choses, soit nous les laissons suivre leur inexorable cours. Avoir des projets ambitieux, comme je le propose ici, n'est pas un péché mignon, mais une nécessité. Pourtant, les interpréter comme des modèles prescriptifs ou comme des scénarios à suivre à la ligne serait une erreur. Si nous faisons de grands projets, nous devons être prêts à de nombreuses surprises. Rien ne se passera selon le plan – mais, pour ça, il faut qu'il y ait eu un plan au départ.

L'ACTION POLITIQUE DU « COMME SI »

Pourtant, la logique de l'action présente et des modules futurs peut être utilisée pour structurer et alimenter les imaginations. Nous pouvons faire du présent un reflet du futur tout en créant une dynamique d'organisation. Il est possible de créer des voisinages plus ou moins aboutis, ou d'abord seulement des embryons de micro-centres. Ils deviendront automatiquement des foyers d'attention et d'émancipation sur de nombreuses ques-

1. La politique possède une logique propre. Voir Chantal Mouffe, *Agonistics: Thinking The World Politically*, London-New York, Verso, 2013.

tions². Les zones urbaines telles qu'elles existent aujourd'hui offrent des possibilités de centralisation locale, où les anciens espaces conflictuels trouveraient un sens nouveau. Même les petits pays, États ou régions peuvent être considérés comme de futurs territoires, autonomes dans une large mesure ou même des autarcies (imbriquées). Les fins et les moyens n'ont pas nécessairement à entrer en conflit, mais tenter une action politique instantanée, harmonisée et libre de toute contradiction politique, serait absurde et nombre des débats internes sur le degré d'authenticité des différentes actions publiques sont actuellement stériles. Les propositions que je fais ici ne sont ni exhaustives, ni nécessairement réalistes. Elles sont ma contribution à une discussion qui a déjà eu lieu en de nombreux endroits et sous de nombreuses formes³.

Le Plan vert

Les premières réactions politiques à la crise – ou devrions-nous dire à la 'panique'? – de 2008 furent mécaniques et sans imagination. Comme pour la crise de 1930, un New Deal était supposé sortir l'économie mondiale du pétrin. Dans de nombreux pays, des programmes de relance étaient mis en place. Ils n'étaient pas destinés à changer le système, mais à sauver ce qui existait déjà, et principalement le sec-

2. Dans mon quartier, cela a permis d'empêcher la création d'un projet de gros centre commercial + stade de foot et également de réduire la circulation.

3. À lire, parmi d'autres : Elisabeth Voss, *Wegweiser solidarische Ökonomie*, 2010 ; Rob Hopkins, *Manuel de Transition*, cit.

teur bancaire et automobile (dans plusieurs pays vous pouviez obtenir un important rabais si vous envoyiez votre vieille voiture à la casse pour en acheter une neuve et on se demande encore si General Motors avait vraiment besoin d'être renfloué?).

Après cette première réaction réflexe, on a vu apparaître un ensemble de propositions décrites comme un New Deal écologique. L'argent injecté dans les économies souffrantes devait être investi dans des technologies destinées à nous aider à faire face au double défi du pic pétrolier (maximum atteint en 2010) et de la pollution environnementale. En 2009, l'UNEP (une organisation des Nations Unies) recommandait que des investissements soient faits dans un New Deal écologique mondial. Dans certains pays, des programmes de relance « verts » furent mis en place pour un budget total de 2 800 milliards de dollars. La part écologique de ces programmes, pourtant, n'aura représenté en moyenne que 15,6 % des budgets alloués⁴. Ce fut seulement 10 % pour les États-Unis, 13 % pour l'Allemagne. En Corée du Sud, cependant, la chose fut prise au sérieux et la part fut de 80,5 %. Tous ces programmes de relance verts sont fondés sur l'hypothèse que la croissance est encore possible grâce aux technologies vertes. Cette hypothèse, pourtant, est illusoire, parce qu'il est impossible qu'un tel schéma de croissance s'accomplisse sans un rejet excessif de CO₂. La décarbonisation est vouée à l'échec⁵. L'économie verte est un mythe.

4. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, cit.

5. *Ibid.*

Pourtant, un strict refus de ces projets mythiques ne nous aidera pas. Nous ne pouvons pas inventer du jour au lendemain une situation politique différente uniquement parce que nous n'aimons pas celle qui existe déjà. Raisonnablement, l'action politique visant à réguler la macro-économie devra être déterminée par des stratégies qui seront des sortes de New Deals écologiques et réformistes. Le défi est donc : comment pouvons-nous transformer le New Deal proposé en une donne réellement verte, globale, authentique et juste ? Ils veulent du « vert » ? Donnons-leur du « vert » ! Ils veulent investir de l'argent ? Montrons-leur où et comment !

Logiquement, une transition vers une société fondée sur les Communs devrait démarrer au centre de la globalisation, c'est-à-dire aux États-Unis d'Amérique. Comme les politiques aiment à prendre de nombreux tours et détours, il se peut aussi que la chaîne se brise en un lieu périphérique et inattendu, et que cela ait une répercussion sur le centre. Mais imaginons : à quoi pourrait ressembler un plan pour les États-Unis ? La population du pays est d'à peu près 300 millions d'habitants. Nous aurions donc théoriquement à nous occuper de 600 000 voisinages, de 15 000 quartiers ou villes, de 300 régions et de 30 territoires. Comme la distribution spatiale de la population n'est pas homogène et que plusieurs facteurs géographiques et historiques entrent en jeu, les chiffres réels seraient de toute manière différents. (Tous les « nouveaux » territoires ne correspondraient pas aux États existants, mais il serait absurde de trop modifier leurs tracés ; qu'ils soient un peu trop grands ou un peu

trop petits ne pose pas de problème majeur.) La création de 600 000 voisinages viables, fondés sur des agricultures auto-suffisantes, comprenant toutes les installations nécessaires, devrait coûter 5 millions de dollars chacun (sans compter les coûts de réimplantation des habitants des périphéries), soit 3 600 milliards de dollars au total. Le coût de la fondation ou la transformation de centres-villes actifs (comprenant des ABC [*Anti-Boredom Centers*], des magasins d'alimentation du « monde », etc.) est plus difficile à estimer. À certains endroits, cela ne coûterait rien et pourrait simplement être entretenu par le budget municipal habituel. À d'autres, le budget nécessaire atteindrait les 100 millions de dollars. Si l'on alloue 20 millions de dollars à chacun, cela fait 300 milliards supplémentaires. On parle donc dans l'ensemble d'un programme d'investissement de 4 000 milliards de dollars devant s'étaler sur plusieurs années. Des investissements supplémentaires devraient également être attribués à la régénération du système ferroviaire du (sous)-continent. (Warren Buffet, le vainqueur de la lutte des classes, semble avoir commencé à investir dans ce domaine.) La création et la relocalisation des industries régionales et territoriales le long des lignes de train (n'oubliez pas : la voiture n'existe plus !) coûteront elles aussi des centaines de milliards de dollars. L'isolation des immeubles, les centrales énergétiques locales, l'écoconception des biens industriels ne coûteraient rien, mais nécessiteraient une redirection des investissements depuis les biens de consommation vers des biens d'utilité collective (cf. Tim Jackson). Un programme incitatif

serait bien sûr une bonne idée pour aider au lancement du processus.

Financer ce « Plan vert » n'est pas un grand problème. Pour des raisons historiques, il pourrait prendre les formes d'un nouvel accord entre gouvernements, syndicats et chefs d'entreprise, chacun contribuant à hauteur d'un tiers aux fonds du plan. Une commission tripartite se chargerait de le mettre en œuvre d'une manière ouverte et transparente. Les salaires versés aux 100 millions de travailleurs américains s'élèvent actuellement à 3700 milliards de dollars. Si une taxe de 3 % est instituée en faveur du Plan vert, on pourra récupérer 111 milliards de dollars de la part des travailleurs et la même somme de la part des chefs d'entreprise et du gouvernement, au total 333 milliards par an. Les travailleurs profiteraient de services additionnels et de nourriture bon marché, les chefs d'entreprise de salaires plus bas et le gouvernement de dépenses moins importantes allouées à la prévention du crime, à la santé et aux infrastructures (rues).

La mise en œuvre du plan écologique serait fondée sur une participation ascendante. Ce ne seraient pas les délégués fédéraux qui ordonneraient la transformation de votre voisinage, mais plutôt un programme volontaire, supporté par des initiatives locales telles qu'elles apparaîtraient au fil du temps. Si un nombre suffisant d'habitants d'un voisinage ou d'un quartier donné expriment la volonté d'aller plus avant (*cf.* contrat de voisinage), ils recevraient aussitôt les moyens financiers et organisationnels à partir des fonds récoltés.

Le « Plan vert », en tant qu'approche politique, doit être conçu comme un programme économique de relance, comme le produit d'une lutte des classes non achevée (et Warren Buffet y trouvera peut-être le moyen de se tirer d'affaire), comme une réforme permettant l'évitement d'un effondrement général, etc. (voir plus haut). L'idée peut aussi être discutée dans les villes et au niveau des États, sous la forme de propositions et de tables rondes.

L'avantage de ce plan global, presque mégalo-maniaque, est qu'il définit le fait de vivre dans un voisinage convenable, sain et solidaire comme un *droit* pour chacun. (En fait, c'est *déjà* un droit, le problème est sa mise en œuvre.) Les riches n'ont aucun problème à créer leur voisinage idéal (même écologiquement parfait), doté de toutes les caractéristiques exposées plus haut. Ils existent probablement déjà sous la forme de communautés grillagées et de villes privées (comme Celebration en Floride, bâtie de toutes pièces par Disney). Les micro-centres pourraient aussi devenir le lieu d'une gentrification glorifiée. Dans la plupart des situations « de classe moyenne », un Grand Plan n'est nécessaire que pour donner un coup de pouce financier et structurel aux gens ayant suffisamment de ressources et leur permettre de mettre en place une action commune et de rassembler leurs actifs. Mais dans de nombreux voisinages (qui ne sont pas reconnus comme tels par leurs habitants), des investissements substantiels seront nécessaires en termes d'infrastructures, mais aussi d'éducation et de soutien opérationnel. C'est tous ou personne.

C'est particulièrement vrai au niveau global.

Si vous examinez votre voisinage actuel, la perspective d'avoir à coopérer plus intimement avec vos voisins ne vous paraît sans doute pas très attrayante. La politique doit-elle en arriver là ? Ne pourrions-nous pas commencer ailleurs ? Des recherches montrent que la proximité peut engendrer *simultanément* répulsion et sentiment de confort. Chacun.e veut protéger son intimité *et* ne pas être seul.e. Le voisinage est plein d'ambiguïtés. C'est pourquoi créer un voisinage multifonctionnel ne signifie pas que vous allez vous faire plein de nouveaux amis. (« Voisinage coopératif ? D'accord, mais pas avec ce trou du cul du troisième ! »)⁶ Une organisation des voisinages sera parfois mise en place de manière plus efficace par des observateurs extérieurs chargés d'une mission « officielle » d'apaisement (ça pourrait être une ONG ou quelque mystérieuse ARG, « Agence de Rapprochement Global »). Les tragédies des associations de voisinages et de ses militants sont trop bien connues (ce qui ne devrait pas nous étonner puisque, comme je l'ai déjà dit : le voisinage est le lieu originel de la Tragédie). Si l'organisation du

6. Souvent, quand je présente ces idées, la réaction du public va dans le sens de « les Suisses sont trop individualistes », « les Américains sont plus individualistes que les Suisses », « nous Français, nous sommes des individualistes convaincus » ou : « en Grèce, tu sais, les familles sont très fortes ». Pourtant, par expérience je peux dire que quand on présente un projet solide, avec des règles claires et un plan financier robuste, les soi-disant individualistes se transforment en coopérants assez fiables. Il semble que l'individualisme omniprésent est plutôt une rationalisation du manque d'initiative ou d'une passivité confortable.

voisinage dépend du fait d'être bons et solidaires les uns envers les autres, ses bases seront fragiles et instables, pour reprendre Taleb.

Comme je l'ai dit précédemment, les Communs ne doivent pas nécessairement commencer dans les voisinages existants, mais c'est une possibilité. L'approche la plus prometteuse se ferait de manière contractuelle, avec un CONTRAT DE VOISINAGE. (Ce contrat peut aussi prendre la forme et les statuts d'une association ou d'une coopérative. Des modèles existent.) Un tel contrat reprendrait les bons conseils d'Elinor Ostrom, d'Andrew Zolli ou de Rob Hopkins. Il définirait les frontières du voisinage en accord avec sa taille recommandée (500 personnes, un ou deux pâtés de maisons, emplacements du micro-centre et des terres cultivées, etc.). Il stipulerait les devoirs (argent, travail⁷) et les droits (nourriture, services) des membres de la communauté. Le thème central du contrat est l'établissement d'une logistique d'approvisionnement directe en nourriture, fondée sur le modèle d'infrastructure des CSA (*Community Supported Agriculture*). Aussitôt qu'un nombre suffisant d'habitants d'un voisinage donné ont signé le contrat (et promis de payer ce qu'ils doivent), les micro-centres sont établis, les dirigeants et les fermiers sont embauchés, la nourriture com-

7. Il est essentiel que les contributions sous formes de corvées soient accomplies personnellement et ne puissent pas être compensées par l'argent, car si vous permettez cela, le « riche » transformera le « pauvre » en domestique, et on en arrivera, au lieu d'un système de partage, à une nouvelle forme de féodalisme.

mence à être produite. Si les circonstances sont propices, le dispositif standard de station d'habitation tout-confort décrit plus haut peut évoluer. Vous pouvez devenir un voisinage pleinement certifié, heureux, sans voiture, vivant sur une base de 1 000 watts et disposant de 40 variétés de tomates différentes.

Les tentatives de projets pilotes (un simple dépôt de nourriture pour 20 ménages, en coopération avec d'autres voisinages embryonnaires du même quartier, par exemple) sont plus faciles à réaliser, mais tendent à stagner et à disparaître si la chose « n'arrive pas vraiment⁸ ». Les projets de trop petite envergure requièrent trop de travail et trop d'engagements et reposent sur trop peu de personnes. Ce qui peut devenir un frein.

Sans soutien « collatéral » de la ville et de ses organismes, les initiatives ascendantes ne peuvent pas se concrétiser. Mieux vaut éviter d'agir ainsi si l'on ne veut pas tomber dans le piège de l'avant-garde (isolation, sectarisme, déception, paralysie).

Dans les grandes villes, des voisinages pionniers comme Écoles 2 000 watts

Le réel défi d'un monde fondé sur les Communs et la subsistance reste la transformation des structures, des voisinages et des industries existants.

8. Dans certains cas, l'établissement d'un « micro-centre » organisationnel embryonnaire sous la forme d'un bar, ou d'un café, pourrait pourtant être une bonne idée. Un lieu propice existe peut-être déjà et vous pouvez conclure un marché avec le propriétaire pour une utilisation régulière, un panneau d'affichage, etc.

Mais commencer par le défi le plus imposant n'est pas toujours le meilleur moyen de réussir. Les relations sociales s'enracinent dans les voisinages déjà existants et les divisions de classe, de revenus, d'éducation, de race, d'arrière-plan ethnique ou même les souvenirs d'anciennes luttes communes contre le bruit, les merdes de chats ou les chiens dangereux, constituent d'intimidants obstacles.

Aussi est-il sans doute plus réaliste de commencer par un voisinage neuf, constitué de membres qui auront choisi d'y vivre et qui ne se connaissent pas trop. Le désavantage de cette approche pionnière est que le projet peut être mis à l'écart comme une « exception », une création artificielle d'idéalistes ou un zoo utopique.

Les bénéfices de cette approche peuvent être combinés avec l'utilisation du contrat de voisinage, si les proto-voisinages servent de centres organisationnels et de soutien moral à l'ensemble des militants.

Des proto-voisinages (<nena l.ch> propose un programme complet et des statuts libres d'usage, en allemand) peuvent être créés dans de nombreuses situations urbaines : sur des sites industriels vides, des propriétés à l'abandon, des entrepôts vacants ou des casernes désaffectées (comme à Zurich ; voir illustrations 4 et 6) .

Chaque grande ville (200 000 habitants ou plus) devrait se donner les moyens d'un voisinage pionnier adéquat. Ça peut prendre la forme d'une coopérative, mais ça peut aussi être une institution municipale, comme le serait une école (ou un zoo). 500 personnes d'un mélange démographique homogène vivraient là pour illustrer, pratiquer et

propager leur mode de vie. Des machines à laver, des cuisines, des logiciels pour l'organisation interne et la communication, des systèmes énergétiques, des meubles « berceau à berceau », des vêtements, tous écologiques, peuvent y être testés. Des chambres pouvant accueillir une trentaine d'invités seraient réservées aux personnes qui voudraient s'essayer à cette vie pour quelques semaines ou quelques mois. Ces voisinages seraient alors aussi des « écoles de voisinages ». Si le terrain et le bâtiment sont subventionnés par la ville (comme prévu par le Plan vert), les coûts d'hébergement resteraient abordables.

Les voisinages pionniers devraient être construits aux abords des centres-villes ou près d'une station de bus ou de métro, afin de les rendre facilement accessibles aux visiteurs (et même aux touristes). Avoir un (ou plusieurs) de ces voisinages devrait être la fierté de la ville, au même titre que de posséder des théâtres, des universités ou des musées.

Les voisinages pionniers sont le point de départ de la transformation de tous (ou de la plupart) des voisinages en modules d'une nouvelle transition vers les Communs.

Quartier et centres-villes pour tout le monde: le nouvel ABC

Pour utiliser moins de ressources, nous devons relocaliser les fonctions quotidiennes. Une part de celles-ci peuvent être accomplies dans les voisinages, mais pas toutes. Une relocalisation au niveau des quartiers ou des petites villes permet une centralisation locale, qui passe par le renforcement des



Proposition de cinq voisinages dans un quartier de Zurich

anciens centres-villes. La prétendue revitalisation de ces espaces est déjà en cours, mais ses effets sont plutôt ambigus. Après que l'ancienne classe ouvrière a été réinstallée dans les zones périphériques, les centres sont devenus soit des zones négligées et lugubres, soit des quartiers d'affaires. Depuis les années 90, principalement sous l'impulsion des immigrants les plus récents, les centres ont été transformés en espaces vivants avec restaurants, boutiques et lieux de divertissements. Une partie importante du capital global (de Corée, du Bangladesh, du Yémen, de la Colombie, etc.) s'est transféré vers ces centres. Dans le même temps, les périphéries sont devenues l'incarnation de l'ennui et de la dépression et les banlieusards cherchent en masse à rejoindre les centres, mais moins en tant que nouveaux partenaires amicaux qu'en tant que concurrents dans la course à l'espace. Les entrepôts sont

transformés en copropriétés hors de prix, les magasins d'alimentation en boutiques chics, en épiceries bio ou en galeries d'art. Des zones piétonnes sont créées, mais moins pour des raisons écologiques que comme moyen de transformer les rues en galeries marchandes « sûres » et aseptisées. Les prix de l'immobilier flambent et empêchent l'installation d'entreprises moins rentables. Rien de nouveau sous le soleil, jusqu'ici, et tout le monde pourra se rendre compte du phénomène en se promenant dans le Marais ou sur le Faubourg Saint-Antoine à Paris, ou à Lower East Side ou Brooklyn. Les touristes, les bohémiens à temps partiel et ceux chargés de les satisfaire occupent maintenant l'espace. Les centres-villes deviennent une combinaison de musées et de lieux de sorties. Ils sont pittoresques et colorés, mais socialement morts, sans plus aucune idée de communauté et tout entiers consacrés au commerce. Il est essentiel de combattre cette logique de guerre d'espaces et de gentrification. Les centres-villes doivent devenir des centres logistiques pour la vie quotidienne des habitants du quartier. Nous n'avons pas besoin d'autres H&M, Starbucks ou autres franchises (pas même alternatives), mais de nos propres lieux, comme des ABC (où les ressources culturelles et scientifiques peuvent être partagées localement), des écoles, des dépôts-coopératives de nourriture et des logements abordables situés au cœur de nos communautés-voisinages. Les centres-villes ne doivent pas devenir ce mélange de musées et de restaurants hors-de-prix. (L'art peut parfois être une arme ou un prétexte contre la création d'espaces conviviaux.)

Une nouvelle alliance entre les habitants « intermédiaires » des centres-villes (ceux qui ne peuvent pas assumer les coûts de la vie en périphérie, et sont maintenant poussés vers les centres) et les nouveaux résidents coopératifs (nous), doit être établie. Ceux qui ont quitté les périphéries ces dernières années ne sont pas tous de « riches » gentrificateurs, en tout cas plus aujourd'hui... (Je parle ici des nouvelles « classes moyennes précaires », issues de la reprise sans emploi.) Plutôt qu'une gentrification, nous voulons d'une *communalisation de la ville*.

La reconquête des centres-villes fait partie de notre agenda, et particulièrement concernant les parties les moins reluisantes des villes les plus grandes. Même les anciennes périphéries pourraient être transformées en communautés urbaines plus denses.

Initiatives dans les États existants ou les petits pays

En gros, la plupart des États des USA correspondent à ce que j'appelle des territoires. Comme dans le cas des quartiers/centres-villes, renforcer les États, au vu de ce qu'ils sont aujourd'hui, peut être une entreprise ambiguë. Sur un plan purement écologique et de subsistance, ça tient la route et c'est même nécessaire. La défense des services publics dans différents États a suscité un nombre de luttes assez important au point de modifier le paysage politique. Une nouvelle mobilisation en faveur des structures communes et collectives, venue de la jeune génération, commence à apparaître, principalement au niveau de l'État et de la ville. En

opposition aux pseudo-anarchismes des libertariens et autres Ayn Randian, une résurrection des formes de solidarités sociales et institutionnelles est en train de voir le jour. Après que les anciens acquis sociaux ont été partiellement démantelés, la fonction cruciale des services publics est en train d'être redécouverte et ses bases refondues. Nous avons besoin d'un *New New-Deal* après la mort de l'ancien, adapté aux nouvelles formes de reproduction, de logement et de travail.

Il existe aux États-Unis des États plus ou moins progressistes (comme en Europe). C'est pourquoi refuser ou même démanteler les programmes fédéraux existants et parier sur les États en tant que principes absolus pourrait être une mauvaise option (comme la *Big Society* de Cameron ; voir plus loin). Les systèmes de couverture sociale existants doivent être considérés comme une garantie minimale devant être complétée par des services étatiques encore plus performants. C'est l'une des fonctions typiques des réseaux continentaux que d'équilibrer les ressources des différents territoires. Ceci ne peut sacrifié sur l'autel d'une autarcie mythique des États.

Un plan global

En Europe et aux États-Unis, nous verrions apparaître 1 600 000 voisinages « tragiques » et 40 000 quartiers « comiques ». Mais qu'en serait-il du reste du monde ? En 2007, le PNB mondial était équivalent à 54 000 milliards de dollars, dont 38 000 milliards dollars allaient aux pays « dévelop-

pés » et 14 000 milliards de dollars aux pays « en voie de développement ». L'Afrique qui a environ un milliard d'habitants, soit un septième, ou 14,3 % de la population, en recevait 2,3 %, soit 1 250 milliards de dollars. Si l'on part du principe que nous avons tous droit à 7 700 dollars par an, l'Afrique devrait recevoir 7 000 milliards de dollars. Si nous allouions 100 000 dollars à chaque voisinage africain, nous aurions besoin de 200 milliards, puis en ajoutant 20 millions pour chaque quartier, 100 milliards de plus, et enfin 1 milliard par territoire, c'est-à-dire encore 50 milliards, cela ferait, en tout, 350 milliards de dollars. Comparé aux 266 milliards (0,7 % des 38 000 milliards promis par les Nations Unies) que lui doit l'ensemble des pays développés, ce n'est pas beaucoup plus. Avec 1 % du PNB des pays riches, nous pourrions investir 380 milliards par an. Réalisé sur cinq à dix ans, ce prélèvement serait suffisant pour tirer tous les voisinages, tous les quartiers, toutes les villes et tous les territoires du monde de la pauvreté et de l'ennui.

Un plan global cohérent qui investirait 5 millions de dollars dans chacun des 14,64 millions de voisinages (7,32 milliards d'individus vivent désormais [2015] sur cette planète) coûterait 73,2 mille milliards de dollars, soit presque le PIB mondial annuel. Tous les voisinages n'auraient pas besoin de cet investissement, pour d'autres il ne serait pas suffisant. Sur dix années, pourtant, la chose serait faisable.

Mais bien sûr, l'argent ne fait pas tout. Un soudain afflux de capitaux risquerait même de balayer toutes les formes de subsistances non monétaires et,

en fait, d'aggraver la situation⁹. Il est évident qu'un transfert de ressources devrait être organisé avec les populations locales, sous une forme transparente, démocratique et écologique. Pourtant, il est important d'insister sur les fonds globaux (380 milliards de dollars par an), ce qui permet de quantifier les besoins selon la seule unité de mesure actuellement valable, la monnaie.

Des plans globaux ont fait l'objet de mille et une « déclarations » sous les formes les plus variées (objectifs du Millénaire, etc.). Ils devraient désormais être reformulés en se fondant sur les modules sociaux résilients des Communs. La transformation du Nord doit être la même, sur le plan du contenu, que celle du Sud, en tenant compte, bien entendu, des particularités locales. Il se pourrait même que nous nous trouvions, au Nord, plus éloignés du but, et que nous devenions reconnaissants d'apprendre des formes de subsistance et de solidarité qui perdurent dans les pays du Sud.

SOMMES-NOUS PRÊTS À CHANGER ?

Avant de claironner à propos des Communs, de la communalisation, du bien commun, de la communauté et de la coopération, nous ne devrions pas

9. Sur le système des micro-crédits et l'ambiguïté de leurs résultats voir Abhijit V. Banerjee & Esther Duflo, *Repenser la pauvreté* (2011), tr. fr. Seuil, 2014. Au lieu de renforcer les communautés existantes, les micro-crédits transforment les voisinages en petits entrepreneurs concurrents qui ne font même pas assez de bénéfices pour accroître leur bien-être. (p. 214).

oublier que la réalité du développement humain avance dans une direction opposée presque partout. Nous nous sommes répétés que le néolibéralisme était mort, que le Capital était un zombie, que l'effondrement était proche : rien de tout cela n'est arrivé. Certains disent même que le capitalisme à l'échelle planétaire fait encore ses premières dents. L'émergence du mouvement autour des Communs est un phénomène marginal, et il n'est pas certain qu'il n'arrive pas trop tard.

De nombreuses personnes se demandent si nous serons capables de changer nos comportements de cloisonnement et de délégation de nos responsabilités aux autorités ou aux grands dirigeants¹⁰. Nul besoin de dire que nous devons d'abord dépasser nos limites patriarcales, racistes, tribales, sexistes, éducatives, religieuses ou autres, de même que nos intérêts économiques, pour qu'ensuite seulement nous soyons capables de réaliser les nouvelles institutions des Communs. Devons-nous mettre en place des compositions « correctes » de classes dans nos organismes et nos groupes avant d'agir ? Je pense que ces divisions ne peuvent être surmontées qu'en coopérant véritablement au sein de projets plus ou moins grands et de mobilisations. Comme le dit Aristote, nous ne forgeons nos valeurs qu'en les appliquant, c'est-à-dire en les pratiquant et non pas en se contentant de les proclamer. En vérité, nos divisions ne pourront pas être surmontées avant une transformation avancée. Elles ne dispa-

10. Les tactiques de « l'action directe » essaient justement de changer cela. David Graeber, *Direct Action*, AK Press, 2009.

raîtront probablement qu'en conséquence de ce processus. Contrairement à la logistique micro-agro, la politique ne va jamais d'un point A à un point B.

D'autres doutent du fait que nous soyons capables de nous libérer d'une conscience aliénée par les modèles du consumérisme et de l'hyper-individualisme¹¹. Pouvons-nous même concevoir l'appartenance à une communauté? Ne sommes-nous pas devenus trop sensibles, trop refermés sur nous-mêmes? Un individu apple pourra-t-il s'adresser un individu android? Les humains ne possèdent-ils pas naturellement l'esprit de compétition, ne sont-ils pas naturellement égoïstes, obnubilés par le pouvoir et l'agression? Est-ce que tout système social qui ne prend pas en compte ses inclinaisons ne tend pas lui-même vers une forme de totalitarisme? Marchons-nous à grand pas vers une éco-dictature, des camps de rééducation, un endoctrinement, un ser-vage à 1 000 watts? C'est une vieille ruse idéologique que de réduire un comportement induit par le système à des constantes anthropologiques. Il est difficile de redécouvrir notre nature coopérative après 250 ans de conditionnement capitaliste, mais elle existe bel et bien.

Ce dont nous avons besoin est donc davantage de propositions d'actions concrètes que de l'élévation des consciences. Les hommes sont capables de tout, y compris de coopérer. Nous n'avons pas besoin de changer, seulement d'agir différemment.

11. « La cage d'acier du consumérisme », comme le dit Jackson en paraphrasant la formule de Weber.

Dans son article « Crise, Capital et Cooptation », Massimo De Angelis pose une autre question troublante : le capital a-t-il besoin des Communs pour survivre¹² ? Ne risquons-nous pas, en renforçant notre coopération, d'aider le capitalisme à résoudre sa crise actuelle ? Comme David Graeber le fait remarquer dans son livre¹³, aucune entreprise ne peut fonctionner sans une coopération spontanée (« communisme de base ») de ses employés. Nous ne pouvons nous empêcher de coopérer, même si c'est pour le seul profit de nos exploités. En fait, les firmes capitalistes sont fondées sur des dynamiques communalistes. Des entrepreneurs éclairés parient ouvertement sur elles et créent une ambiance de respect et de coopération (Google : « Ne soyez pas malveillants » ; Sheryl Sandberg de Facebook : « nous sommes tous égaux/les »). C'est encore plus visible dans la sphère de la reproduction ou dans celle du système de santé : sans qu'on nous le demande, nous travaillons beaucoup pour notre pays et créons d'importantes ressources communautaires (« capital social ») pour conserver notre main-d'œuvre et la maintenir en bon état. La plus grande partie des soins médicaux et du travail domestique est mal rémunérée et est accomplie par des femmes, souvent originaires de pays à bas salaires. Si ce type de travail devait être payé à son véritable prix, le sys-

12. Dans S. Helfrich, *Communs*, cit., p. 227.

13. « En fait, le communisme est la base de toute sociabilité humaine. Il est ce qui rend toute société possible. » Graeber, *Dettes*, cit., p. 96.

tème tout entier s'effondrerait immédiatement. Aussi, pour survivre, l'économie de marché doit-elle réactiver et exploiter ces solidarités sociales dans nos foyers et nos voisinages¹⁴. L'actuel premier ministre britannique, David Cameron, appelle cela la *Big Society* (probablement un jeu de mot foireux sur le *No Society* de Margaret Thatcher). La *Big Society* entend encourager les institutions sociales caritatives, censées à terme remplacer les services publics par une force de travail volontaire et bénévole. Si l'on ajoute à cela le jardinage urbain non payé et les soupes servies par les cantines des ONG, le coût de la vie peut être réduit pour compenser le travail moins bien rémunéré et plus précaire. On obtient ainsi une réduction générale des salaires, davantage de profits pour les capitalistes et une meilleure compétitivité des entreprises britanniques sur le marché mondial. La course à l'abîme, avec les salaires encore plus bas de l'Europe de l'Est et des pays asiatiques, peut réellement commencer. Le fait que cette stratégie de cooptation existe illustre parfaitement les contradictions du système. C'est sans doute une bonne nouvelle, car ça peut devenir un pouvoir de négociation en vue de nouveaux accords. D'une certaine manière, la *Big Society* est un acte de désespoir et, en définitive, il appartient au pouvoir émergent des voisinages que la coopta-

14. L'importance du travail domestique féminin, non reconnu et non rémunéré, a été mis en relief par le mouvement féministe depuis les années 70 (Silvia Federici, *Wages against Housework* [1975], 2012). On peut consulter aussi le livre de l'économiste suisse Christian Marazzi, *La place des chaussettes*, L'éclat, 1997.

tion fonctionne ou qu'elle échappe au pouvoir et à son contrôle. Un commerce risqué pour les deux parties, d'où son intérêt.

Officiellement le but de la politique actuelle et de l'action militaire est de sauver la classe moyenne. Il semble que presque tout le monde croit appartenir ou aspire à appartenir à ces quelques privilégiés qui vivent dans ces toujours plus étroites « zones de confort ». L'expression « classe moyenne » n'a pas un sens sociologique bien précis. Ce qu'il signifie en réalité c'est : « ceux qui bénéficient *encore* d'un mode de vie décent ». Si vous interrogez directement les membres de ce groupe insaisissable, il apparaît que la « classe moyenne » a perdu la foi concernant le système qui prétend défendre ses intérêts. D'un autre côté, ils pensent toujours qu'ils ont beaucoup à perdre et sont effrayés à l'idée de tout changement fondamental. De fait, l'indécision de la « classe moyenne » est un frein effectif à la nécessaire transformation et réduit donc les chances d'une transition paisible. Plus longtemps la « classe moyenne » hésitera, plus la situation risque de devenir violente.

En vérité, la mise en acte d'une paisible transformation globale dépend du comportement de ces 20 % de la population mondiale qui bénéficient des inégalités actuelles et qui, par l'intermédiaire de leurs systèmes politiques, détiennent le pouvoir militaire (le budget américain de la Défense est aussi important que celui de toutes les autres nations réunies). Ce sont les « consommateurs armés ». Et dans ces 20 %, les 10 % des

classes moyennes qui détiennent le gros du pouvoir d'achat (par exemple les ménages qui gagnent entre 50 000 et 100 000 dollars par an, ou ces 50 % de la population suisse qui gagnent entre 5 000 et 12 000 dollars par mois), les votants des partis de gauche et écologiques, les classes moyennes économiquement ou écologiquement concernées (ou effrayées?), doivent se convaincre d'effectuer une transition vers un nouveau bien-être partagé. Le concept des voisinages les convaincra-t-il? Les convaincra-t-il à temps? Sont-ils prêts à passer d'un système dominé par le marché à un système fondé sur les Communs¹⁵? Si cette minorité riche et puissante n'est pas capable de présenter un programme de paix concret au reste du monde, les guerres vont se poursuivre et empirer (jusqu'à

15. Il est intéressant de noter que le rejet du système économique actuel et l'opinion de la nécessité d'adopter un mode de vie plus soutenable sont assez développés dans beaucoup de pays. D'après une étude de la BBC, seulement 11 % de la population mondiale pense que le capitalisme fonctionne bien. En France, au Mexique et en Ukraine, 40 % des gens demandent qu'il soit remplacé par quelque chose de complètement différent. Dans deux pays seulement, plus d'un cinquième de la population pense que le capitalisme fonctionne bien sous sa forme actuelle: les États-Unis (25 %) et le Pakistan (21 %). À Zurich et dans d'autres villes de Suisse, les propositions pour une société à 2 000 watts (comparé aux 8 000 actuels) remportent généralement les trois quarts des suffrages (Zurich, 76 %), et la plupart des équipes municipales sont de gauche ou verts. En Allemagne, un récent sondage (*Bertelsmann Stiftung*, 2012) indique que 80 % des Allemands veulent d'un nouveau système économique. Ce n'est donc pas d'un « réveil des consciences » dont nous avons besoin. Mais il semble que le chemin soit encore long de l'idée à l'action...

2020, où nous assisterons à ladite « révolution de la jeune génération » dont parle Karl Wagner, membre du Club de Rome). Nous allons avoir besoin d'une nouvelle et *étrange victoire*¹⁶, et cette fois pas seulement sur les réacteurs nucléaires, mais sur le réacteur économique tout entier, bien plus dangereux encore.

Tandis que les partis politiques, les syndicats et les groupes d'intérêts particuliers en tous genres semblent fermement établis dans la gestion défensive des pertes et sont paralysés par les contradictions du système qu'ils veulent sauver (travail contre décroissance, pouvoir d'achat contre écologie), nous allons avoir besoin du soutien d'initiatives citoyennes de toutes sortes, qu'elles existent déjà ou qu'elles soient à créer. Moins elles seront sectaires, mieux ce sera¹⁷. De telles associations non partisans peuvent travailler avec les universités, les ONG, les autorités publiques et les syndicats, d'autant mieux qu'elles auront un programme bien défini. De là on avancera partout où on le pourra.

19 JUILLET 2013

16. Midnight Notes, *Strange Victories*, 1979.

17. En Suisse: www.neustartschweiz.ch (voisinages); www.danach.info (Société post-croissance).

Bibliographie

- Alexander, Christopher, Ishikawa, Sara & Silverstein, Murray : *A Pattern Language Which Generates Multi-services Centers (Towns, Buildings, Construction)* (1968), Oxford University Press, 1977 <<http://fed.coevolving.com/view/a-pattern-language-which-generates-multi-service-centers-1968>>.
- Banerjee, Abhijit V. & Duflo, Esther : *Repenser la pauvreté* (2011), tr. fr. Paris, Seuil, 2014.
- Bauwens, Michel : *Sauver le monde*, tr. fr. Les liens qui libèrent (LLL), 2015.
- Bennholdt-Thomsen, Veronika & Mies, Maria : *Eine Kuh für Hillary. Die Subsistenzperspektive*, Frauenoffensive, 1997 (*The Subsistence Perspective: Beyond the Globalized Economy*, Zed Books, 1997) voir en français : <www.robin-woodard.eu/spip.php?article431>.
- Binswanger, Hans Christoph : *Wege aus der Wohlstandsfalle. Der NAWU-Report, Strategien gegen Arbeitslosigkeit und Umweltzerstörung*, 1979.
- Blum, Martin, Andreas Hofer, P. M. : *KraftWerk1, construire une vie coopérative et durable*, Editions du linteau, 2014.
- Bollier, David : *La renaissance des communs*, Éditions Charles Leopold Mayer, 2014.
- Caffentzis, George : « The Work/Energy Crisis and the Apocalypse », dans *In Letters of Blood and Fire* (1992), PM Press, 2013.
- Cockshott, Paul : *Towards a new socialism*, Spokesman Books, 1993.
- Demmeler, Martin : *Ökobilanz eines Verbrauchers regionaler Bio-Lebensmittel*, Bioring Allgäu, 2000.
- Diamond, Jared : *Effondrement: Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (2005), tr. fr. Gallimard, 2009.

- *Le monde jusqu'à hier. Ce que nous apprennent les sociétés traditionnelles*, tr. fr. Gallimard, 2013.
- Diener Roger *et al.* : *Die Schweiz, ein städtebauliches Portrait*, Berghauser Verlag, 2005.
- Dunbar, R. I. M. : « Coevolution of neocortical size, group size and language in humans » In: *Behavioral and Brain Sciences* 16 (4), 1993 : 681-735.
- Dürr, Hans-Peter : *Warum es ums Ganze geht*, Fisher Verlag, 2009.
- Eisler, Riane : *Le calice et l'épée*, tr. fr. Robert Laffont, 1989.
- Fabricius, Wolfgang : *Kapital ohne Kundschaft*, Books on Demand GmbH, 2009.
- Federici, Silvia : *Wages against Housework*, Power of Women Collective and Falling Wall Press, 1975, <https://caringlabor.wordpress.com/2010/09/15/silvia-federici-wages-against-housework/>.
- *Revolution at Point Zero*, PM Press & Autonomedia, 2012.
- Friedman, Yona : *Comment vivre avec les autres sans être chef et sans être esclave* (1974), L'éclat, 2016.
- *Utopies réalisables* (1975), L'éclat, 2000.
- Gelernter, David : « Tapping into the Beam » in John Brockman *The Next Fifty Years*, Vintage 2002.
- Gibson-Graham, J. K. & Cameron, Jenny : *Take Back the Economy*, University of Minnesota Press, 2013.
- Gladwell, Malcom : *Outliers, The miracle of Roseto*, Back Bay Books, 2005.
- Glaeser, Edward : *Triumph of the city*, Penguin, 2011.
- Goodman, Paul & Percival : *Communitas: Means of Livelihood and Ways of Life*, Vintage, 1960.
- Graeber, David : *Direct Action. An anthropology*, AK press 2009.
- *Dette. 5000 ans d'histoire* (2011), LLL, 2013.
- *The Democracy Project*, Penguin, 2013.
- Hänggi, Marcel : *Ausgepowert. Das Ende des Ölzeitalters als Chance*, Rotpunktverlag, 2011.
- Hardin, Garrett, « The Tragedy of the Commons », *Science* 13.12.1968, vol. 162, n° 3859, p. 1243-1248 <http://lanredec.free.fr/polis/art_tragedy_of_the_commons_tr.html>

- Haug, Frigga : *Die Vier-in-einem-Perspektive, Politik von Frauen für eine neue Linke*, Argument Verlag, 2012.
- Hayden, Dolores : *The Grand Domestic Revolution*, MIT Press, 1982.
- Helfrich, Silke : *Commons*, Transcript, 2012.
- Holloway, John : *Change the world without taking power*, Pluto Press, 2002.
- Hopkins, Rob : *Manuel de Transition - de la Dépendance au Pétrole à la Résilience Locale*, tr. fr. Éditions Écosociété, 2010.
- Hopkins, Rob : « Résilienz denken », in S. Helfrich, *Commons*.
- Huizinga, Johann : *Homo Ludens*, Gallimard, 1938.
- Illich, Ivan : *Selbstbegrenzung. Eine politische Kritik der Technik*, Reinbek, 1973.
- Jackson, Tim : *Prosperité sans croissance*, De Boeck 2010.
- Jacobs, Jane : *Déclin et survie des grandes villes américaines* (1961), tr. fr. Parenthèses, 2012.
- Kahneman, Daniel : *Système 1 / Système 2 : Les deux vitesses de la pensée*, Paris, Flammarion, 2012.
- Kambalu Samson : *The Jive Talker or How to get a British Passport*, Free Press, 2008.
- Keynes, John Maynard : *First Annual Report of the Arts Council* (1945-1946).
- Kohr, Leopold : *The Breakdown of Nations*, Routledge, 1957 tr. fr. partielle on line : <http://lanredec.free.fr/polis/BoN_ToC_fr.html>
- Klein, Naomi: *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, tr. fr. Actes Sud, 2015.
- Koestler, Arthur : *Le Cheval dans la locomotive* (1967), tr. fr. Belles Lettres, 2013
- Kropotkine, Pjotr Alexejewitsch : *L'entraide. Un facteur de l'évolution* (1908) tr. fr. Sextant, 2010.
- Kurz, Robert : *Schwarzbuch Kapitalismus*, Eichborn Verlag, 1999 <<http://www.exit-online.org/pdf/schwarzbuch.pdf>>
- *Geld ohne Wert, Grundrisse zu einer Transformation der Kritik der politischen Ökonomie*, Horlemann Verlag 2012.
- Latouche, Serge : *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2007.
- *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, LLL, 2012.

- Linebaugh, Peter : *The Magna Carta Manifesto: Liberty and Commons for All*, University of California Press, 2008.
- Loderer, Benedikt : *Die Landesverteidigung, eine Beschreibung des Schweizerzustands*, Hochparterre Ag, 2012.
- Meadows, Donella H., Meadows, Dennis L. & Randers, Jørgen : *Les limites de la croissance (dans un monde fini)* (1972), Rue de l'échiquier, 2012.
- Midnight Notes : *Strange Victories*, 1979 <<http://theanarchistlibrary.org/library/midnight-notes-strange-victories>>
- Mies, Maria : *Patriarchy and Accumulation On a world scale: Women in the International Division of Labour*, Zed Books, 1999.
- & Shiva, Vandana : *Ecoféminisme*, L'Harmattan, 1999.
- Monbiot, George : *Heat. How can we Stop the Planet Burning*, Penguin, 2007.
- Frances Moore-Lappé, *World Hunger: Twelve Myths*, Grove Press, 2015.
- Mouffe, Chantal : *Agonistics: Thinking The World Politically*, Verso, 2013.
- Nowak, Martin : *Supercooperators*, Free Press, 2011.
- Ostrom, Elinor : *Governing the commons*, Cambridge University Press, 2011.
- *La gouvernance des biens communs*, tr. fr. De Boeck, 2010.
- Owen, David : *Green Metropolis*, Penguin, 2009.
- p.m. : *bolo'bolo* (1983), L'éclat, 1997.
- *Redémarrer la Suisse*, Torticolis & Frères, 2012.
- Paech, Niko : « Wachstumsdämmerung », *oya-online.de* 7/11.
- Pearce, Fred : *The Land Grabbers*, Transworld Digital, 2013.
- Redémarrer la Suisse : *Développer des voisinages*, 2014.
- Rifkin, Jeremy : *La nouvelle société coût marginal zéro*, tr. fr. LLL, 2014.
- Sassen, Saskia : « Le pouvoir des voisinages », Congrès sur les voisinages, Lucerne, novembre 2012. <https://www.hslu.ch/-/.../sa-referat-saskia-sassen.pdf>
- Schumpeter, Joseph : *Capitalisme, socialisme et démocratie*, (1942), Payot, 1974.
- Searle, John R. : *La construction de la réalité sociale*, tr. fr. Gallimard, 1998.

- Seidl, Irmi & Zahnt Angelika (éds.) : *Postwachstumsgesellschaft*, Metropolis 2010.
- Seligman, Martin : *S'épanouir. Pour un nouvel art du bonheur et du bien-être*, tr. fr. Belfond, 2013 .
- Sennett, Richard : *Les Tyrannies de l'intimité* [« The Fall of Public Man »], Seuil, 1979.
- *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, tr. fr. Albin Michel, 2010.
- *Ensemble, Pour une éthique de la coopération*, tr. fr. Albin Michel, 2013.
- Shiva, Vandana : *Éthique et agro-industrie. Main basse sur la vie*, tr. fr. L'Harmattan, 1996.
- *Soil Not Oil: Climate Change, Peak Oil and Food Insecurity*, Zed Books, 2009.
- Siefkes, Christian : *From Exchange to Contributions*, Siefkes Verlag, 2007.
- Smith, Adam : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776.
- Stiglitz, Joseph : *Le prix de l'inégalité* (2012), tr. fr. Les Liens qui libèrent, 2012.
- Taleb, Nassim Nicholas : *Antifragile. Les bienfaits du désordre*, tr. fr. Les Belles Lettres, 2013.
- Tarnutzer, S. & Bopp, M. : *For the Swiss National Cohort Study Group: Healthy migrants but unhealthy offspring? A retrospective cohort study among Italians in Switzerland*. BMC Public Health 2012, 12: 1104.
- Tunnard, Christopher : *The city of Man*, University of Michigan Press, 1953.
- Voss, Elisabeth : *Wegweiser solidarische Ökonomie*, Ag Spak Bücher, 2010.
- Waal, Frans de : *L'âge de l'empathie*, tr. fr. LLL, 2010.
- Wainwright, Hilary : *Reclaim the State. Experiment in Popular Democracy*, Seagull Books, 2009.
- Wakamiya, Atsuko : « Familie, Hausalt, Ernährung, » dans *Landinfo*, 7/2011.
- Werlhof, Claudia von : *Der unerkannte Kern der Krise*, Arun Verlag, 2012.

- Wilkinson, Richard G. & Pickett, Kate : *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* (2010), tr. fr. Les petits matins, 2013.
- Wilson, Edward O : *La conquête sociale de la terre*, tr. fr. Flammarion, 2013.
- Winklhofer, Richard : « Effizienz staatlicher versus privater Betriebe – empirische Belege zu einer öffentlichen Diskussion », in *Kurswechsel*, 2/2001.
- Wittgenstein, Ludwig : *Recherches philosophiques*, (1953), Gallimard, 2004.
- Zolli, Andrew : *Resilience*, Free Press, 2012.

Quelques liens utiles :

| | |
|--|--------------------------------|
| www.kraftwerk1.ch | Coopérative d'habitation |
| www.ortoloco.ch | Jardin coopératif |
| www.giesserei-ge sewo.ch | Coopérative d'habitation |
| www.sargfabrik.at | Association d'habitation |
| www.halen.ch | Coopérative d'habitation |
| www.nestown.org | Ville coopérative en Ethiopie |
| www.agroquartier.ch | Projet agro-urbain |
| www.neustartschweiz.ch | Redémarrer la Suisse |
| www.o500.org | Site global voisinages/Communs |

INDEX DES NOMS

- Alexander, Christopher 17, 34, 110
Aristote 169
Banerjee, Abhijit 168
Baudelaire, Charles 110
Bauwens, Michel 14
Bennholdt-Thomsen, Veronika 11, 53
Binswanger, Hans Christoph 15
Bopp, M. 35
Broch, Hermann 8
Brockman, John 80
Buffet, Warren 22, 52, 150, 155, 157
Caffentzis, Georges 74
Cameron, David 166, 172
Cockshott, Paul 61
De Angelis, Massimo 38, 171
Demmeler, Martin 96
Diamond, Jared 25, 41
Diener, Roger 17
Duflo, Esther 168
Dunbar, R. I. M. 84
Dürr, Hans-Peter 15
Eisler, Riane 23
Fabricius, Wolfgang 49
Federici, Silvia 38, 172
Friedman, Yona 44, 84
Gelernter, David 80
Gladwell, Malcom 87
Goldemberg, José 111
Goodman, Paul & Percival 79
Gotthelf, Jeremias 119
Graeber, David 16, 23, 36, 41, 45, 169, 171
Gronemeyer, Marianne 15, 22
Hänggi, Marcel 15, 91, 111, 116
Hardin, Garrett 14
Haug, Frigga 61
Hayden, Dolores 87
Helfrich, Silke 14, 30-31, 37, 171
Hollande, François 22
Holloway, John 44, 55
Hopkins, Rob 16, 30-31, 152, 159
Huizinga, Johann 36
Illich, Ivan 14
Ishikawa, Sara 34
Jackson, Tim 14, 26, 153, 155, 170
Jacobs, Jane 17, 78, 110
Kahneman, Daniel 35, 117
Kambalu, Samson 126
Keynes, John Maynard 64

- Klein, Naomi 13
 Koestler, Arthur 71
 Kohr, Leopold 141
 Kropotkin, Pjotr 16
 Kurz, Robert 13, 24, 63, 65

 Latouche, Serge 14, 32-33, 109
 Linebaugh, Peter 36, 74
 Loderer, Benedikt 17

 Marazzi, Christian 172
 Marx, Karl 13, 150
 Meadows, Donella & Dennis
 14
 Mies, Maria 11-12, 23, 53
 Monbiot, George 115
 Moore-Lappé, Frances 147
 Morris, William 34
 Mouffe, Chantal, 151

 Nowak, Martin 16, 40, 86

 Ostrom, Elinor 14, 42, 44, 55,
 73, 119, 159
 Owen, David 79

 Paech, Niko 14, 22, 30
 Pearce, Fred 27
 Pickett, Kate 26, 116

 Randers, J. 14, 28
 Randian, Ayn 166
 Rifkin, Jeremy 49

 Sassen, Saskia 120
 Schumpeter, Joseph 29, 145
 Searle, John 47
 Seidl, Irmi 14, 25

 Seligman, Martin 35
 Sen, Amartya 31
 Sennett, Richard 16, 41, 51, 80,
 110, 127
 Shakespeare, William 150
 Shiva, Vandana 11-12, 27, 90
 Siefkes, Christian 14
 Silverstein, Murray 34
 Smith, Adam 23
 Stahel, Walter 33
 Stiglitz, Joseph 13, 22, 26, 38,
 54-55, 62

 Taleb, Nassim Nicholas 29,
 159
 Tarnutzer, S. 35
 Thatcher, Margaret 172
 Tunnard, Christopher 79

 Voss, Elisabeth 14, 146, 152

 Waal, Frans de 16, 40-41
 Wagner, Karl 175
 Wainwright, Hilary 56
 Wakamiya, Atsuko 90
 Weber, Max 170
 Welzer, Harald 14
 Werlhof, Claudia von 11
 Wilkinson, Richard G. 26, 116
 Wilson, Edward O. 16, 40, 83,
 85
 Winkhofer, Richard R. 58
 Wittgenstein, Ludwig 68

 Zahnt, Angelika 25
 Zolli, Andrew 16, 29-30, 159

Table

| | |
|----------------------------|----|
| [n.d.é.] | 7 |
| Préface | II |
| « Rentrer chez soi » | 19 |

VOISINAGES ET COMMUNS

PREMIÈRE PARTIE

Crise, résilience, Communs, subsistance

| | |
|--|----|
| Quatre aspects d'une crise généralisée | 23 |
| Nous remettre sur pied : la résilience | 30 |
| Les Communs et leurs institutions..... | 36 |
| Résultat : bénéfice individuel accru grâce à une utilisation commune..... | 43 |
| les huit règles d'Elinor Ostrom | 44 |
| Le scénario de repli : trois parachutes pour les Communs | 53 |
| Six modules pour les institutions des Communs globaux | 65 |

DEUXIÈME PARTIE

Voisinages et plus encore

| | |
|--|-----|
| Pourquoi commencer par les voisinages ? | 73 |
| Questions de taille et de quantité | 82 |
| La semaine de six tonnes | 90 |
| <i>Quelques dessins</i> | 97 |
| Assez, c'est plus qu'assez : la suffisance | 110 |
| Pas de démocratie sans <i>demos</i> ou « le pouvoir des voisinages »..... | 119 |

| | |
|------------------------------|-----|
| Quartiers, bourgs | 122 |
| Régions | 130 |
| Centres-villes | 134 |
| six cents territoires..... | 137 |
| Sous-continent, planète..... | 143 |

TROISIÈME PARTIE

Deux logiques

| | |
|--|-----|
| Deux logiques | 149 |
| l'action politique du « comme si » | 151 |
| Sommes-nous prêts à changer ?..... | 168 |
| <i>Bibliographie</i> | 177 |
| <i>Liens</i> | 183 |
| <i>Index</i> | 185 |

dans la même collection
www.lyber-eclat.net/collections/premier-secours

*Association
des Astronautes autonomes*

Quitter la gravité

*Anthologie préparée par Ewen
Chardronnet
2001. 256 p.*

Hakim Bey

**•TAZ• Zone auto-
nome temporaire**

*Traduit de l'anglais par Christine
Tréguier avec l'aide de Peter Lamia
& Aude Latarget
1997. 96 p.*

*Olivier Blondeau & Florent
Latrive (collectif dirigé par)*

**Libres enfants du
savoir numérique**

*Une anthologie du « Libre »
2000. 504 p.*

Critical Art Ensemble

**La Résistance
électronique**

*et autres idées
impopulaires
Traduit de l'anglais
par Christine Tréguier
1997. 256 p.*

Philip. K. Dick

**Dernière
conversation avant
les étoiles**

*édité par Doris Elaine Sauter
et Gwen Lee
Traduit de l'anglais (USA)
par Hélène Collon.
2005. 240 p.
rééd. « L'éclat/poche » 2015.*

Philip. K. Dick

**Si ce monde vous
déplaît...**

*et autres écrits
Traduit de l'anglais (USA)
par C.Wall-Romana.
Anthologie présentée par M.Valensi
1998. 256 p.
rééd. «L'éclat/poche » 2015*

Rita di Leo

L'expérience profane

*Du capitalisme au
socialisme et vice-versa
Traduit de l'italien
par Patricia Farazzi
Préface de Mario Tronti
2013. 224 p.*

Yona Friedman

L'Ordre compliqué

*et autres fragments
2008. 144 p.*

Yona Friedman

**L'humain expliqué
aux Extraterrestres**

2016. 1338 p.
en partenariat avec le CNEAI

Yona Friedman

Vous avez un chien

C'est lui qui vous a choisi(e)
2004. 96 p.

Yona Friedman

Utopies réalisables

2000. 256 p.
rééd. «L'éclat/poche » 2015.

Yona Friedman

**L'Architecture de
survie**

Une philosophie de la pau-
vreté
2003. 256 p.
rééd. « L'éclat/poche » 2016

Derek Jarman

Chroma

Un livre de couleurs
*Traduit de l'anglais
par Jean-Baptiste Mellet*
2003. 256 p.

Derek Jarman, Terry Eagleton

Wittgenstein

*Traduit de l'anglais
par Patricia Farazzi
Photos Howard Sooley*
2005. 180 p.

Alfred Korzybski

**Une carte n'est pas
le territoire**

Prolégomènes aux
systèmes non-aristotéliens
et à la Sémantique générale
*Traduit de l'anglais par D. Kohn,
M. de Moura & J.-C. Derris*
1997. 204 p.
rééd. «L'éclat/poche» 2015.

Christian Marazzi

**La brutalité
financière**

Grammaire de la crise
*traduit de l'italien par
François Rosso et Anne Querrien*
Co-édition avec Réalités sociales
2013 160 p.

Christian Marazzi

**La Place
des chaussettes**

Le tournant linguistique de
l'économie et
ses conséquences politiques
*Traduit de l'italien par
François Rosso & Anne Querrien*
1997. 192 p.

Mauvaise troupe (collectif)

Constellations

Trajectoires politiques du
jeune 21^e siècle
2014. 704 p.

Mauvaise troupe (collectif)

Contrées

Histoires croisées de la Zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte NoTAV du Val de Suse

2016. 400 p.

Mauvaise troupe (collectif)

Défendre la zad

2016. 48 p.

Mazzino Montinari

« La Volonté de puissance » n'existe pas

Traduit de l'italien et présenté par

P. Farazzi & M. Valensi

Choix de textes établi et postfacé

par Paolo D'Iorio

1996. 192 p.

p. m.

bolo'bolo

1998. Nlle éd. 2013. 216 p.

Jean-Louis Sagot-Duvaouroux

De la gratuité

2006. 196 p.

rééd. « L'éclat/poche » 2016

Mario Tronti

Nous opéraïstes

Le roman de formation des années soixante en Italie

Traduit de l'italien

par Michel Valensi

Co-édition Editions d'En-bas

2013. 288 p.

Mario Tronti

La Politique au crépuscule

Traduit de l'italien

par Michel Valensi

2000. 256 p.

Paolo Virno

Grammaire de la multitude

Pour une analyse des formes de vie contemporaines

Traduit de l'italien

par Véronique Dassas

Coédition avec la revue

Conjonctures, Montréal

2002. 144 p.

Norbert Wiener

God & Golem Inc.

Sur quelques points de collision

entre cybernétique

et religion

Traduit de l'anglais par

C. Wall-Romana et P. Farazzi.

Préface de Charles Mopsik

Suivi de: « Le Golem de Prague et le Golem de Rehovot »

par Gershon Scholem

2001. 128 p.

catalogue complet

sur demande

à

infos@lyber-eclat.net

ou sur

www.lyber-eclat.net

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE PULSIO
POUR LE COMPTE DES
ÉDITIONS DE L'ÉCLAT

DÉPÔT LÉGAL AVRIL 2016

IMPRIMÉ DANS L'UNION
EUROPÉENNE